

MINADER

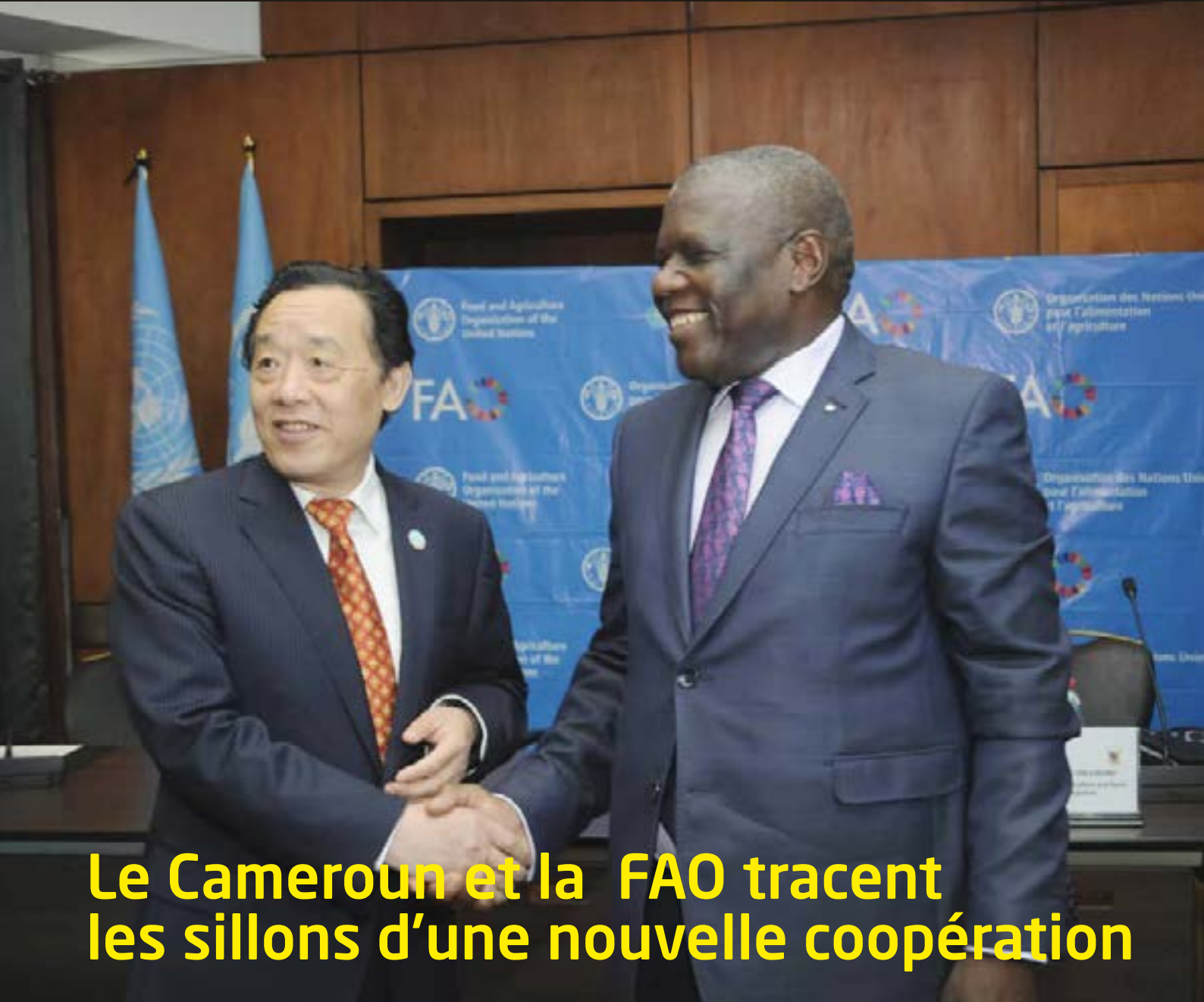


Infos

Magazine trimestriel d'informations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun • N°008, Sept-Déc. 2024

Santé
des végétaux

Le Cameroun
en phase avec
la communauté
internationale



Le Cameroun et la FAO tracent les sillons d'une nouvelle coopération

Rice value chain

Contribute to rice self-sufficient, enhance economic growth, and improve household incomes.

Sécurité sanitaire des produits agricoles

Croplife Cameroun toujours à l'avant-garde !

Central Plain Project

High-level awareness raising mission for local populations, public and private sector stakeholders.



CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE COTON DU CAMEROUN

CPNCC

Siège social : Garoua

B.P. : 1379 Garoua

Courriel : j.ngogwe@cnpcc.org

batouanga@cnpcc.org



CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PRODUCTEURS
DE COTON ET VIVRIERS DU CAMEROUN

CNPC-Cameroun
BUREAU NATIONAL





S.E. Paul Biya
*Président de la République
du Cameroun*

H.E. Paul Biya
President of the Republic
of Cameroon

« L'agriculture, je le répète,
est notre authentique richesse. »

*Paul Biya le 17 janvier 2011
Discours inaugural du Comice agropastoral d'Ebolowa*

« Agriculture, I repeat, is our real wealth. »

*Paul Biya 17 January 2011
Inaugural speech of the Ebolowa Agropastoral show*



Dr Joseph Dion Ngute
Premier Ministre
Chef du Gouvernement

Dr Joseph Dion Ngute
Prime Minister
Head of the Government



Gabriel Mbairobe
*Ministre de l'Agriculture
et du Développement Rural*

Gabriel Mbairobe
*Minister of Agriculture
and Rural Development*



Pr Mbong épouse Bambot Grace Annih
*Secrétaire Générale du Ministère
de l'Agriculture et du Développement Rural*

Pr Mbong épouse Bambot Grace Annih
*Secretary General to the Ministry of
Agriculture and Rural Development*



Minader Infos est une publication du

Ministère de l'Agriculture

et du Développement Rural

Tél : 696 98 40 14 / 677 92 76 63

website :

www.minader.cm

Directeur de publication :

Gabriel Mbairöbe

Présidente du Comité Editorial :

Pr Mbong épse Bambot Grace Annih

Rédacteur en chef :

Djaoudjaourou

Rédacteur en chef adjoint :

Heris Nange Tohnain

Secrétariat de Rédaction

Yvan Njuplong

Photos

Eric Gueguim

Ebela Athanase

Maquette et Infographie :

Vincent Malyk Nomo

Tél. : +237 672 16 60 50

Impression

Groupe Colorix

Tél. : +237 699 88 85 77



Editorial : Une coopération ancienne et sans cesse consolidée.....	7
Mise en place des interprofessions : Les producteurs de maïs, de tomate et pomme de terre bientôt structurés	8
Agriculture Minister Grants Audience to Visiting PULCCA Mission In Cameroon	9
Fighting against Food Insecurity : MINADER, MINDCAF Launch Project to Develop 400,000 Hectares of Land	10
Conseil agropastoral : Vers la mise en place d'une Agence nationale.....	11
Le Guichet producteurs étendu à tous les bassins de production	12
L'usine de transformation de manioc en farine de Ngoulemakong est fonctionnelle	14
MINADER, CAMPOST Sign Strategic Partnership to Facilitate Payment of School Fees in Training Schools.....	15
Minader-CVUC : Le transfert total des compétences en marche.....	16
Minister Gabriel Mbairöbe Inaugurates Ngoulemakong Cassava Processing Plant.....	17
Le Minader-Plan International : le développement communautaire en ligne de mire.....	18
Minister Gabriel Mbairöbe Launches Extension of Cocoa & Coffee Producers' Subsidies	19
Cacao : Le Minader prescrit la production de cacao sans déforestation.....	20
Minister Mbairöbe Calls for Implementation of Malabo Declaration on Accelerated Agriculture.....	21
Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire L'Extrême-Nord et l'Adamaoua premiers bénéficiaires pour 2024.....	22
PULCCA Will Improve Food, Nutrition Security and Reduce Vulnerability to Climate Shocks – Minister Mbairöbe.....	24
Le Minader réceptionne solennellement des semences de prébase et de base de qualité produits par l'Irad	25
Insécurité alimentaire : le plan national de réponse adopté.....	26
Culture du blé au Cameroun : loin du mythe, la révolution est amorcée	28
Experts Evaluate, Take Stock of Agricultural Subsidy Activities For 2023 Fiscal Year	29
Les ingénieurs de génie rural s'engagent à accompagner davantage le Minader	30
Workshop to Examine, Validate Technical Document on Cotton Strategy For 2024-2030	31
Guichet de transition agroécologique : le Minader invite les acteurs du mécanisme à faire un relai efficace auprès des producteurs	32
Ways Of Boosting Rice Production in Cameroon.....	33
Projet Plaine Centrale : les populations du Mbéré, du Djérem et du Mbam et Kim adhèrent au Projet	34
SIAGROS 2024 : les industries Agro-Pastorales du Septentrion célébrées avec faste	36
Bilinguisme officiel : le Minader fait office d'exemple	38
Producers of the Cocoa and Coffee Sector Sort Ways of Optimizing Quality Production	39
Stakeholders Urged to Implement Good Agricultural Practices to Boost Yields.....	41
Sécurité sanitaire des produits agricoles au Cameroun : Croplife Cameroun toujours à l'avant-garde !	42
Santé des végétaux : le Minader interpelle sur la nécessité de renforcer le dispositif phytosanitaire	44
Chiefs of Agricultural Posts Retrained on Methods of Supporting Producers.....	45
La campagne agricole méridionale 2024 lancée à Pouma	46
Campagne agricole 2024 dans la zone septentrionale : la politique d'import-substitution doit se concrétiser.....	48
Agriculture et Développement rural : les perspectives économiques prometteuses en 2024	50
Projet national d'amélioration des cultures maraichères : le Comité de pilotage a tenu sa deuxième session	51
Filière champignons comestibles : Le comité de pilotage du Programme d'appui au développement de la filière champignons comestibles (PADFC) a tenu sa quatrième session.....	52
Bonne gouvernance : les écoles du dispositif de formation du Minader outillées.....	53
Convention Minader-Guichet Unique du Commerce Extérieur : un Accord de partenariat scellé entre les deux entités	54
Centres d'Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire : le Projet dédié dresse le bilan de ses activités	56
Chaînes de Valeurs agricoles : des résultats et performances remarquables	57
Vœux de nouvel an 2024 au ministre Gabriel Mbairöbe.....	58
Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Minader : D'importantes réalisations enregistrées au cours de l'année 2023.....	60
Alhadji Boubou Sindo de l'élevage à l'agriculture de grande échelle	63
Dieudonné Tirboui : l'étudiant devenu agriculteur	65
Le Cameroun et la Fao tracent les sillons d'une nouvelle coopération.....	67
Cameroun-FAO : Un nouveau contrat d'assistance technique signé.....	68
Visite du DG de la FAO au Cameroun : le forum des ambassadeurs s'engage à soutenir la sécurité alimentaire	70
Cameroun-FAO : la recherche agricole pour booster la lutte contre l'insécurité alimentaire	72
Vergers caféiers au Cameroun : la situation de référence agronomique scrutée	74
Développement de la filière blé : l'import-substitution en question.....	75
Sociétés coopératives et organisations faitières : l'harmonisation des modèles de textes organiques en examen.....	76
Développement des chaînes de valeurs agricoles, de l'élevage et de la pisciculture : les banques commerciales informées sur le Guichet «Fonds de Garantie»	77
Le document de la stratégie coton-textile-confection validé.....	78
Coopération Cameroun-PAM : un contrat de partenariat signé entre les deux entités.....	79
Filière huile de palme : la mise en place d'une organisation interprofessionnelle en concertation.....	80
Sous-secteur Engrais : Net regain d'intérêt observé de la part des acteurs	81
Filière Banane-plantain : les enseignants et étudiants de l'université d'Ebolowa formés à l'acquisition des bonnes pratiques culturelles	82



Par Gabriel Mbaïrobe,
*Ministre de l'Agriculture
et du Développement Rural*

Cameroun-FAO

Une coopération ancienne et sans cesse consolidée

Vieille de plus d'une soixantaine d'années déjà, la coopération entre la République du Cameroun et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) n'a cessé de se renforcer et de se consolider d'année en année. Le Cameroun, importe-t-il de le relever, est membre de la FAO depuis 1960. Néanmoins, la représentation de cette organisation spécialisée des Nations Unies au Cameroun ne verra le jour que le 02 septembre 1978 avec la signature de l'Accord-siège.

Au fil des ans, cette coopération s'est davantage développée, intensifiée, s'érigeant par la suite

en partenariat matérialisé par la mise en place, le 04 septembre 2015, d'un nouveau statut. Le Cameroun et la FAO signeront à cet effet, en octobre 2015, d'une part, un accord relatif à l'établissement d'un Bureau de Liaison et de Partenariat de la FAO au Cameroun et, d'autre part, un accord de partenariat de 20 millions de dollars en vue d'appuyer et de soutenir le développement du secteur agricole au Cameroun. Aujourd'hui et comme l'atteste si bien le directeur général de l'institution onusienne, «cette collaboration entre le Cameroun et l'organisation dont il a la charge, a dépassé le simple cadre de l'alimentation et de l'agriculture, pour s'étendre à d'autres secteurs à l'instar de l'élevage, de la pêche et même de la sylviculture». Mieux, ajoute-t-il, «les réflexions sont, de nos jours, davantage et de plus en plus orientées vers les stratégies devant permettre et favoriser la collecte de politiques et des données et soutenir le cadre normatif sur l'agriculture et les systèmes alimentaires dans un prochain recensement national. La formation technique et le partage de la meilleure qualité n'étant pas en reste ».

Dans le cadre de cette coopération, le Cameroun, a vu nombre de ses Programmes et Projets bénéficier des financements et d'appuis multiformes émanant d'une gamme variée de donateurs tant multilatéraux que bilatéraux sous la responsabilité et la supervision de la FAO. Les plus significatifs de ces financements et appuis techniques sont relatifs au renforcement institutionnel des analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun ; l'amélioration des conditions de vie et des systèmes alimentaires et nutritionnels des populations vulnérables des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; le soutien aux efforts du Gouvernement camerounais dans la transformation des systèmes alimentaires et agricoles pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement afin que personne ne soit laissé pour compte. Toujours dans le sillage du renforcement et de la densification de cette coopération, le Cameroun et la FAO viennent de signer le 22 avril 2024 à Yaoundé, un contrat d'Assistance technique pour le compte du Projet d'Urgence de Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun (PULCCA). Une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, de la solidité et de l'excellence des liens qui unissent depuis belle lurette le Cameroun et la FAO.

Mise en place des interprofessions

Les producteurs de maïs, de tomate et pomme de terre bientôt structurés



Photo de famille

■ Des ateliers de cadrage et de concertation visant à la mise en place d'une dynamique interprofessionnelle dans ces trois filières importantes dans le développement de l'agriculture camerounaise, se sont tenus à Mbankomo en septembre 2023 pour la première; puis à Ebolowa et Bafoussam pour les deux autres, en novembre de la même année.

La mise en place de mouvements interprofessionnels dans le secteur agricole au Cameroun est en marche. Les producteurs des filières maïs, tomate et pommes de terre ont été outillés et sensibilisés par les responsables du Minader au cours de trois ateliers distincts à eux consacrés, sur l'importance, la valeur et la nécessité de mettre sur pied un mouvement interprofessionnel fort, rassemblant les acteurs de la chaîne de production de ces spéculations. Pour ces différents ateliers, plusieurs objectifs ont été déterminés. D'abord, donner la possibilité aux acteurs de chaque secteur de mieux s'organiser afin de produire davantage pour assurer et consolider la sécurité alimentaire ainsi que plus de revenus aux acteurs, mais aussi améliorer la répartition de la valeur ajoutée créée sur l'ensemble des maillons des chaînes de valeurs concernées.

Dans les différentes présentations, il a été rappelé aux participants que le meilleur cadre que l'Etat propose aux acteurs est celui des organisations interprofessionnelles. Ce cadre permet de manière plus spécifique, de professionnaliser les acteurs, bien structurer/organiser les filières, d'avoir une bonne connaissance des filières et des marchés, de créer un cadre de dialogue pour une concertation inclusive entre les différents acteurs de chaque chaîne de valeur, afin de trouver des solutions aux problèmes transversaux de la filière. Ces organisations interprofessionnelles sont encadrées par des éléments juridiques bien précis, qui comprennent la loi N°90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association, la loi N°2021/022 du 16 décembre 2021 modifiant certaines dispositions de la loi du 19 décembre 1990 susvisée, et enfin

la loi N°2021/023 toujours du 16 décembre 2021 régissant les organisations interprofessionnelles. Selon les responsables du Minader qui ont successivement entretenus les producteurs sur ce sujet, «le cadre juridique en cours de finalisation fixe les bases devant permettre aux acteurs des filières de se structurer en vue de prendre en main le développement de leurs filières respectives». Ceci vise à atteindre les objectifs de production de l'Etat du Cameroun dans ces différents secteurs. Toutefois, il y'a une nécessité de vulgarisation pour une bonne appropriation de cette question, afin « éviter les expériences malheureuses connues au début des années 1990 avec la création et la prolifération des GIC et coopératives, souvent sans véritable impact sur le développement des filières ou sur le revenu des acteurs ».

Yvan Njuplong

Agriculture Minister Grants Audience to Visiting PULCCA Mission In Cameroon

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbaïrobe, granted an audience to the supervisory mission from the Emergency Project to Combat Food Crisis, PULCCA on November 17, 2023.*



MINADER and WFP hand in hand

PULCCA conducted a mission in Cameroon in November which was guided by Cheick F. Kante, the Director of Operations for Cameroon, West and Central Africa Region of the World Bank.

PULCCA, managed by MINADER, is the result of an agreement signed on October 26, 2022, between the government and the World Bank through IDA credit no. 7116-CM, amounting to 90.2 million euros (approximately 59.17 billion FCFA). This project will be implemented from 2023 to 2025.

The primary objective of the project is to provide an urgent response to mitigate the short-term impacts of food and nutritional insecurity, as well as address the medium-term factors contributing to these challenges. It aims to strengthen economic, climatic, and community resilience in the North, Far North, Adamawa, North-West,

South-West, and East Regions of Cameroon.

The project is implemented through three operational components, namely; support for food and nutritional stabilization of the rapid response for early recovery and resilience building, strengthening the production capacities of smallholders through support for agropastoral production, climate, and nutritional resilience and support for capacity building of the food and nutrition sector.

The project was officially launched in January 2023. A supervisory mission took place from May 29 to 30 2023, resulting in 15 recommendations. These recommendations included signing contracts with implementing partners (PAM) and commencing project activities, finalizing project restructuring to introduce an alternative approach to component implementation, and contracting local service providers

to implement project component activities (MIDENO, SOWEDA, CEDEN, CEDENO, MIDE-PECAM, and CPDM).

The World Bank, as a specialized UN agency, has been supporting Cameroon's development efforts since 1960. Currently, there are 19 active projects worth USD 2,587 million (approximately 1552 billion Fcfa) in the country. The cumulative disbursement rate stands at 22.6%, with an undisbursed commitment balance of USD 2,000 million (around 1,200 billion Fcfa). In the agricultural sector, cooperation has included supporting regional water security and water resource governance, promoting agricultural and agri-food production, and implementing a transformation plan for SEMRY (Yagoua Rice Expansion and Modernization Company) while strengthening public services.

Heris Nange

Fighting against Food Insecurity: **MINADER, MINDCAF Launch Project to Develop 400,000 Hectares of Land**



Minader and Mindcaf, hand in hand

■ *The project aims to develop 400,000 hectares of land in the central plain of Cameroon along the Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundere corridor.*

In an effort to fight food insecurity in Cameroon, the government, through the Ministries of Agriculture and Rural Development (MINADER) and State Property, Surveys, and Land Tenure (MINDCAF), launched this initiative to combat food insecurity in the country. The launching ceremony took place in Yaounde. Minister Gabriel Mbairrobe represented MINADER, while Henri Eyebe Ayissi attended

on behalf of MINDCAF. Other authorities who took part included Minister of Livestock, Fisheries, and Animal Industries, Dr. Taiga, and Minister, Delegate to the Minister of the Economy, Planning, and Regional Development, Paul Tasong. During the ceremony, Minister Mbairrobe expressed his enthusiasm for the project, emphasizing its potential to enhance agricultural productivity and address hunger. The 400,000 hectares of land will be utilized for cultivating crops such as maize, rice, soybeans, potatoes, and market gardening products, with the aim of meeting the population's needs. Minister Mbairrobe reiterated that the project will attract private investment in the agro-pastoral sector by resolving land-related issues.

Additionally, it will contribute to the establishment of agro-pastoral villages, aligning with Cameroon's strategic vision for agricultural development. The construction of a two-lane road from Batchenga-Ntui to Tabati is also part of the plan, which will promote national integration, agricultural competitiveness, access to social and collective services, and ultimately, food security in Cameroon. Minister Henri Eyebe Ayissi described the project as a significant step towards agricultural development along the corridor. He emphasized his Ministry's commitment in providing land for development projects and highlighted the collaborative efforts of MINDCAF and MINADER to ensure the project's success.

Heris Nange

Conseil agropastoral

Vers la mise en place d'une Agence nationale

■ Un atelier d'information sur les activités du PCP-ACEFA et de préparation sur l'étude de faisabilité économique et financier de l'Agence Nationale de Conseil Agricole s'est tenu du 10 au 11 octobre 2023, dans la ville de Kribi. Cet atelier était présidé par Gabriel Mbaïrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.



Photo de famille

Le conseil agricole est un outil majeur dans la stratégie de développement du secteur agropastoral au Cameroun. Pour rendre l'assistance aux producteurs plus consistante, un mécanisme plus institutionnel et mieux fourni pourrait voir le jour dans les prochains mois. C'était l'objet de l'atelier d'information sur les activités du PCP-ACEFA et de préparation sur l'étude de faisabilité économique et financier de l'Agence Nationale de Conseil Agricole qui s'est tenu du 10 au 11 octobre 2023.

Dans son exposé général sur le dispositif de conseil agropastoral, le Dr Bouba Moumini, coordonnateur national du Projet de consolidation et de pérennisation du conseil agropastoral (PCP-ACEFA) a rappelé que le projet est financé par le Contrat de désendettement et de Développement (C2D) signé

entre le gouvernement du Cameroun et l'Agence Française de Développement. Depuis, le Projet a entrepris la rénovation du dispositif de vulgarisation national tel que tracé en 2006 par le Minader. A ce jour, PCP-ACEFA a mis sur pied, un ensemble d'outils visant à accompagner les entrepreneurs agropastoraux. On compte des outils informatisés capables de faire un suivi de production (Toproduction, Topsuivi, Topaze, Simanalyse) mais aussi des outils de prévision tel que Simeco et Simtresio.

Comme bilan, le Projet a déjà financé 7286 projets, ce qui fait plus de 130.000 bénéficiaires directs. Ceux-ci ont reçu 28,7 milliards de subvention et apporté 6,1 milliards sur le compte bancaire dédié à cette opération comme contrepartie. Les statistiques en termes de résultats sont aussi importantes, avec un

taux d'effectivité des projets de 99 %, un taux d'opérationnalisation des projets de 91%, un niveau d'activité des projets en année cinq, avec 95% des objectifs atteints.

La création d'une agence cogérée avec la profession agricole répondra donc aux besoins des clients. Le but de cette agence sera de faciliter la sécurité alimentaire, l'installation des jeunes dans le secteur agropastoral, développer des facilités de crédit. Le coût estimatif est fixé à 17 milliards. A la suite de cet exposé, le Minader Gabriel Mbaïrobe a insisté sur le fait qu'il faudra que cette agence puisse générer ses propres ressources pour être professionnelle et crédible, mais aussi travailler davantage avec les collectivités territoriales décentralisées, pour améliorer le maillage et le suivi des producteurs sur le terrain.

Yvan Njuplong

Le Guichet producteurs étendu à tous les bassins de production

■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural qu'accompagnait le ministre du Commerce a démarré le 21 novembre 2023, la phase décisive du Guichet producteurs, qui sera désormais étendu à l'ensemble des huit autres bassins de production de cacao et de café, après la phase pilote dans le Moungo. Les deux membres du gouvernement ont exhorté les producteurs à faire bon usage de cet appui, afin de consolider l'embellie observée dans cette filière au Cameroun depuis quelques années.*



Une attitude du Ministre pendant son discours

Le 21 novembre était jour de grande célébration dans l'ensemble des huit bassins de production de cacao (Ndom, Mbangassina, Bamougoum, Buea, Bankim, Yokadouma, Ebolowa, Santa). Les populations et producteurs ont célébré massivement l'extension du guichet producteurs. A Ebolowa où se tenait la cérémonie officielle d'extension de ce processus de subvention, le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et le ministre du Commerce ont pu vivre la joie des producteurs de voir ce mécanisme leur bénéficier. Sur la place de l'artisanat de la ville, des milliers de producteurs venus des quatre coins de la région du Sud ont remercié le gouvernement pour


ce soutien, et promis d'améliorer la production de cacao et café, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Dans son discours, le ministre du Commerce a rassuré les producteurs, que les conditions de production et de commercialisation sur le marché ne cesseront d'augmenter, selon la vision du chef de l'État. De son côté, le Minader a félicité les producteurs pour leur engouement, et a émis le vœu que celui-ci soit le moteur d'une véritable révolution agricole dans ce secteur spécifique et dans plusieurs autres. Il a également invité les producteurs à faire bon usage des subventions, en multipliant les bonnes pratiques, et en les rentabilisant sur les parcelles, avec pour objectif d'accroître la

production nationale en respect des normes environnementales, afin de la rendre plus compétitive sur le marché international. Lancé le 24 juin 2022 dans le département du Moungo, le guichet producteur a pour mission de stimuler l'essor des filières cacao et café par l'accroissement des rendements et l'augmentation de la production. Ceci doit se faire, dans la préservation de l'environnement et le respect des bonnes pratiques agricoles. Avec en ligne de mire, l'amélioration des conditions de vie des producteurs. Un objectif qui est presque atteint, au vu de l'embellie dont joui la production nationale sur le marché en ce moment.

Yvan Njuplong



IDENTIFICATION DU PROJET

INTITULE DU PROJET I	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DES REGIONS DU NORD ET DE L'ADAMAOUA Infrastructures Rurales I&II (PDR_NA-IR I&II)		
PROMOTEUR DU PROJET:		MINISTERE DE TUTELLE:	
BAILLEUR(S):		PROGRAMME MINISTERIEL DE RATTACHEMENT: 186	Amélioration de l'environnement structurel et de l'accès aux facteurs de production et aux marchés
DUREE DE VIE DU PROJET :	DATE DE DEBUT:	01/08/2021	
	DATE DE FIN	01/08/2026	

CIBLES ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

CIBLES DU PROJET	La cible identifiée dans le cadre du projet est les petits exploitants agricoles et pastoraux ;
RESULTATS ATTENDUS DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - 1044 kilomètres de pistes réhabilitées et praticable pendant toute l'année assurent l'accès entre les marchés et les zones de production agricole - Les flux et activités socio-économiques ont augmentés - Les emplois agricoles ont augmentés de manière durable - Les rendements agricoles sont améliorés de manière durable - Les productions et les revenus des producteurs sont augmentés de manière durable

ZONES D'INTERVENTION

Régions	Départements	Localités
NORD	<ul style="list-style-type: none"> - Bénoué - Mayo Rey - Faro - Mayo Louti 	<ul style="list-style-type: none"> - Garoua 3 - Ngong - Gashiga - Pitoa - Laddo - Bibemi - Guider - Figuil - Poli - Tcholliré
ADAMOUA	<ul style="list-style-type: none"> - Vina - Mbéré - Faro et Déo - Djérem 	<ul style="list-style-type: none"> - Mbé - Nyambaka - Belel - Ngan'ha - Tibati - Ngaoundal

FINANCEMENT GLOAL DU PROJET

KfW	19 MILLIONS D'EUROS
ETAT CAMEROUNAIS	02 MILLIONS D'EUROS

L'usine de transformation de manioc en farine de Ngoulemakong est fonctionnelle

■ *La cérémonie officielle d'inauguration a eu lieu le vendredi 12 janvier 2024 à Ngoulemakong, dans le département de la Mvila, région du Sud. Elle était présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural qui était accompagné pour la circonstance de plusieurs membres du gouvernement.*

Des balafons, des groupes de danse, et des scènes de liesse, c'était jour de célébration et de grande mobilisation à Ngoulemakong le vendredi 12 janvier 2024. Et pour cause, cette cité, porte-d'entrée dans la région du Sud, connaissait ce jour, un événement d'une portée majeure pour le Cameroun. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement qu'accompagnait ses collègues de la Promotion de la Femme et de la Famille; des Postes et Télécommunications; et celui des Transports, a présidé la cérémonie d'inauguration officielle de l'usine de transformation de manioc mis sur pied et alimenté par la Société coopérative des producteurs de manioc de Ngoulemakong, avec l'appui du gouvernement camerounais, de la Banque Mondiale et du Programme Alimentaire Mondial.

Dans son discours, le Minader a rappelé que la mise en service de cette usine est la première d'une longue série qui s'étendra à plusieurs autres régions. Grâce à la Banque Mondiale, 90 millions de FCFA supplémentaires ont été apportés par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural au travers du Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise alimentaire pour la finalisation de l'investissement. Ces fonds ont servi à la construction d'un Biodigesteur ; au défrichage de 30 ha de zone agricole ; à des travaux de génie civil ; à la formation d'une trentaine d'employés de l'usine dans



Le Ministre Mbairobe prononçant son discours de circonstance

la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales ; à l'acquisition d'un important stock de matériel de conditionnement des produits, à l'équipement du laboratoire ; à l'acquisition du matériel roulant et d'autres équipements et matériels importants. Le Minader a également insisté sur le fait que cela entre en droite ligne avec les objectifs d'import-substitution et de sécurité alimentaire, définis par la stratégie nationale de développement 2020-2030, mais aussi un élément important dans la lutte contre le chômage. « L'inauguration officielle de cette usine est une source d'optimisme et de confiance en l'avenir en ce sens qu'elle va permettre la transformation du manioc en produits dérivés, mais aussi fait naître de nombreux espoirs en termes d'emplois direct et indirect pour le secteur rural ». Il ajoute enfin que « les capacités de production des populations environnantes sera fortement impactée. Cette usine va également permettre de répondre aux besoins du marché en produits de manioc transformé et en intrants pour les agriculteurs.

Aussi, cette usine confirme-t-elle des avancées technologiques dans les processus industriels». Selon la présidente du conseil d'administration de la Société coopérative des producteurs de manioc de Ngoulemakong, cette usine a une capacité de production de farine d'une tonne par jour. Ce chiffre peut être revu à la hausse, avec davantage de moyens techniques et financiers. Déjà, la farine produite ici, est disponible sur le marché camerounais, et largement utilisé par le Programme Alimentaire Mondial pour les populations réfugiés et celles menacées de famine au Cameroun et ailleurs. La qualité de cette farine est jugée supérieure à celle faite avec du blé. En marge de cette inauguration, le Minader a également offert à la société coopérative des dizaines d'équipements (tricycles, porte-tout, gants, machettes, combinaisons, pulvérisateurs). Ils permettront à l'usine d'effectuer un travail plus rapide et efficace tant au niveau de la collecte de la matière première, de sa transformation que de sa mise sur le marché.

Yvan Njuplong

MINADER, CAMPOST Sign Strategic Partnership to Facilitate Payment of School Fees in Training Schools

■ *The Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Cameroon Postal Services (CAMPOST) have entered into a strategic partnership aimed at simplifying the payment of school fees in training schools across the country.*



Exchanges of folders

This collaboration, signed on January 11, 2024, is part of MINADER's initiative to modernize and digitalise tuition fee payments for agricultural and rural training, with the assistance of CAMPOST and other technical partners.

During the signing ceremony, Minister Gabriel Mbairrobe of MINADER emphasized that this initiative aims to enhance the management of revenues allocated to agricultural and rural training schools, as well as meet the skills and qualification requirements of the agricultural sector.

He highlighted the significance of this partnership in promoting agricultural and rural training, which plays a fundamental role in developing human capital. Minister Mbairrobe emphasized that investing in the education and training of youth is crucial for the development and prosperity of the nation. Recognizing the challenges faced by the youth, Minister Mbairrobe

stressed the importance of implementing actions that support their growth and development. He highlighted that the agricultural and rural sector offer substantial employment opportunities for young Cameroonians who often struggle with issues of unemployment and underemployment.

Agricultural and rural vocational training is essential to address this pressing need and cultivate a young, competitive, and skilled workforce. In line with this, the Head of State, in his address on the occasion of the fiftieth edition of the National Youth Day, encouraged the youth to become agricultural entrepreneurs, as agriculture is a noble and profitable profession.

The government has prioritized the development of the agricultural sector in recent years, with a focus on ensuring food security, creating employment, reducing import and increasing export of agricultural products. MINADER currently

oversees an agro-pastoral and rural training system, comprising eighteen public schools, twelve private partner schools, and thirty-five public training centres spread across the country.

Despite the challenges they face, these schools provide high-quality training tailored to the practical realities of the field, the demands of the job market, and the aspirations of their students. They also boost educational workshops, farm schools, and partnerships with businesses and agricultural organizations.

Through the strategic partnership between MINADER and CAMPOST, the payment of school fees in training schools will be made more efficient and accessible. This collaboration aligns with MINADER's commitment to enhance agricultural and rural training, which is integral to the country's economic development and the empowerment of its youth.

Heris Nange

Minader-CVUC

Le transfert total des compétences en marche



Photo de famille

■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a présidé le 16 août 2023, une réunion d'échange avec les responsables de l'Association des Communes et Villes Unies du Cameroun, et plusieurs élus locaux membres de cette association, sur l'état des lieux des compétences transférées aux communes par le Minader, dans le cadre du processus de décentralisation.*

Le suivi et l'accompagnement des projets sur le terrain ; la question de la gestion et de la tutelle des postes agricoles ; l'aménagement des pistes agricoles ; le désenclavement des bassins de production ; les pertes post-récoltes ; la maturation des projets et les problèmes liés à la transmission des rapports et de communication autour des projets, mais aussi le déséquilibre et le retard dans les fonds alloués aux différentes communes, voilà quelques problèmes importants discutés entre le Minader et les magistrats municipaux au cours de la réunion d'échanges sur le processus de transfert de certaines compétences spécifiques du Ministère

de l'Agriculture et du Développement Rural aux collectivités territoriales décentralisées.

En félicitant et en remerciant le Minader d'être l'un des « premiers ministères » qui a véritablement mis sur la table l'épineuse question du transfert de certaines compétences de l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées, les responsables municipaux présents, à l'instar d'Albert Anicet Akoa, maire de la commune de Ngoulemakong et vice-président des Communes et Villes Unies du Cameroun ont formulés leurs espoirs quant à l'aboutissement de ce processus, « beaucoup de problèmes que nous connaissons en matière de transfert de compé-

tences dans le domaine agricole seront résolus ».

Dans son discours, Gabriel Mbairrobe, a salué ces échanges qui sont « d'une grande importance », car il était « nécessaire de recueillir leurs avis sur la manière dont les ressources transférées sont exécutées, et partant, accélérer la décentralisation pour renforcer la gouvernance locale ». Le Minader a invité également les responsables communaux à faire bon usage des ressources qui leur seront transférées, pour améliorer les conditions de vies des populations, notamment en terme de mobilité rurale et d'assistance à la production.

Yvan Njuplong

Minister Gabriel Mbairrobe Inaugurates Ngoulemakong Cassava Processing Plant

■ On January 12, 2024, the Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER Gabriel Mbairrobe officially inaugurated the Ngoulemakong Cassava Processing Plant, SOCOOPROMAN.



Visit to the processing plant by the minister

The plant marks a significant step towards a brighter future, as it not only allows for cassava processing into valuable by-products but also brings hope for increased employment opportunities in the rural sector and boosts production capacities in surrounding communities. Minister Mbairrobe highlighted that the plant will address the market's demand for processed cassava products and provide essential inputs for farmers. Moreover, it showcases advancements in industrial processes and aligns with

President Paul Biya's emphasis on industrialization as a key driver for sectoral strategies and the structural transformation of Cameroon's economy.

As part of the government's import-substitution policy for 2024-2026, President Biya has directed the implementation of measures to enhance food sovereignty and reduce the negative impact of imports on the country's trade balance. The Ngoulemakong Cassava Processing Plant, supported by the World Bank and the Ministry of Agriculture

and Rural Development, aligns perfectly with this directive.

The successful realization of this project was made possible through funding from the World Bank and the Ministry of Agriculture and Rural Development, with an additional contribution of CFAF 90 million from the Emergency Project to Combat the Food Crisis (PULCCA). Minister Mbairrobe expressed gratitude to international partners for their trust and continuous support of the government of Cameroon.

Heris Nange

Le Minader-Plan International : le développement communautaire en ligne de mire



■ *Un accord cadre allant dans ce sens a été signé entre le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et le directeur pays de Plan International Cameroun ce 15 septembre 2023.*

Main dans la main, le Minader travaillera désormais avec l'ONG Plan International Cameroun pour l'amélioration du cadre de vie des populations rurales, mais aussi pour un facile accès de ceux-ci à la terre, à une alimentation de qualité et à l'employabilité. Faisant suite à la signature de l'arrangement d'établissement révisé entre le Gouvernement de la République du Cameroun et Plan International Cameroun, cet accord avec le MINADER ouvre la voie à une série d'accords avec plusieurs autres départements ministériels en ligne avec la nouvelle politique de partena-

riat stratégique que l'organisation compte développer au Cameroun, pour accompagner les populations vulnérables, notamment dans les zones de crises.

Dans son discours, Gabriel Mbarobe, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a salué cet accord qui est d'une grande importance, et qui « permettra de créer une synergie d'action pour un développement communautaire effectif ». Il a également insisté sur le fait que, la sécurité alimentaire, la protection des communautés et l'amélioration du cadre de vie et des opportunités pour les populations vulnérables restait une préoccupation permanente du gouvernement camerounais qui a mis sur pied depuis des années un ensemble de projets pour accompagner et soutenir ces populations vulnérables. Nous avons notamment dans le cadre de la surveillance, le Programme national de veille et de renforcement de la

sécurité alimentaire (PNVRS) et dans le cadre du soutien, le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA). Le transfert de certaines compétences aux collectivités territoriales dans le cadre du processus de décentralisation, permettra aussi selon le ministre, d'améliorer avec le ciblage de ces populations vulnérables, ce qui permettra de leur apporter une assistance calibrée à leurs besoins. Pour Mohamed Bah, Directeur pays de Plan International Cameroun, « Nous restons convaincus que nos efforts conjoints peuvent permettre de donner aux jeunes femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Les axes d'interventions qui en découleront permettront des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses le long de la chaîne des valeurs, tout en offrant des opportunités d'emplois viables pour les femmes ».

Yvan Njuplong

Minister Gabriel Mbiaobe Launches Extension of Cocoa & Coffee Producers' Subsidies

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbiaobe, launched the extension of cocoa and coffee producers' subsidies to all basins on November 21, 2023.*



Approved by President Paul BIYA on December 21, 2020, the implementation of the Producers' Desk was officially launched on July 8, 2021, followed by an extensive awareness-raising campaign and training for stakeholders in various production basins. The first subsidies were granted to producers on June 24, 2022.

The pilot phase, conducted in the second half of 2022, yielded positive results, leading the government to enhance its efforts to boost productivity in the cocoa and coffee sub-sectors. This aligns with the National Development Strategy 30 (NDS-30) objectives for this sub-sector.

To ensure equal opportunities for producers in all cocoa and

coffee-producing regions, technical measures have been implemented to coordinate the granting of subsidies under the supervision of relevant administrative authorities.

During the experimental phase of the Producers' Desk, which aimed to reach 18,000 cocoa and/or coffee producers, significant progress was made. As of December 31, 2022, 10,023 producers registered and had their farms geo-located, 10,023 producers obtained bank accounts, 13,424 plots were surveyed, and 5,766 electronic purchase orders and collection vouchers were issued, with agricultural inputs delivered to producers.

Noteworthy achievements include the improvement of computer applications for producers (agri-

4farmers) and field staff (Agri-4confirmation), which now offer enhanced features and online/offline capabilities.

The Minister urged relevant departments, projects, producers, and institutions to collaborate closely. As of November 17, 2023, a total of 83,439 producers have enrolled, and 96,431 plots have been surveyed nationwide.

Furthermore, the Minister announced the upcoming establishment of two additional Desks: the Collective Desk, which will finance collective infrastructures, and the Agro-Ecological Transition Desk, aimed at ensuring sustainability in the cocoa and coffee sub-sectors. This indicates a promising future for these sectors.

Heris Nange

Cacao

Le Minader prescrit la production de cacao sans déforestation



Une attitude du Ministre lors de son discours

■ Il a longuement insisté sur le respect impératif de cette norme environnementale, en ouverture de la 2ème session du Comité de pilotage du Projet d'Appui au Développement du Cacao (PAD-CACAO), tenue ce 22 août à Yaoundé.

La protection de l'environnement reste une préoccupation constante de l'Etat du Cameroun. Cette norme, vaut encore plus son pesant d'or, dans la mesure où le Cameroun a intégré le cercle très restreint des pays producteurs de cacao fin. Ce qui offre désormais à la production camerounaise de cette culture, d'être un produit privilégié sur le marché international. Cette position qui selon le Minader a été difficile à obtenir doit à « jalousement protégée ». Dans son discours, il ajoute « qu'il faille perpétuer ou bien pérenniser cette position de fèves de cacao camerounaises ». Il n'a pas aussi manqué d'inviter les membres du comité à œuvrer activement à redynamiser la production du cacao mais aussi à améliorer

la qualité du cacao de même que le revenu des producteurs. Pour y parvenir efficacement, il faut densifier et rajeunir les plantations. Ceci passe par la production et l'utilisation des plants de meilleures qualités. « C'est pour cela que la Sodécao a été chargée de produire des cabosses de meilleure qualité pour produire des plants de meilleure qualité », a-t-il ajouté. Aussi, la formation des producteurs à des nouvelles technologies d'agroforesterie s'avère vital, afin de produire massivement, « sans attaquer un seul hectare de forêt ». Mis en place depuis 2022, le Projet d'appui au développement de la filière cacao s'étendra jusqu'à 2026, pour un taux global de financement de 40 milliards de Francs CFA. Son rôle principal est de

contribuer à l'accroissement de la production nationale d'un cacao de qualité, afin de garantir la durabilité des économies cacaoyères en augmentant notamment le revenu du producteur et en facilitant l'accès facile de celui-ci aux semences et intrants de qualité. Au rang de ses missions, on note l'accompagnement des structures dédiées à la production et la diffusion du matériel végétal performant, mais aussi la veille sur l'amélioration de la productivité des exploitations et de la qualité du cacao.

Déjà, ce projet se déploie massivement sur le terrain, et a obtenu des résultats probants salués par les producteurs des différents bassins de production de cacao.

Yvan Njuplong

Minister Mbairrobe Calls for Implementation of Malabo Declaration on Accelerated Agriculture

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe, has called for the implementation of the Malabo Declaration on Accelerated Agricultural Growth and transformation for Shared Prosperity and Improved Livelihoods.*



He made this statement on January 16, 2024, during the Regional Conference on the Review of the Common Agricultural Policy (CAP) and the ECCAS Regional Agriculture Investment Programme for Food and Nutrition Security (PRIASAN) held in Yaounde. During the event, Minister Mbairrobe emphasized that the conference marks a crucial stage in the formulation of the ECCAS Common Agricultural Policy and Regional Agriculture Investment Programme for Food and Nutrition Security. He highlighted the importance of reviewing the

Common Agricultural Policy, considering the challenges at hand, to ensure effective and rapid results aligned with the United Nations' 2030 Sustainable Development Goals (SDGs) and the goals of the African Union's Agenda 2063.

Minister Mbairrobe stressed that the revised CAP and PRIASAN should enable countries to capitalize on their agricultural potential and assets, while also taking advantage of new opportunities such as the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

He acknowledged the paradox in the Sub-Region, which is rich in

arable land and water resources but experiences high rates of food insecurity and malnutrition. Numerous studies have shown that a well-managed agricultural sector produces five times more jobs than all other sectors, and it is crucial to address this issue.

Furthermore, Minister Mbairrobe highlighted Cameroon's commitment to achieving these goals through its Rural Sector Development Strategy and its Second-Generation National Agriculture Investment Plan, which are integral parts of the country's National Development Strategy 2020-2030.

Heris Nange

Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire L'Extrême-Nord et l'Adamaoua premiers bénéficiaires pour 2024



Photo de famille

■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe, a officiellement et respectivement lancé les 22 et 23 mai 2024 dans ces deux régions du septentrion, les activités dudit Projet.*

C'est tour à tour à Mokio, localité de l'arrondissement de Tokombéré, dans le département du Mayo Sava, région de l'Extrême-Nord et à Ngaoundéré, le chef-lieu de la région de l'Adamaoua, que le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural a procédé au lancement officiel des activités du Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire au Cameroun (PULCCA). Gabriel Mbairobe avait, ici et là, à ses côtés, son homologue de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales, Dr Taïga, la représentante du Programme Alimentaire Mondial (PAM), le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakary, ainsi que son homologue de l'Adamaoua, Kildadi Taguieke Boukar, entre autres. Situait le contexte de ces deux cérémonies, le patron de l'Agriculture a indiqué qu'elles sont intervenues à

une période où la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population est une priorité des pouvoirs publics au Cameroun. Les récents résultats de l'analyse Cadre Harmonisé, fait-il savoir, révèlent qu'au Cameroun, en situation courante, c'est-à-dire mars-avril-Mai 2024, un total de plus de 5,6 millions de personnes se trouvent en phase sous-pression, soit 20,27% de l'ensemble de la population du pays. Et qu'en période projetée, notamment juin-juillet-août, 113 328 personnes pourraient être en phase d'urgence. Le nombre de personnes estimé en phase de crise et d'urgence pourrait atteindre 2,5 millions de personnes, soit 8,86% de la population. Au cours de ladite période courante, 2 départements de l'Extrême-Nord, notamment le Logone et Chari et le Mayo Sava ont une situation alimentaire et nutritionnelle en phase de crise. Les causes de cette dégradation de

la situation alimentaire, révèle-t-il, étant, entre autres, les incursions des membres de la secte terroriste Boko Haram dans les départements du Mayo Sava, du Mayo Tsanaga et du Logone et Chari; les conflits inter-ethniques; les attaques des chenilles défoliatrices sur le sorgho de saison sèche dans les départements du Mayo Tsanaga, du Mayo Kani et du Diamaré; la destruction des cultures par les pachydermes dans les départements du Mayo Kani et du Mayo Danay; la hausse des prix généralisée des denrées alimentaires, tributaire de l'augmentation du prix du carburant; le déplacement d'environ 2 400 personnes de la République du Tchad vers le département du Logone et Chari; la mauvaise répartition des pluies et la présence des réfugiés centrafricains dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est. Autant de faits et phénomènes qui continuent de faire peser la menace



La représentante et directrice pays du PAM donnant à manger aux enfants

de l'insécurité alimentaire sur l'ensemble du pays. C'est fort de cette situation devenue quasi récurrente, argue le ministre Mbaïrobe, qu'il est paru nécessaire au Gouvernement camerounais d'apporter une réponse d'urgence et de garantir une résilience économique et communautaire à court et long termes aux communautés vulnérables, aux personnes déplacées internes et aux réfugiés confrontés à diverses crises; en réponse aux directives du chef de l'État, Paul Biya, qui déclarait au comice agropastoral d'Ebolowa en 2011 que :« tant qu'un seul Camerounais ne mangera pas à sa faim, ... notre mission ne sera pas terminée ». L'augmentation de l'occurrence des événements météorologiques extrêmes dus au changement climatique, explique-t-il, rend plus impératif le besoin de solutions d'adaptation et d'atténuation.

Le PULCCA, un Projet à point nommé

C'est donc à juste titre que le Projet

d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire (PULCCA) a été conçu et financé par la Banque Mondiale pour un coût total de plus de 68 milliards de francs Cfa. Ce Projet a pour objectifs de répondre de manière urgente à l'atténuation des impacts à court terme de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; de renforcer la résilience économique, climatique et communautaire dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est. Trois composantes ont été à cet effet retenues. Il s'agit, pour ce qui est de la composante 1, de soutenir la stabilisation alimentaire et nutritionnelle de la réponse rapide en vue d'un relèvement rapide et d'un renforcement de la résilience. Pour ce faire, il est envisagé particulièrement une série d'interventions pour une enveloppe globale de près de 50% du financement du Projet en termes des transferts monétaires; des programmes d'alimentation scolaires et nutritionnels; des travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (Himo); de

support aux petits élevages et à la pisciculture et de construction de 1500 petits magasins communautaires. Le partenaire technique de mise en œuvre étant le Programme Alimentaire Mondial, reconnu pour son expérience avérée dans le domaine. La composante 2 est axée, entre autres, sur le renforcement des capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. La composante 3, quant à elle, est orientée vers l'appui au renforcement des capacités gouvernementales de surveillance des crises de sécurité alimentaire, des systèmes d'information et des services agro-météorologiques. Force est ainsi de constater que le PULCCA apparaît comme une réponse vitale et idoine visant à traiter les facteurs immédiats et sous-jacents qui contribuent à l'insécurité alimentaire dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est.

Djaoudjaourou

PULCCA Will Improve Food, Nutrition Security and Reduce Vulnerability to Climate Shocks - Minister Mbairrobe

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairrobe, has highlighted that the Emergency Project to Combat Food Crisis (PULCCA) aims to enhance food and nutrition security while reducing vulnerability to climate shocks.*



The effects of climate change

Minister Mbairrobe made this statement during the second session of the steering committee for the emergency food crisis project, which took place on January 4. The primary focus of this session was to review and validate the 2024 annual budgeted work plan (PTBA 2024), along with the 2024 procurement plan and the 2023 and 2024 internal audit charter.

Acknowledging that the current harmonized framework for the period of October to December 2023 indicates that 10.6% of the population in Cameroon is experiencing acute food and nutrition insecurity, Minister Mbairrobe emphasized that this situation prompted the launch of the

PULCCA project, which received financial support from the World Bank. The project aims to address the short-term impacts of food and nutritional insecurity in targeted areas while fostering long-term economic, climate, and community resilience.

PULCCA was officially launched on November 16, 2022 and will continue till December 31, 2025. It consists of three technical components: support for food and nutritional stabilization through rapid response and early recovery measures, enhancing the production capacities of smallholders to ensure climate and nutritional resilience and strengthening government capacity to monitor food security crises, information systems

and agrometeorological services.

The implementation of the project involves two United Nations agencies, namely the Food and Agriculture Organization (FAO) and the World Food Program (PAM), as well as the sub-agencies of the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Ministry of Livestock, Fisheries, and Animal Industries (MINEPIA), including MIDENO, SOWEDA, CDEN, CDENO, CDPM, and MIDEPECAM.

The first session of the PULCCA steering committee took place on January 29, 2023, in Limbe, during which the first annual work plan and budget (PTBA) and the Procurement Plan (PPM) were validated.

Heris Nange

Le Minader réceptionne solennellement des semences de prébase et de base de qualité produits par l'Irad



Retrocession d'un don à un producteur

■ C'était le 13 juin 2024 à l'esplanade de la station polyvalente de recherche agricole (SPRA) de Garoua.

Le Programme d'appui au renforcement de la production agricole au Cameroun (PARPAC) est résolument en marche. Financé par la Banque Africaine de Développement, cet important Projet vise à rendre disponible le matériel végétal en qualité et en quantité suffisante, dans la perspective d'une agriculture de 2^{ème} génération, de l'import substitution prônés par le président de la République et de l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun. L'histoire retiendra que c'est dans la ville de Garoua que l'un des premiers stocks de semences de qualité produite par l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) dans le cadre de ce projet a été remis au ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Ce stock d'environ cinquante

tonnes comprend des semences de sorgho, de riz, de blé et de soja. Selon Noé Woin, directeur général de l'IRAD, les semences réceptionnées par le Minader sont de « variétés améliorées développées par l'IRAD, à haut rendement et adaptées à plusieurs zones agro-écologiques » du pays. Ces semences sont produites et mises à disposition à la suite de plusieurs ateliers de renforcement des capacités des semenciers organisés dans toutes les zones agroécologiques en 2023 par sa structure. Selon son directeur général, ces semences répondent à l'ensemble des normes et vont contribuer à améliorer significativement la qualité de la production nationale dans chacune des spéculations citées. Dans son discours de circonstance, Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du

Développement rural a tenu à saluer la coopération entre le Cameroun et la BAD, mais aussi la collaboration entre le Minader et l'IRAD qui sont des éléments conjugués qui seront nécessaires afin d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire du Cameroun. Il note concernant cette cérémonie de remise de semences et l'usage qui en sera fait que : « il était important de venir ici non seulement pour réceptionner ces semences produites par l'IRAD, mais aussi pour les remettre aux coopératives utilisatrices afin d'accroître la production agricole dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, et voire dans toute l'étendue du Cameroun ». Principaux bénéficiaires, les producteurs ont salué ce Projet et ont promis d'en faire bon usage.

Yvan Njuplong

Insécurité alimentaire

Le plan national de réponse adopté

■ C'était au cours d'un atelier d'élaboration et de validation que le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a présidé le 20 juin 2024 à l'hôtel Franco de Yaoundé.



L'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un problème majeur pour le gouvernement camerounais. Malgré de nombreux efforts mis en œuvre pour assurer la disponibilité des ressources alimentaires pour tous avec un important plan de développement agricole, les populations de certaines régions du Cameroun, notamment celles en crise demeurent encore sous la menace. Selon les données issues de l'analyse du cadre harmonisé dans son édition de mars 2024, 5 637 853 personnes se trouvent en phase sous pression, soit 20,27 % de l'ensemble de la population. En période projetée, 113 328 personnes pourraient être en phase d'urgence. Le nombre de personnes estimées en phase crise et urgence pourrait atteindre 2 465 492 personnes soit 8,86 % de la population. Les principales régions touchées sont celles de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest

et du Sud-Ouest, qui sont soumises à un contexte sécuritaire dégradé, avec des attaques terroristes, mais aussi de nombreux problèmes sur le plan climatique et météorologique ainsi que les attaques des chenilles légionnaires et des pachydermes qui empêchent le développement sain des cultures.

L'élaboration du premier plan national de réponse

Face à cette situation, le gouvernement camerounais avec l'aide de ses partenaires internationaux, notamment la Banque Mondiale, la FAO, le PAM, l'Union Européenne, OCHA, Action contre la Faim ont décidé de mettre sur pied un important Plan national de réponse. Ce texte a pour objectif principal de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et groupes cibles affectés par les facteurs de risque humanitaire

à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, nutritionnelle et de protection de leurs moyens d'existence. Spécifiquement, il s'agira d'améliorer l'accès aux aliments pour les ménages vulnérables, protéger et réhabiliter les moyens d'existence des ménages vulnérables et contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité liée à la malnutrition. Ce plan important est chiffré à 124 194 555 822 FCFA dont 48,9% pour l'accès à la nourriture, 44,9% pour le renforcement des moyens d'existence, 5,8% pour les actions de nutrition et 0,5% pour les actions de mise en œuvre et du suivi des actions du PNR. Son financement lui viendra principalement du gouvernement camerounais et de ses partenaires techniques et financiers. Pour permettre la réussite de ce plan, quelques principes directeurs ont été retenus. Nous avons notamment



Photo de famille

une imbrication plus forte entre les interventions d'assistance alimentaire et celles liées à la prévention et au traitement de la malnutrition ; le respect d'un calendrier d'intervention adapté (hors-soudure, soudure) en fonction des modalités de réponses ; la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation adapté pour évaluer les effets des opérations mises en œuvre dans le cadre du PNR ; la mise en place de partenariats institutionnels reconnus, précis, partagés, établis entre les structures nationales et leurs partenaires tant au niveau national que régional, sous régional ou communal ; la prise en compte de l'analyse situationnelle en lien avec les priorités et principes de la charte PREGEC.

Le déploiement du PNR 2024 sur le terrain

Concrètement, le Plan national de

réponse interviendra dans les zones cibles suscitées selon un canevas bien précis. Dans le volet assistance alimentaire, on aura la Distribution Gratuite des vivres (DGV), le Cash transfert inconditionnel et le Cash Transfert Conditionnel (le Cash for Work (CFW) ; pour ce qui est du volet appui à la production animale, la vente à prix modéré des aliments de bétail aux petits éleveurs est prévue ; concernant le volet appui à la production agricole, on aura la distribution gratuite des intrants agricoles ; Le volet traitement de la malnutrition inclura lui le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modéré chez les jeunes enfants (moins de cinq ans) ; enfin, le volet suivi de la réponse au niveau local, régional et national reviendra à la mise en place du dispositif de suivi évaluation du PNR, à la vulgarisation du PNR auprès des acteurs (niveau local et régional), actualisa-

tion du PNR et la mise en place d'un système d'alerte précoce.

Dans son discours de circonstance, monsieur Gabriel Mbarobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural a salué les efforts et la contribution des partenaires techniques et financiers dans la mise en place de ce plan, qui permettra d'apporter une réponse claire, à ce problème qui est d'une gravité particulière et qui interpelle hautement l'Etat camerounais et la communauté internationale. Il a ainsi exhorté les participants à « faire appel à [leur] pragmatisme pour examiner les axes d'intervention de cet important document stratégique pour la réponse aux populations en situation de crise ». Il les a aussi invités à « capitaliser les bonnes pratiques issues de [leurs] expériences de terrain ».

Yvan Njuplong

Culture du blé au Cameroun

Loin du mythe, la révolution est amorcée

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a visité plusieurs champs semenciers de blé, dans la localité de Wassandé, village de l'arrondissement de Nyambaka, région de l'Adamaoua.



Gabriel Mbarobe dans un champs de blé à Wassandé

La journée du 22 décembre 2023 a été riche en couleurs pour les populations de la localité de Wassandé et pour cause, une visite du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. Gabriel Mbarobe était accompagné par une forte délégation constituée de responsables du Minader, mais aussi d'autorités administratives de la région de l'Adamaoua. Une visite importante donc, qui entrera certainement dans l'histoire, car ce jour, à cet endroit et avec ces témoins, une révolution agricole au Cameroun a effectivement pris corps, la réalité de la possibilité de produire du blé au Cameroun.

Dans cette localité, le Minader a pu visiter plusieurs champs semenciers réalisés par le Projet national de structuration et d'accompagnement des producteurs et de vulgarisation agricole (Prosapva) avec l'aide et l'accompagnement de l'Irad qui a sélectionné des plants d'excellence. Le ministre a pu toucher du doigt la qualité de la production semencière sur les 85 hectares semés, et établir des projections sur les autres

hectares à mobiliser, pour accroître la disponibilité des semences, auprès des producteurs qui souhaitent investir dans cette culture.

En travaillant à produire localement le blé, l'objectif du gouvernement est clair, réduire significativement les importations de blé, en produisant localement au moins 30% des besoins de consommation en blé marchand d'ici 2030. Pour rappel, le blé est l'une des cultures d'importation les plus importantes au Cameroun, avec une cargaison totale importée de 966 400 tonnes en 2021. Ceci constitue une augmentation de 106 400 tonnes par rapport aux 860 000 tonnes de cette céréale importées au cours de l'année 2020. Ces importations ont imposé au Cameroun d'expatrier une enveloppe de 182,7 milliards de Francs Cfa, contribuant ainsi non seulement à obérer les réserves en devises du pays, mais aussi à creuser le déficit commercial du Cameroun, estimé à 1478 milliards de Fcfa en 2021 (+7,5%).

Dans son discours, Gabriel Mbarobe a rappelé que le département

ministériel qu'il dirige a entamé des essais de quelques variétés de basses et hautes altitudes mises au point en relation avec l'Irad : « des essais se sont révélés concluants et prometteurs pour quatre variétés (Irad 1, Irad 2, Bamenda et Banyo) sur les plans agronomiques et technologiques ». Le ministre n'a pas manqué de saluer le travail constant de l'Irad, partenaire important du Minader, mais aussi des populations et opérateurs économiques qui s'investissent pour faire décoller la production nationale de cette céréale qui demeure l'une des plus consommées au Cameroun. Il a conclu à l'endroit des populations locales par ces mots : « Wassandé par l'histoire et les faits ; est considérée à juste titre aujourd'hui, comme la capitale du blé ».

A signaler, c'est depuis 2018 que le Minader a entamé des tests d'adaptation de ces cultures. La campagne 2023 selon Gabriel Mbarobe, « représente un essai plus important et incarne notre vision de relancer la production de blé à grande échelle ».

Yvan Njuplong

Experts Evaluate, Take Stock of Agricultural Subsidy Activities For 2023 Fiscal Year



Group photo

■ *The Steering Committee members responsible for implementing the policy of granting agricultural subsidies in Cameroon have conducted an evaluation and review of the agricultural subsidy activities carried out in the fiscal year 2023.*

This assessment took place during the fifth session of the committee, held on December in Yaoundé. The session was chaired by the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER), Gabriel Mbaïrobe. In his opening remarks, Minister Mbaïrobe emphasized that the meeting was in line with the imple-

mentation of the directives from the Head of State, H.E Paul Biya. The government is committed to the structural transformation of the Cameroonian economy.

Additionally, the meeting aimed to support the import-substitution policy, which seeks to strengthen the national supply of various consumer products and reinforce the resilience of our economy.

According to the Minister, achieving these goals requires not only the deployment of the import-substitution policy but also a comprehensive transformation of the economy. This entails reducing imports of products that have abundant local supply and promoting substitute products available at the national level.

Furthermore, the Minister highlighted that these programs aim to ensure sustainable food

security, meet the growing demand for agricultural raw materials from national agro-industries, expand into sub-regional markets, and enhance agriculture's contribution to GDP through increased, high-quality, and cost-effective national production.

In addition to evaluating and reviewing agricultural subsidy activities for the fiscal year 2023, the session provided an opportunity to assess the progress of the FODECC Producers' Desk activities carried out during the same fiscal year.

It also served as a platform to analyze the overall budget implementation for subsidies granted to producers by MINADER projects/programs, as well as other sectoral projects/programs in the agricultural sector for the 2023 financial year.

Heris Nange

Les ingénieurs de génie rural s'engagent à accompagner davantage le Minader



Photo de famille

■ *Le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé le samedi 13 janvier 2024, la cérémonie d'ouverture de la sixième assemblée générale ordinaire de l'Ordre national des ingénieurs de génie rural. C'était au sein du campus de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics.*

Le génie rural joue un rôle central dans le développement de l'agriculture en ce qui concerne les sciences et techniques au service de l'amélioration de la production agricole. Cette science-technique fait partie des disciplines enseignées dans les écoles d'ingénieurs agricoles et agronomiques. C'est également un service de l'administration agricole. Dans son discours, le Minader a rappelé l'utilité d'un meilleur encadrement de l'Ordre, afin que l'essentiel des acteurs de ce secteur

puissent se réunir au sein de l'association. Ceci d'autant plus, que les ingénieurs du génie rural jouent un rôle important dans l'amélioration des capacités de l'agriculture camerounaise. Ils accompagnent les projets de l'Etat, dans le secteur agricole et dans les autres secteurs, dans l'inventaire et la gestion des ressources en eau ; l'alimentation en eau potable et l'assainissement ; l'irrigation et le drainage ; le machinisme agricole ; l'aménagement et l'équipement des espaces ; la conservation et la transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques ; la protection de l'environnement et le développement rural.

Dans son mot de circonstance, Philippe Mbesse Bolomiki, président du conseil de l'Ordre a tenu à dénoncer l'utilisation par certaines administrations d'ingénieurs ne s'étant pas fait enregistrés au tableau de l'Ordre, ceci en mépris de la loi. Il s'appuie pour le préciser sur la loi N°2005/002 du 28 avril 2005 loi N°2005/002 du 28 avril 2005 fixant l'organisation et les modalités d'exercice du métier

d'ingénieur de génie rural en République du Cameroun qui stipule en son article 19 que : « nul ne peut exercer la profession d'ingénieur rural au Cameroun s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre ». Il ajoute pour compléter, que « les actes posés par un ingénieur non inscrit au tableau de l'Ordre sont nuls ».

Remerciant les ingénieurs pour leur accompagnement permanent du Minader, le ministre Gabriel Mbairrobe a précisé à leur endroit que davantage de contrôles seront désormais faits en action avec l'Ordre, pour s'assurer de la légalité des dossiers des ingénieurs de génie rural travaillant avec les Projets et Programmes du ministère. Le Minader l'a rappelé, leur action sera déterminante dans la réussite de plusieurs Projets à l'instar de celui de l'installation des producteurs dans la plaine centrale, de Viva Logone, Viva Bénoué, du PADFA II et bien d'autres.

Durant cette assemblée, plusieurs ingénieurs récemment admis au tableau de l'ordre ont prêté serment sur l'honneur.

Yvan Njuplong

Workshop to Examine, Validate Technical Document on Cotton Strategy For 2024-2030

■ Stakeholders in the Cotton sector have examined and validated a technical document on the cotton strategy for the period 2024-2030.



This outcome stems from a two-day workshop that took place in Garoua on October 30. The workshop was chaired by Gabriel Mbairrobe, the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER).

During the workshop, Minister Mbairrobe emphasized that the National Development Strategy (SND30) identifies cotton as one of the priorities agro-industrial development sectors in our country. The government aims to achieve a production target of 400,000 tons of seed cotton by 2025 and 600,000 tons by 2030, with the goal of increasing the industrial processing of local fiber to at least 50 percent by 2030.

Furthermore, Minister Mbairrobe highlighted that the process of updating the current strategy began

with an assessment of the previous strategy's implementation, which covered the period 2015-2020. The assessment revealed mixed results in terms of reaching targets, a renewed focus on cotton exports between 2016 and 2020, and job opportunities associated with the cotton value chain that primarily benefit rural areas.

While acknowledging that the country may face challenges in achieving its ambitions, Minister Mbairrobe pointed out that certain indicators, such as production, have achieved a realization rate of over 80 percent by the end of the current strategy. However, other indicators, like the processing rate, remain very low and have even regressed.

The Minister emphasized that the sustainable development strategy for the cotton sector from 2024 to

2030 must serve as a framework for guiding interventions and aligning resources with the priorities of various stakeholders. This strategy should be consistent with the SND30, the SDSR/PNIA 2020-2030, and the Plan Directeur d'Industrialisation (PDI). Its objective is to position the cotton sector as a significant driver of wealth and job creation, contributing to the emergence of Cameroon by 2035. Additionally, the strategy must take into account challenges such as climate change.

Cameroon is the fifth largest cotton-producing country in sub-Saharan Africa and cotton holds vital importance, particularly for the economy of the northern regions. The sector provides employment to approximately 475,000 people.

Heris Nange

Guichet de transition agroécologique

Le Minader invite les acteurs du mécanisme à faire un relai efficace auprès des producteurs

■ Gabriel Mbaïrobe l'a martelé le mardi 26 septembre 2023, en ouverture de l'atelier de présentation et de validation du manuel d'opérationnalisation du Guichet de transition agroécologique, des fiches de conseil en transition agroécologique et du manuel des mécanismes de subvention des équipements, matériels et d'aménagement agricole d'adaptation au changement climatique et d'agriculture intelligente face au climat.



Une vue de la table d'honneur

« Le guichet de transition agroécologique sera une aubaine pour le Cameroun avec la loi sur la déforestation dans l'espace de l'UE qui doit entrer en vigueur dès janvier 2024 ». C'est en ces mots, que Samuel Donatien Nengue, administrateur du Fonds de développement des filières cacao et café a salué la mise en place de ce nouveau mécanisme, dont l'objectif final est « non seulement de lutter contre les changements climatiques, mais également d'être compétitifs sur le marché international, à travers la commercialisation de produits respectant l'environnement ». Sur le marché international, il sera désormais difficile de commercialiser un certain nombre de produits, ne respectant pas des normes écologiques spécifiques dans son processus de

production. Selon la loi désormais sur la déforestation en vigueur, tout produit issu de celle-ci sera interdit d'accès sur le sol européen. Parmi les produits concernés par cette loi, figure le cacao. Cela sera donc préjudiciable au Cameroun, dans la mesure où l'espace européen représente l'un des premiers marchés d'exportation de cacao de notre pays, avec une enveloppe générée de 243 milliards de Fcfa pour l'année 2020.

L'implémentation du Guichet de transition agroécologique pour la filière cacao s'inscrit donc comme une urgence vitale pour le Cameroun. Pour rappel, ce nouveau mécanisme est soutenu par l'Union européenne et s'inscrit en droite ligne des « Cocoa talk », (rencontres entre l'Union Européenne et les pays producteurs de cacao qui permettent aux acteurs

de réfléchir autour de thématiques spécifiques au secteur). Président de cet atelier, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Mbaïrobe, nourrit de grands espoirs en ce guichet : « la mise en place de ce guichet de transition est loin d'être une course à la productivité. Il valorise plutôt les acquis de la recherche agricole, pour une intensification durable, respectueuse de l'environnement et intégrant la notion de ceinture verte phytosanitaire ».

Aussi, le Minader a invité les participants à cet atelier, à travailler assidument pour diffuser le plus possibles les fiches auprès des producteurs dans tous les bassins de production, afin qu'on puisse en voir l'implémentation, dès la prochaine campagne cacaoyère.

Yvan Njuplong

Ways Of Boosting Rice Production in Cameroon

■ *The Rice Value Chain Development Project (RVCDP) government action to curb the importation of Rice takeholders in the rice value chain reflected on ways to boost production and productivity during the second Steering Committee meeting of held on February 1 in Yaounde.*



The minister during his speech

The meeting was chaired by Gabriel Mbairrobe, the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER). Adolphe Lele L'Afrique, Vice President of the committee and the Presidents of the Regional Councils of the Far North, North West, and West regions also attended the meeting. Minister Mbairrobe highlighted the progress made in the Rice Value Chain Development Project since the previous steering committee meeting on January 19, 2023, notably, the project was officially launched on September 13, 2023 in Yaounde, making it fully operational. Adolphe Lele L'Afrique emphasized

that the Rice Value Chain Development Project will support the reconstruction process in the North West and South West Regions, alleviate poverty at the grassroots level and create job opportunities for the population.

On his part, Muluw Gregory Nguh, the National Coordinator of the RVCDP, mentioned that the project is jointly sponsored by seven donors, with the Islamic Bank for Arab Development being the main sponsor.

Other banks involved include the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), OPEC Fund, Kuwait Fund, Saudi Fund, Abu Dhabi Fund, and the government of Cameroon. The project

has a budget of 203,946,762 euros, equivalent to over FCFA 133 billion, and will run for a period of five years.

The project is being implemented in the North West, West, and Far North regions of Cameroon, with specific objectives of increasing rice production and productivity, improving smallholder farmers' income, strengthening human and social institutional capacity for promoting profitable rice production, and creating a favorable environment for agricultural enterprise. It is expected that the project will increase national rice production by 10% and generate over 250,000 jobs.

Heris Nange

Projet Plaine Centrale

Les populations du Mbéré, du Djérem et du Mbam et Kim adhèrent au Projet

■ La mission de haut niveau d'information, de sensibilisation et d'échanges effectuée à Meiganga, Tibati et Yoko les 23 et 24 juillet 2024 par une délégation de membres du Gouvernement conduite par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural aura permis de dissiper les inquiétudes et de susciter l'adhésion des leaders et des populations.



Photo de famille à Meiganga

Face aux appréhensions, supputations, incompréhensions, inquiétudes et préoccupations diverses et multifformes émanant des leaders d'opinion et populations des départements du Mbéré, du Djérem et du Mbam et Kim vis-à-vis du Projet Plaine Centrale mis sur pied par le Gouvernement camerounais, il était de bon ton pour ce dernier d'initier une descente sur le terrain à l'effet d'apporter le maximum d'éclairages possible sur cet autre Projet structurant qu'est le Projet Plaine Centrale; d'expliquer aux dites populations les tenants et les aboutissants dudit Projet ainsi que son bien-fondé tant pour elles-mêmes que pour l'économie nationale. C'est bien évidemment l'objet de la mission de haut niveau d'information, de sensibilisation et d'échanges, instruite par le président de la République et qu'a conduite les 23 et 24 juillet 2024 à Meiganga, Tibati et Yoko, le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Dé-

veloppement rural, Gabriel Mbairobe, qu'accompagnaient pour la circonstance son homologue des Forêts et de la Faune, Jules Doret Ndongo, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Forêts et de la Faune, Mme Koulsoumi Alhadji Boukar, M. Innoncent Ndilassi, secrétaire général du ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, représentant le ministre Henri Eyebe Ayissi, le représentant du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, les directeurs généraux de la MAETUR, du CENEEMA et de la SODEPA, entre autres. Les séances de travail y dédiées ayant eu pour cadre la salle des actes de l'hôtel de ville de Meiganga, la place de fêtes de Tibati et l'hôtel de ville de Yoko pleines à craquer, ont drainé autour du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et sa suite un important parterre d'autorités et personnalités locales, d'opérateurs économiques, d'acteurs du secteur public et privé du monde rural,

d'élites et forces vives des départements concernés, d'élus du peuple, d'autorités traditionnelles et religieuses de la place.

L'on peut ainsi se réjouir du fait qu'au terme du message de circonstance délivré par le chef de mission, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural en l'occurrence, et qu'à l'issue du jeu de questions-réponses, des éclairages apportés respectivement par le représentant du ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, le ministre des Forêts et de la Faune, entre autres, des échanges et débats francs, fort soutenus et surtout constructifs qui ont émaillé cette séance d'échanges, toute la lumière a été faite autour du Projet Plaine Centrale. Et mieux, que les principaux protagonistes, notamment les missionnaires du Gouvernement et les populations hôtes aient en fin de compte pu mieux se comprendre et s'accorder sur le bien-fondé de cet important projet structurant ce, à la



Photo de famille à Yoko

grande satisfaction des uns et des autres.

Un changement de paradigme s'imposait

L'agriculture portée jusque-là par nos petits producteurs nous a certes permis jusqu'alors de faire montre d'une certaine résilience. Malheureusement, dans le contexte actuel, elle ne peut plus nous permettre de dégager des marges de progression suffisantes pour subvenir aux besoins nutritifs des populations camerounaises sans cesse grandissantes et croissantes et, assurer les matières premières à nos agro-industries. C'est fort de cette situation qu'il s'est avéré plus qu'urgent de changer de paradigme comme le prescrivait d'ailleurs déjà le chef de l'Etat le 3 novembre 2011 à l'occasion de sa prestation de serment en ces termes : « parlant de l'agriculture au sens large, qui fait vivre la majeure partie de notre population, comme je l'ai dit à Ebolowa et à Maroua, nous devons faire notre « révolution agricole ». En stimulant toutes nos productions, nous assurerons non seulement notre sécurité alimentaire, mais aussi l'accroissement de nos exportations et la réduction de nos importations. Il nous faudra

pour cela sortir des sentiers battus, changer de méthodes et mettre en œuvre des moyens modernes ».

Force est donc de reconnaître que le changement de paradigme dont il est question aujourd'hui, doit se traduire par une agriculture moderne et compétitive, une intensification des moyens de production, toute chose qui n'est possible qu'à travers le développement des moyennes et grandes exploitations agricoles. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle le Gouvernement camerounais, depuis 2012, a entrepris un vaste programme de constitution des réserves foncières et de leur sécurisation sur l'ensemble du territoire national. Le projet d'Aménagement de terres et d'installation des grands producteurs agricoles dans la Plaine Centrale est donc l'une des matérialisations concrètes et déjà palpables aujourd'hui, des engagements pris il y a belle lurette par le président de la République, Paul Biya. Le Projet d'aménagement des terres et d'installation des grands producteurs agricoles dans la Plaine Centrale, dans le corridor Batschenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Meiganga-Ngaoundéré, long de 584,8 km, qui s'articule autour de cinq axes d'intervention ou composantes susceptibles de répondre aux attentes

des parties prenantes, entend contribuer à l'amélioration de la compétitivité des filières agricoles à travers l'aménagement des terres et la modernisation des infrastructures de production. Conformément aux clauses consignées dans son cahier des charges, le Projet prévoit, entre autres, l'aménagement et la sécurisation de 400 000 hectares sur les 786 688 hectares potentiels identifiés; l'installation d'environ 200 grands producteurs autour desquels vont se greffer les exploitations familiales développées et performantes (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) en vue de créer des emplois décents, d'augmenter les revenus en milieu rural ; l'appui à la structuration des producteurs installés pour s'engager de manière concrète et donner un coup d'accélérateur à notre politique d'import-substitution ; l'appui aux entrepreneurs agricoles installés pour favoriser le développement d'une agriculture répondant à l'approche « chaîne de valeurs » et s'assurer de la prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. On a noté la présence remarquable du ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi en tant qu'élite de Yoko.

Djaoudjaourou

SIAGROS 2024

Les industries Agro-Pastorales du Septentrion célébrées avec faste

■ Du 10 au 16 juin 2024, la ville de Garoua a accueilli ce grand rendez-vous qui a rassemblé des milliers d'acteurs du monde agro-pastoral. Ceux-ci, venus des trois régions septentrionales en particulier et du Cameroun en général, ont pu à travers des expositions, des opérations commerciales présenter et vendre leur savoir-faire aux différents investisseurs et spectateurs présents à l'esplanade du stade Roumdé Adjia, village de l'évènement.



Photo de famille

C'est une semaine que les acteurs du secteur agro-pastoral des trois régions septentrionales que sont l'Adamaoua, l'Extrême-Nord et le Nord n'oublieront pas de sitôt. Bien plus, l'évènement a retenti au-delà de ces régions, en faisant écho à travers le Cameroun tout entier. Durant sept jours, des institutionnels, des producteurs agricoles, des éleveurs, des acteurs du secteur piscicole, des instituts de formations, des acteurs de la filière phytosanitaire et des industriels ont eu l'occasion de présenter leurs services et de saisir de nombreuses opportunités, avec

la présence durant cet évènement d'envergure de nombreux investisseurs nationaux et internationaux. En ouvrant ce salon le 12 juin 2024, Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui était accompagné pour la circonstance de son collègue de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales a salué les organisateurs pour cette initiative. Il a noté que celle-ci est salutaire pour le développement du monde rural, selon la vision du chef de l'État « le train de la modernisation est en marche, et porteur d'initiatives agricoles diverses. Si on peut dire

que beaucoup reste à faire, on ne saurait ne pas voir les nombreuses actions de l'État en faveur de la modernisation des outils de production, la transformation des produits locaux, l'exploitation judicieuse de nos vastes terres et bien évidemment, la maximisation de nos productions pour répondre efficacement à la demande de plus en plus croissante ». Il insiste d'ailleurs en disant que : « le SIAGROS, assurément, est le cadre par lequel on célèbre ce dynamisme de notre monde rural. Le SIAGROS, c'est aussi le cadre de réflexion pour doter tous les acteurs du domaine



Dr Abdoul-Nasser Ousmanou,
Commissaire Général du
SIAGROS 2024

agricole de meilleures conditions, afin qu'ils puissent être logés à bonne enseigne, en garantissant une sécurité alimentaire à notre pays ».

Le SIAGROS 2024 s'est donnée pour mission de créer une plateforme d'échanges et de réflexion pour tous les acteurs impliqués dans la pêche, l'élevage, et l'agriculture, afin de trouver des solutions innovantes et adaptées. L'une des initiatives phares promues lors de ce salon était l'incitation à la migration vers l'agro-industrie. Cette démarche vise à moderniser les pratiques agricoles et à augmenter la productivité tout en créant de nouveaux emplois. En outre, le salon a mis en avant la politique d'import-substitution, qui encourage la production locale pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires. Ce concept est essentiel

pour renforcer l'économie locale et assurer une meilleure résilience face aux crises externes.

Le SIAGROS 2024 a également insisté sur la promotion de la consommation et la production locale. En valorisant les produits locaux, les organisateurs ont pu stimuler l'économie régionale et améliorer la qualité de vie des agriculteurs et des éleveurs. Ce salon est désormais un catalyseur de la transformation durable du secteur agro-pastoral. Le SIAGROS 2024 se distingue par un programme riche et diversifié, destiné à répondre aux besoins et aux attentes des acteurs du secteur agro-pastoral. L'événement comprenait des espaces d'exposition où plusieurs exposants présentaient leurs innovations et solutions, favorisant ainsi les échanges de bonnes pratiques et l'adoption de nouvelles technolo-

gies. En parallèle, des rendez-vous d'affaires ont été organisés et ont permis aux nombreux participants de nouer des partenariats stratégiques et d'explorer des opportunités commerciales.

Les conférences-débats étaient aussi nombreuses. Elles étaient des plateformes de discussion sur des sujets cruciaux tels que la transition vers l'agro-industrie et la politique d'import-substitution adoptée par le gouvernement. Ces échanges ont contribué à sensibiliser les acteurs à l'importance de ces évolutions pour assurer la compétitivité et la durabilité du secteur agro-pastoral au septentrion.

Des animations culturelles ont enrichi ce programme, mettant en lumière les traditions locales et favorisant un environnement convivial et propice aux échanges.

Yvan Njuplong

Bilinguisme officiel

Le Minader fait office d'exemple

■ *A l'occasion de la journée nationale du bilinguisme, le ministre Gabriel Mbairrobe a reçu un prix d'excellence, récompensant les efforts du Minader, en matière de promotion de la pratique effective des deux langues officielles que sont le français et l'anglais. Le prix lui a été remis par des représentants du Centre linguistique pilote.*

Chaque année, le premier vendredi du mois de février est consacré à la célébration de la journée nationale du bilinguisme. Héritages de la colonisation, le français et l'anglais qui sont les deux langues officielles du Cameroun sont définies par la constitution du 18 janvier 1996 comme « d'égale importance ». Au Minader comme dans plusieurs autres institutions, la célébration de ces deux langues chaque année est devenue une véritable tradition. En 2024, le thème retenu pour cette fête est « *Bilinguisme officiel : outil de communication autour des projets et programmes pour la mise en œuvre de la politique d'import-substitution* ». Ce thème est d'une pertinence particulière, dans la mesure où le Minader est engagé dans de nombreuses réformes en faveur de l'amélioration des conditions de vie et de production des agriculteurs en accord avec la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Le bilinguisme devra jouer un rôle majeur dans ce schéma, afin que les réformes engagées puissent toucher l'ensemble des camerounais. Comme chaque année, la journée nationale du bilinguisme a rassemblé le personnel du Minader autour de son ministre, dans un instant de réflexion, d'engagement et de célébration. C'était dans la salle des conférences de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts.

Dans son mot de bienvenue, madame Biack Enyanyo, cheffe de la Cellule de traduction a présenté les réalisations du service qu'elle dirige au cours de l'année 2023, notamment la traduction de la majorité des documents dans les deux langues, le suivi de la pratique effective du bilinguisme dans tous les services. Elle a aussi prié le ministre Mbairrobe afin que des moyens plus considérables soient mis à la disposition



Le ministre Gabriel Mbairrobe recevant le Prix d'excellence du Centre Linguistique Pilote

de cette cellule, pour un travail plus efficient. Il s'agit de la mise en place d'un système de gestion de traduction et d'outils de traduction assistée par ordinateur ; la fourniture suffisante de matériel informatique et d'internet haut débit, mais surtout la mise en place d'un cadre de collaboration avec les services de traduction des projets et programmes du Minader aux fins d'harmonisation des terminologies relatives à l'agriculture et au développement rural.

Invité à faire une présentation sur la pratique du bilinguisme, le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage à travers son coordinateur national a mis en lumière la production des documents dans les deux langues, mais aussi les efforts de son personnel, dans les interactions avec les usagers.

Dans son discours, le Minader Gabriel Mbairrobe a promis de faciliter la mise à disposition de ces moyens le plus rapidement possible à la Cellule de traduction. Il a également salué les efforts quotidiens du personnel de ce ministère dans la

pratique du bilinguisme. Il a par la même souligné l'importance d'en faire davantage, pour une atteinte meilleure des objectifs de l'Etat du Cameroun dans le secteur agricole : « il est important pour nous qui sommes au contact de toutes les couches de la société, et tout particulièrement des populations à la base, de prendre toute la mesure de la contribution du bilinguisme officiel à la consolidation de l'intégration nationale, de la paix et du vivre-ensemble ». Il a aussi invité la grande famille agricole à « s'inscrire décidément dans la lutte contre les discours haineux ».

Récompensé par un prix d'excellence décerné par le centre linguistique pilote pour sa diligence à faciliter l'effectivité du bilinguisme dans le ministère dont il a la charge, Gabriel Mbairrobe a invité le personnel présent à « ne pas dormir sur ses lauriers », mais à « travailler inlassablement afin que la pratique du bilinguisme officiel devienne la chose la mieux partagée au Minader ».

Yvan Njuplong

Producers of the Cocoa and Coffee Sector Sort Ways of Optimizing Quality Production

■ Stakeholders involved in the development and production of cocoa and coffee in Cameroon recently convened to brainstorm ways to optimize the quality of these sectors within the country.



This workshop took place on December 27, 2023, in Yaounde and was chaired by the Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER, Gabriel Mbairobe. The main focus of the workshop was the Assessment, Planning, Programming, Coordination, Consultation, and Supervision in the Operationalization of the Producers' Counter of the Cocoa and Coffee Industries Development Fund (FODECC). The Minister urged active participation from all attendees to evaluate the progress of activities undertaken by various structures associated with the FODECC Producers' Window. Referring to Order No. 068/PM of August 28, 2019, which outlines the

new national policy for granting agricultural subsidies, the Minister highlighted FODECC's collaboration with the European Union to establish the Guichet Producteurs. This initiative aims to directly finance cocoa and coffee producers and aligns with the government's strategy to boost production in these vital sectors. The primary objectives are to enhance the quantity and quality of production, ultimately improving the income of producers. The Minister emphasized that this endeavor significantly contributes to the realization of one of the pillars of the SND30, which focuses on the structural transformation of the economy through agricultural production development. This

aligns with the import-substitution policy advocated by His Excellency Paul BIYA, the President of the Republic.

Given the agreement signed on July 08, 2021, between MINADER and FODECC, the Minister underscored the need to ensure the success of the pilot phase of the Guichet Producteurs' operationalization. Consequently, the Minister has instructed the National Coordinator of the Program to consolidate and sustain the support of MINADER's contracting authorities. This will ensure efficient and coordinated contributions to the initiative's objectives.

Heris Nange



SODECOTON



Société de Développement du Coton du Cameroun

*Le MINADER et La SODECOTON, résolument tournés vers
l'agriculture de seconde génération, pour un développement durable.*



Siège social: GAROUA
Tél: (237) 22 27 10 80
Fax: (237) 22 27 17 27

Délégation: YAOUNDE
Tél: (237) 22 20 19 72
Fax: (237) 22 20 19 72

Délégation: DOUALA
Tél: (237) 699 99 66 94
Fax: (237) 33 42 46 03

Correspondant en FRANCE
Tél: 01 42 99 53 00
Fax: 01 43 59 54 54
Téléc: 644829 F

Stakeholders Urged to Implement Good Agricultural Practices to Boost Yields

■ Stakeholders, particularly those involved in the cocoa sector, have been urged to implement good agricultural practices in order to enhance yield production.



A view of the participants in the workshop

This is outcome of a consultative workshop on the implementation of good agricultural practices in training units. The workshop was chaired by Odoa Manga Tobie Inspector General for Agricultural Development in the Ministry of Agriculture and Rural Development, MINADER.

While opening the workshop, the Inspector General for Agricultural Development stated that this initiative represents a significant milestone for Cameroon in terms of providing local support to cocoa producers. He indicated that this comes at a time when sustainability and traceability issues are central to ongoing discussions and challenges.

Emphasizing the pressing need to assist producers in meeting these

requirements, he also highlighted the importance of collaborative efforts to overcome any obstacles hindering implementation.

“...Borrowing the words of our illustrious leader, His Excellency Paul BIYA, in his December 31, 2023 address to the nation, I quote: “Together, like the united and cohesive Nation we have always been, our eyes riveted on one objective, the only one that matters: progress”, I would add, and in this regard, we call on all players in the production chain to rise to the challenge of optimizing the production potential of the existing 600,000 hectares of cocoa orchards, two-thirds of which are aging and no longer very productive, in order to provide an adequate response to the vast task of building a sustain-

nable cocoa production approach,” the Inspector General for Agricultural Development said.

He urged stakeholders to maintain their focus on increasing the average yield from 400kg/ha to a minimum of 1 tonne/ha, a target deemed attainable through the efforts of IRAD and CICC.

On June 14, 2023, Cameroon will join the exclusive group of “fine cocoa” producers recognized by the International Cocoa Organization (ICCO). This achievement is a result of the collaborative efforts of MINCOMMERCE and the establishment of centers of excellence, which have been initiated under the guidance of the Head of State. These centers will showcase the distinct local flavors and tastes of our cocoa.

Heris Nange

Sécurité sanitaire des produits agricoles au Cameroun Croplife Cameroun toujours à l'avant-garde !

■ *Fidèle à sa politique de veille réglementaire sur la qualité des produits agricoles en vue d'assurer une sécurité alimentaire à notre pays, CropLife Cameroun a tenu le 27 mars 2024 à l'hôtel Mont Febe de Yaoundé, sa 38ème assemblée générale ordinaire. Une 38ème assise statutaire qui, outre la participation du gratin de ses membres, a connu la présence remarquable et fort appréciée d'un important parterre de responsables du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et de CropLife Côte d'Ivoire.*



Photo de famille

Les travaux de cette 38ème assemblée générale ont été déclinés en un double objectif, à savoir, l'exploration des défis de la veille réglementaire sur la qualité des produits agricoles du Cameroun en vue d'assurer une sécurité alimentaire durable et la recherche collective des solutions pour relever les défis liés à l'application des textes existants, assortie de la proposition de quelques pistes de solutions développées par CropLife Cameroun au titre de sa contribution pour améliorer la qualité sanitaire des denrées agricoles produites au Cameroun.

Dans son allocution de circonstance, le président de CropLife Cameroun, Jean Biakath, a clamé que l'organisation dont il préside aux destinées, reste et demeure l'un des partenaires engagés pour le développement d'une agriculture durable au Cameroun. Organisation professionnelle de défense des

intérêts de l'industrie phytosanitaire au Cameroun, CropLife Cameroun renchérit-il, est la branche nationale de CropLife international qui est une association internationale des firmes agro-pharmaceutiques qui prône une gestion éthique et responsable des produits phytosanitaires. Elle œuvre en faveur du respect de l'environnement, de la protection de l'utilisateur et de la sécurité du consommateur par une utilisation raisonnée et judicieuse des produits de protection des plantes. CropLife Cameroun regroupe, de nos jours en son sein, 15 entreprises pour un effectif global de 400 employés et représente 70% du marché camerounais de l'agro-pharmacie. CropLife Cameroun, peut-on le résumer, est le gendarme de l'industrie phytosanitaire mondiale.

Des actions multiformes

En tant que partenaire du ministère de l'Agriculture et du Développement

rural, CropLife Cameroun ne ménage aucun effort pour soutenir les actions gouvernementales visant le développement de l'agriculture camerounaise en général et celui de la filière phytosanitaire en particulier. Ses actions portent, entre autres, sur la formation des producteurs agricoles, des revendeurs des produits phytosanitaires et autres acteurs de la filière sur les bonnes pratiques agricoles qui garantissent notre sécurité alimentaire et la protection de l'environnement, la formation des formateurs chargés d'animer les formations sur les bonnes pratiques phytosanitaires, le renforcement des capacités des agents publics en charge de la réglementation et du contrôle des produits phytosanitaires, la lutte contre la fraude et la contrefaçon des produits phytosanitaires qui constituent de véritables dangers pour la filière et l'économie du pays, la réactualisation et la diffusion de l'index



Jean Biakath, Président de CropLife Cameroun

denrées agricoles du Cameroun vers certains marchés extérieurs, notamment ceux de l'Union européenne, connaissent des problèmes consécutifs au dépassement des taux des résidus normalement acceptables dans ces produits. Tel a été par exemple le cas du café ainsi que de certains fruits et légumes à l'instar de l'ananas, de la mangue et de la papaye. Situation en partie causée par une utilisation anarchique des pesticides qui provoquent des résistances amenant ainsi les producteurs à augmenter souvent les doses requises, à l'introduction dans nos marchés des produits illicites par certaines sociétés concurrentes qui ne respectent pas la réglementation en vigueur.

La porosité de nos frontières, notamment avec le Nigéria voisin, facilite l'entrée frauduleuse sur nos marchés des produits illicites et contrefaits. Des produits généralement de qualité douteuse et non homologués au Cameroun qui contribuent fortement à la détérioration de la qualité des denrées produites au Cameroun, avec les conséquences économiques qui en découlent

Suggestions pour des résultats plus probants

En dépit des efforts consentis, de sa ferme volonté et son engagement à assainir la filière phytosanitaire fortement affectée par des brebis galeuses de tout acabit, et bien au fait des énormes efforts fournis par les pouvoirs publics pour améliorer la sécurité des denrées agricoles au Cameroun, CropLife suggère néanmoins que d'autres actions plus efficaces et idoines soient engagées dans le cadre de la collaboration entre les acteurs et l'application rigoureuse de la réglementation ; la réactualisation de la loi phytosanitaire existante qui permettra de mettre un accent particulier sur les mesures répressives des contrevenants et de protéger davantage l'industrie phytosanitaire locale et les emplois ; la formation réaliste, appropriée et contraignante des acteurs de la filière et l'intensification des contrôles sur le terrain dans la double optique de sensibiliser les acteurs et de traquer les fraudeurs.

Djaoudjaourou

phytosanitaire au Cameroun qui sert de guide aux différents acteurs de la filière.

Une veille réglementaire permanente

Les populations du monde en général et celles du Cameroun en particulier sont en pleine croissance. Face à cette donne, le plus grand défi à relever est celui d'assurer une alimentation en quantité et en qualité à cette démographie sans cesse galopante. Pour y parvenir, il est plus que question de veiller en permanence sur la bonne condition de la plante, car cette dernière a besoin d'une bonne santé pour donner un rendement optimal afin de garantir la sécurité alimentaire. Cette sécurité alimentaire, fragilisée ces dernières années par certains facteurs, à l'instar des changements climatiques à l'origine de la multiplication des phénomènes néfastes dans les écosystèmes agricoles ; les différentes crises mondiales qui ont contribué à la flambée des prix et à la rareté des intrants agricoles sur les marchés ; le non-respect des

normes réglementaires dans l'usage des produits phytosanitaires, entre autres.

La veille réglementaire est en définitive un outil essentiel pour améliorer la sécurité sanitaire des produits agricoles au Cameroun. Elle permet de détecter les risques potentiels, de réagir rapidement et d'assurer la conformité aux normes et réglementations en vigueur. C'est dans cette optique que CropLife a institué en son sein une commission spécialisée sur la veille réglementaire afin d'apporter sa contribution au développement durable de notre agriculture à travers l'amélioration de la sécurité sanitaire de nos produits agricoles.

Un état des lieux préoccupant

L'état des lieux de la filière phytosanitaire sur le terrain, aux dires du président de CropLife Cameroun, ne présente pas toujours une grande sérénité, garante de la sécurité sanitaire totale des denrées agricoles produites au Cameroun. En effet, fait-il savoir, les exportations des

Santé des végétaux

Le Minader interpelle sur la nécessité de renforcer le dispositif phytosanitaire

■ C'était à l'occasion de la troisième édition de la journée internationale de la santé des végétaux célébrée le 14 mai 2024.



Coupure du ruban symbolique par les membres du gouvernement

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé le mardi 14 mai 2024, la cérémonie de célébration de la troisième édition de la journée internationale de la santé des végétaux. L'événement qui s'est tenu à l'esplanade du Musée national de Yaoundé a rassemblé plusieurs membres du gouvernement, des responsables du Minader, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), des acteurs du secteur phytosanitaire, et des producteurs. Dans son mot de circonstance, le représentant de la FAO a rappelé que cette célébration a pour objectif de sensibiliser la communauté internationale sur la contribution de la santé des végétaux dans l'élimination de la faim, la réduction de la pauvreté, la protection de la

biodiversité et de l'environnement. La FAO indique-t-il, travaille activement avec les États pour assurer le contrôle et la maîtrise du secteur des phytosanitaires, des différents nuisibles qui attaquent les plants, et assurer la disponibilité constante des semences de qualité. Ceci contribue précisément en conclusion de son propos, à accroître la production agricole, facteur essentiel et capital de la sécurité alimentaire et nutritionnelle visée par les Nations unies. Soulignant également cela, le Minader a dans son discours rappelé que la santé des végétaux est un impératif pour tous. Pour cela, il a invité les services de contrôle et d'homologation phytosanitaire à redoubler de vigilance dans le contrôle des différents produits utilisés sur les plantes, et l'accord des

différents agréments. Aux producteurs, il a insisté sur l'utilisation du matériel végétal de qualité, pour avoir une production saine, améliorer le rendement et réduire les pertes. Il a aussi alerté sur l'attribution des certificats phytosanitaires et l'achat en ligne desdits produits, qui sont un risque de : « contamination par les virus, les champignons, les bactéries et les insectes ravageurs ». Ajoutant qu'« Un effort de sensibilisation pour atteindre ces nombreux acheteurs, les vendeurs situés aux quatre coins du monde, les transporteurs, doit être réalisé par les autorités ».

Saluant la modernisation des moyens de transports des végétaux nécessaires pour nourrir les populations, le Minader a cependant interpellé sur l'urgence de veiller à leur sécurisation. Il note ainsi que : « ce commerce massif des produits agricoles a contribué à introduire des ravageurs qui ont dévasté certaines ressources agricoles dans certains pays, ce qui a encouragé la FAO et communauté internationale à mettre sur pied la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ». Il faut dire pour compléter que grâce à cet instrument, la propagation des nuisibles et maladies entre les pays a été substantiellement réduite à travers les autorisations d'importation, les inspections, les traitements phytosanitaires, la délivrance des certificats phytosanitaires et les inspections à l'arrivée. Beaucoup reste cependant à faire pour encadrer et sécuriser durablement ce secteur. Durant cette célébration, le deuxième numéro de l'*Index phytosanitaire* a été présenté. Récemment publié, cet ouvrage de près de 700 pages vise à la sensibilisation, l'information, la formation, la vulgarisation des techniques et outils de protection des plantes.

Yvan Njuplong

Chiefs of Agricultural Posts Retrained on Methods of Supporting Producers



■ *Regional Chiefs of Agriculture in the 10 Regions have undergone training on methods of supporting producers.*

They were trained separately during a capacity building workshop for the Chiefs of Agricultural Posts organized in the South West and Northwest Regions. The workshop was coordinated and chaired by Bille née Ze Elise Yvette, DRH and as representatives of the Minister : Aboubakary, IDA2 Minader (Adamaoua, Far North, North regions); Bitoto Essola Curcovick (Est Region); Achidi Ngu Valerie (North-West Region, South-West Regions); Nkoa François Collins (Sud, Centre, Ouest); Yadji Darman (Littoral) And finally for the second session, Sen-so Djokna Damsala.

The workshop is part of the Support Program for the Strengthening of Agricultural Production in Cameroon, PARPAC and it is geared towards upgrading skills in advisory support and extension in the field for better performance with producers and their hierarchy.

During the opening deliberations, both chairs underscored the significance of the workshop and highlighted the participants' crucial role in providing their superiors with valuable insights into the field's advancements. This can be achieved by regularly and systematically



transmitting basic statistical data for consideration at the national level. They further stated that the training is recognized as one of the activities implemented under component two of the Cameroon Agricultural Production Strengthening Support Program (PARPAC), which MINADER benefits from with the support of the African Development Bank (AfDB).

Additionally, Component Two focuses on workshops, with the aim of supporting both the extension system and food resilience. The program was developed in response to various global crises, including the Covid-19 pandemic and the Russia-Ukraine war. Its primary objective is to enhance local agricultural production and reduce the heavy reliance on imported basic food products in Cameroon, a trend that has been steadily rising. Besides improving methods of supporting producers, participants also expected to cultivate techniques for the main production sectors,

structuring Producer Organizations, new directions in subsidies, regulations, strategies and decentralization as well as techniques for collecting, processing and reporting information among others.

The National Development Strategy 2020-2030 (SND30) defined by the Cameroonian government, in chapter 3, point 2, relating to the development of agricultural productivity and production, indicates that agriculture represents a major component in the structural transformation of the Cameroonian economy.

Indeed, increased production in the agricultural sub-sector will not only contribute significantly to improving food security for the population and reducing rural poverty, but could also have a positive impact on yields in industrial sectors, notably agro-industry, thereby generating additional income and jobs in the national economy.

Heris Nange

La campagne agricole méridionale 2024 lancée à Pouma

■ Les régions méridionales de notre pays ont été à l'honneur le 5 avril 2024 à la faveur du lancement officiel dans la cité de Pouma, chef-lieu de l'arrondissement éponyme, de la campagne agricole au titre de l'année 2024. La cérémonie solennelle y dédiée a été, une fois de plus, présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe. Les régions méridionales de notre pays ont été à l'honneur le 5 avril 2024 à la faveur du lancement officiel dans la cité de Pouma, chef-lieu de l'arrondissement éponyme, de la campagne agricole au titre de l'année 2024. La cérémonie solennelle y dédiée a été, une fois de plus, présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe.



Photo de famille

Venus des régions du Littoral, du Centre, de l'Est, de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et du Sud, les « seigneurs de la terre et vaillants agropastoraux » se sont massivement regroupés le 5 avril 2024 à Pouma autour du ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural à l'effet non seulement d'honorer de leur présence cet important et traditionnel rendez-vous des acteurs du monde rural, mais aussi et surtout, débattre ensemble des problèmes, préoccupations, et défis qui sont les leurs. Il était également question de faire le bilan des activités menées au cours de la campagne agricole précédente, la campagne 2023 bien évidemment et, mettre sur pied les perspectives pour l'atteinte des objectifs de production visés pour l'année 2024. Une

rencontre dont l'éclat a été particulièrement rehaussé par la présence on ne peut plus réconfortante des partenaires du ministère de l'Agriculture et du Développement rural que sont la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Mondiale (BM), l'Agence de la Coopération Française pour le Développement (AFD), l'Agence de la Coopération Allemande (GIZ), entre autres. Les Organisations non gouvernementales (ONG) et membres de la société civile n'étaient pas en reste. A toutes ces organisations et entités, le ministre Gabriel Mbaïrobe a exprimé toute sa gratitude et

adressé ses vifs remerciements. Avant d'évoquer le bilan des activités menées au cours de l'année 2023, le patron de l'Agriculture et du Développement rural a tenu à relever que la mise en œuvre des activités du département ministériel dont il a la charge s'est faite dans un contexte toujours marqué, au plan international, par le conflit entre la Russie et l'Ukraine avec ses impacts et répercussions ; la pandémie de la Covid-19. Sur le plan socio-politique, par une reprise progressive et consolidée des activités agricoles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en dépit de la persistance de la crise sociopolitique. Au plan environnemental, par le dérèglement climatique se traduisant par la forte variabilité de la pluviométrie et l'élévation des températures dans plusieurs régions du pays. Ce qui a

eu des incidences négatives sur les campagnes agricoles.

Un bilan des activités mitigé en 2023

En termes de bilan, indique Gabriel Mbaïrobe, les faits marquants de la campagne agricole 2023, dans la partie méridionale du pays, ont été à la fois positifs et négatifs. Comme faits positifs, il a évoqué, en quintessence, la création de nouvelles exploitations agricoles, notamment dans les filières telles que le cacao, le palmier à huile, le bananier plantain; le développement accru des cultures maraichères (pastèques, piment, tomate, etc) autour des grandes métropoles telles que Douala; Kribi et Buéa; l'engagement prononcé de certains partenaires aussi bien multilatéraux que bilatéraux dans l'amélioration de la qualité des produits dans certaines filières, notamment la pomme de terre et le cacao, à travers les champs-écoles.

Au titre des faits négatifs, l'on retient particulièrement les effets néfastes des changements climatiques caractérisés par une distribution irrégulière dans l'espace et dans le temps des pluies; le phénomène des feux de brousse qui continue de décimer d'importantes superficies et exploitations agricoles; la faible disponibilité des intrants agricoles ayant eu pour conséquence une baisse accrue de rendement dans les filières; les tensions de trésorerie; les attaques des cultures par les chenilles légionnaires d'automne et autres ennemis des cultures; la mise à disposition à contretemps par rapport au calendrier agricole des appuis en intrants agricoles et matériels agricoles du fait des lourdeurs des procédures de passation des marchés.

Des défis et chantiers multiples en 2024

Au regard de l'actualité de ces facteurs limitants et des ambitions que s'est assigné le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le chef dudit département ministériel trouve opportun de mentionner et relever quelques défis majeurs auxquels son département ministériel fera face au cours de cette année 2024. Sans être exhaustif, il cite, comme premier défi, l'accélération de la mise en œuvre de la politique d'import-substitution qui constitue



un défi majeur. La Stratégie Nationale de Développement (SND30), dit-il, fait de l'import-substitution et de la promotion des exportations un de ses piliers pour la transformation structurelle de notre économie. L'amélioration de l'accès aux engrais et semences de qualité par le canal de l'appui budgétaire sectoriel à travers le PARPAC constitue le second défi. Le troisième défi porte sur la mise en œuvre effective du Projet Plaine Centrale sur les 400 000 hectares de terres arables sécurisés le long du corridor Batschenga-Ntui-Yoko-Léna-Tibati-Meiganga-Ngaoundéré en vue de faciliter l'installation d'opérateurs privés pour l'intensification de la production du riz, maïs, blé, mil/sorgho, soja, manioc, de la pomme de terre et de la patate douce. Le but étant d'assurer la sécurité alimentaire des populations et de fournir suffisamment de matières premières aux industries agroalimentaires. Le quatrième défi est celui de l'adaptation aux changements climatiques,

une problématique toujours d'actualité. Le cinquième et dernier défi et non des moindres a trait à la finalisation de textes réglementaires importants, notamment, les décrets d'application sur les interprofessions; la loi sur l'agriculture biologique au Cameroun; la présentation au Conseil d'Administration de la Banque Islamique de Développement du Projet Chaîne de Valeur Manioc et son démarrage en 2025; la finalisation et la formulation des Chaînes des Valeurs Pomme de terre et Patate douce avec l'accompagnement de l'Institut international de l'agriculture tropicale (IITA). En déclinant ces défis et chantiers majeurs, le département ministériel dont il a la charge, souligne le ministre Gabriel Mbaïrobe, va, en collaboration avec ses différents partenaires, prendre les dispositions nécessaires afin de permettre la réalisation effective des objectifs qu'il s'est fixé.

Djaoudjaourou

Campagne agricole 2024 dans la zone septentrionale

La politique d'import-substitution doit se concrétiser

■ C'est l'une des annonces fortes du message de circonstance délivré le 26 juin 2024 à Meiganga, le chef-lieu du département du Mbéré, région de l'Adamaoua, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe, à l'occasion du lancement officiel de la campagne agricole 2024 dans la zone septentrionale du pays.



Le ministre Gabriel Mbairobe de retour des champs

C'est en grand nombre que les producteurs des trois régions septentrionales se sont rassemblés pour prendre part aux activités au menu de l'édition 2024 de la traditionnelle grande rencontre des acteurs du monde rural consacrée au lancement officiel de la campagne agricole. Et pour cette édition 2024, c'est à la ville de Meiganga, la cité capitale du département du Mbéré, qu'est revenu l'honneur d'abriter les manifestations à l'ordre du jour de la cérémonie de lancement officiel de la campagne agricole 2024 dans la zone septentrionale de notre pays. Cérémonie qu'a présidée le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe en personne, et ayant eu pour cadre, la place des fêtes de Meiganga. A ses côtés, le secrétaire général des services du gouverneur de l'Adamaoua, Christian Abouma Biloa, la secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, entre autres. Une rencontre dont l'éclat aura été particulièrement rehaussé par la présence on ne peut

plus remarquable et réconfortante des représentants des partenaires techniques et financiers du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, de hauts responsables des institutions et organismes sous-tutelle œuvrant pour le développement et la promotion des activités agro-sylvo-pastorales que sont, entres, l'Institut de Recherche agricole pour le Développement (IRAD), la Société de Développement du coton (Sodecoton), les organisations professionnelles de producteurs, des Organisations non gouvernementales (Ong) ainsi que des représentants de la société civile.

Il était question pour les producteurs des trois régions septentrionales du pays, non seulement de faire étalage de ce qu'ils ont de meilleurs en termes de productions agricoles et de performances atteintes, mais également de réfléchir ensemble; de débattre des problèmes, des préoccupations et défis qui sont les leurs; de dresser le bilan des activités menées au cours de la campagne agricole précédente et, de mettre sur pied les perspectives pour l'atteinte des objec-

tifs de production au titre non seulement la présente campagne agricole 2024, mais mieux, à l'horizon 2030. Avant de faire état du bilan des activités menées au cours de l'année 2023, le patron de l'Agriculture et du Développement rural a porté à la connaissance de l'assistance que la mise en œuvre des activités du département ministériel dont il a la charge, s'est faite dans un contexte toujours marqué, au plan international, par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, avec ses impacts et répercussions; la pandémie de la Covid-19. Au plan environnemental, par le dérèglement climatique se traduisant par la forte variabilité de la pluviométrie et l'élévation des températures dans plusieurs régions du pays et particulièrement les régions septentrionales. Ce qui a eu des incidences néfastes sur les campagnes agricoles.

Un bilan des activités en demi-teinte en 2023

La campagne agricole 2023 dans la septentrionale a été marquée par le dérèglement climatique, se caracté-



Photo de famille

térisant ces dernières années par des élévations de températures et une forte variabilité de la pluviométrie dans l'espace et dans le temps. Une situation ayant eu des conséquences négatives non seulement sur la production agricole, mais sur la productivité en général. Cette campagne agricole 2023 a par ailleurs été impactée par la faible disponibilité et le renchérissement des intrants agricoles, conséquence de la pandémie de la Covid-19. Ce qui a amené le Gouvernement camerounais à prendre des mesures visant à atténuer les effets de cette hausse des prix des intrants agricoles. A côté de ces événements, il faut noter aussi le phénomène persistant des feux de brousse qui continuent de décimer d'importantes superficies et des exploitations agricoles. Ceci ayant pour effets de réduire les productions et de ne pas permettre l'atteinte des objectifs fixés. Il n'est en outre pas superflu d'évoquer les attaques et destructions causées par les chenilles légionnaires, les pachydermes, particulièrement dans les départements du Mayo Danay et du Mayo Kani, région de l'Extrême-Nord, les oiseaux granivores et d'autres ennemis des cultures qui ne permettent pas aux producteurs des régions septentrionales du pays de mener à bon terme leurs activités et de rentabiliser leurs exploitations.

L'agriculture de seconde génération en ligne de mire

Parmi les actions d'envergure et d'im-

portance inscrites au registre des perspectives et missions statutaires assignées au département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural au titre de cette année 2024, figure en première ligne la poursuite de l'implémentation de l'Agriculture de seconde génération que prône tant et qui tient à cœur le chef de l'Etat, Paul Biya. En matière de développement et de modernisation de notre agriculture, il va falloir savoir transformer notre agriculture pour non seulement en faire un pilier important de la transformation structurelle de notre économie, mais surtout de renforcer la sécurité alimentaire et conforter la position de notre pays comme grenier alimentaire de l'Afrique Centrale.

S'agissant des actions en cours, il s'agira de l'accélération de la mise en œuvre de la politique d'import-substitution, axe majeur de notre Stratégie de Développement 2020-2030, dans cette région.

Pour la poursuite de ces actions, le Gouvernement à travers le Programme d'Appui au Renforcement de la Productivité agricole au Cameroun (PARPAC) a reconduit encore, cette année 2024, la subvention à 80 000 tonnes d'engrais à hauteur de 30%; ce qui représente 13 milliards de Francs Cfa que le Gouvernement va déboursier pour soutenir le volet-engrais, auxquels s'ajoutent 4 milliards de francs que le Gouvernement va déboursier pour fournir aux producteurs des semences améliorées dans toutes les spéculations.

Des actions et programmes variés en cours

En ce qui concerne la gestion durable du système de production agricole et surtout de la sécurité alimentaire, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural produit chaque année deux enquêtes dans les 58 départements que compte notre pays à travers la Méthode Cadre Harmonisé pour évaluer et aménager la situation alimentaire. S'agissant de la mise en place d'un dispositif national de réponses aux problèmes alimentaires, le Minader, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a pris un certain nombre d'actions qui portent sur l'élaboration d'un premier Plan national de réponses à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun. Aujourd'hui, l'on en est au troisième Plan pour un montant de 123 milliards de francs Cfa.

En ce qui concerne la gouvernance et la paix institutionnelle dans le sous-secteur « Agriculture et Développement rural », les activités vont se poursuivre dans le cadre des préparatifs de l'organisation des objectifs du 3ème Recensement général de l'Agriculture et de l'Élevage, de la production de rapports sur la Stratégie d'amélioration du climat des affaires dans les activités du secteur agricole et de renforcement des capacités techniques des personnels techniques à travers leur participation aux stages et aux séminaires de formation.

Djaoudjaourou

Agriculture et Développement rural

Des perspectives économiques prometteuses en 2024

■ *En lançant le 26 juin dernier à Meiganga, le chef-lieu du département du Mbéré, région de l'Adamaoua, la campagne agricole 2024 dans les trois régions septentrionales du pays, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe a annoncé d'importants projets et actions en faveur des acteurs du monde rural.*



Le Ministre Gabriel Mbairrobe dans un champ de pommes de terre à Ngaoundéré

Au regard des missions statutaires à lui assignées, le département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural s'engage en premier lieu à poursuivre l'implémentation de l'agriculture de seconde génération que prône le président de la République et chef de l'Etat, Paul Biya. Pour ce faire, le ministère de l'Agriculture s'est résolu à accomplir chaque année, au travers de quatre Projets et Programmes, les activités de redressement de cette agriculture. S'agissant de la production et de la productivité des filières agricoles, les actions menées porteront essentiellement sur la fourniture substantielle de semences, de plants améliorés, des engrais et de pesticides de qualité pour les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Par ailleurs, le ministre Gabriel Mbairrobe entend œuvrer pour l'amélioration de la qualité des intrants et produits agricoles par la certification de ces produits. A cet effet, les semences mises à la disposition des producteurs continueront

à faire l'objet d'un contrôle systématique en relation avec les spécialistes de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et les inspecteurs et contrôleurs assermentés du ministère.

En ce qui concerne la gestion durable du système de production agricole et surtout, de la sécurité alimentaire, le ministère de l'Agriculture continuera de produire, chaque année, deux enquêtes dans les 58 départements que compte notre pays à travers la méthode Cadre Harmonisé pour évaluer et aménager la situation alimentaire. S'agissant de la période de mars à avril 2024, il a été relevé que 10% de la population camerounaise est en situation d'insécurité alimentaire ; soit environ, en situation de crise, 113.000 personnes. Pour la période projetée, à savoir, celle située entre juillet et août 2024, il y aura 84 791 personnes.

Quant à ce qui est de la mise en place d'un dispositif national de réponses aux problèmes alimentaires, le ministère de l'Agriculture et du Développement

rural avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, a mis sur pied un certain nombre d'actions qui portent sur l'élaboration d'un premier Plan national de réponses à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun. Aujourd'hui, l'on en est au troisième Plan qui a déjà été présenté, il n'y a pas longtemps de cela, pour un coût de 123 milliards de francs CFA. A côté de cela, le Programme d'Appui au Renforcement de la Productivité agricole au Cameroun (PARPAC), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), dont le coût est évalué à environ 41 milliards de francs CFA, a pour objectifs non seulement d'augmenter la production des principales spéculations que sont le maïs, le sorgho, le mil, le soja, les pommes de terre, le palmier à huile et autres cultures maraichères, mais aussi de mettre en place un Programme d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire (PULCCA), financé à hauteur de 100 millions de dollars USA par la Banque mondiale dont l'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de consolider la résilience des populations vulnérables et des ménages dans cinq régions de notre pays, notamment l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, l'Adamaoua et l'Est.

S'agissant de la gouvernance et de la paix institutionnelle dans le sous-secteur « Agriculture et Développement rural », les activités vont se poursuivre dans le cadre des préparatifs de l'organisation des objectifs du 3ème Recensement général de l'Agriculture et de l'Elevage, de la production de rapports sur la Stratégie d'amélioration du climat des affaires dans les activités du secteur agricole et de renforcement des capacités techniques des personnels techniques à travers leur participation aux stages et aux séminaires de formation qui seront organisés à leur intention.

Djaoudjaourou

Projet national d'amélioration des cultures maraîchères

Le Comité de pilotage a tenu sa deuxième session

■ Le principal point à l'ordre du jour de cette seconde assise qui a eu pour cadre la salle des conférences de l'hôtel Djeuga Palace de Yaoundé et, présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, portait sur l'appréciation des avancées de la mise en œuvre de ce Projet.



Une attitude de la coordonatrice du Projet pendant sa présentation

En ouvrant les travaux de cette deuxième session du Projet national d'Amélioration de la production des Cultures maraîchères (PNAPCM), Gabriel Mbairrobe a d'entrée de jeu fait savoir que les parties prenantes à ce Projet se retrouvent une fois de plus à l'occasion de la tenue de cette deuxième session de son Comité de pilotage à l'effet d'apprécier les avancées de sa mise en œuvre et, afin de lui donner, en cas de nécessité, une orientation nouvelle. Présentant ledit Projet, le ministre révèle que le PNAPCM qui a été mis sur pied en 2018 par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural sur financement du Budget d'investissement public (Bip), trouve encore sa justification dans le contexte actuel, car visant à relever le défi majeur d'accroissements de la production nationale des cultures maraîchères dans le souci de développement durable et respectueux de l'environnement, afin de contribuer à la sécurité alimentaire des populations. Le PNAPCM s'intègre parfaitement dans les orientations des documents de référence de la politique de développement

du Cameroun, à savoir la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), qui prend le relais du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) dans la perspective de l'accomplissement des objectifs de la vision de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. Ledit Projet participe aux objectifs de croissance économique du pays, à l'instar du secteur agricole et, doit contribuer de manière effective à la création de richesses et d'emplois, surtout pour les jeunes, ainsi qu'au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans la continuité des actions engagées depuis le début de mise en œuvre, un nouveau cycle du Projet a été validé pour la période 2023-2027 par ce comité de pilotage lors de sa première session, afin d'adapter ses cibles aux réalités actuelles pour une meilleure satisfaction des ambitions nationales de développement de la filière maraîchère. Une filière pourtant porteuse qui malheureusement, continue de souffrir de l'insuffisance criarde de structuration de ses acteurs; de la dépendance aux semences et

aux engrais importés et onéreux; des difficultés de gestion et de maîtrise des ressources en eau; du faible niveau d'investissement pour la mise en place des parcelles de culture; et de l'enclavement des bassins de production. Ce qui a pour corollaire direct un faible niveau de production ne pouvant satisfaire la demande locale.

A toutes ces contraintes, se greffe la problématique de l'approvisionnement conséquent des grands centres urbains en produits maraîchers. Ce qui remet sur la table le sujet du développement de l'agriculture urbaine et périurbaine. Ceci constitue l'un des défis majeurs auxquels le PNAPCM devra apporter à moyen terme une réponse appropriée. D'où l'impératif, de penser à la mise en place des ceintures agricoles fonctionnelles autour des grandes villes camerounaises. Celles-ci devront présenter des configurations, des modèles de gestion, des techniques et des infrastructures de production innovants pour pouvoir jouer pleinement le rôle écologique, économique et social attendu d'elles.

Djaoudjaourou

Filière champignons comestibles

Le comité de pilotage du Programme d'appui au développement de la filière champignons comestibles (PADFC) a tenu sa quatrième session

■ *Au cours de cette session, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a invité les parties prenantes à une continuation des réflexions en vue de donner des perspectives réalistes à ce Programme.*

En ouvrant les travaux de la quatrième session du PADFC à Yaoundé, le ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural a présenté et vanté la valeur nutritive et les vertus de cet aliment. Gabriel Mbairobe a dit que le champignon est une denrée alimentaire équilibrée, riche en protéines, complète et digestive sans cholestérol. Il contient très peu de lipides, surtout les lipides à acides saturés, atout majeur pour les problèmes d'artériosclérose ; plusieurs substances à l'instar des vitamines B2, B3, utiles dans la dégradation des sucres de l'organisme ; des sels minéraux comme le phosphore, le potassium, le calcium, entre autres, utiles pour le cerveau, les os et les crampes. Le champignon, ajoute-t-il, contient en outre l'ergostérol ou provitamine D, des fibres alimentaires utiles pour la digestion mécanique et la lutte contre la constipation, à effet positif sur le mauvais cholestérol, atout pour les diabétiques et autres. C'est fort de ce qui précède, rassure-t-il, que cet aliment est depuis belle lurette cultivé et très consommé au Moyen-Orient, en Europe et aux Etats-Unis. Sa culture a été introduite au Cameroun dans le cadre de la coopération sino-camerounaise en 1990. Le Programme dédié à cette filière a été créé dans le cadre de la coopération sino-camerounaise, via la signature du contrat d'exécution qui a eu lieu le 9 février 1990 à Yaoundé entre, d'une part, la partie chinoise représentée par la Compagnie Nationale d'Expor-



Photo de famille

tation des Equipements chinois et, d'autre part, par la partie camerounaise représentée par le ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire de l'époque, Augustin Frédéric Kodock, sous l'appellation de Projet de reproduction des champignons et des cultures maraichères d'Obala. Placé sous l'autorité du ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, sa vocation était d'expérimenter la culture des champignons comestibles et des légumes asiatiques dans l'arrondissement d'Obala de 1992 à 1995. Les années 1990 et 1991 ayant été consacrées aux travaux d'aménagement des parcelles irriguées et des bâtiments équipés pour la culture des champignons. Comme résultats de cette période, l'on peut retenir que plusieurs variétés de champignons ont été testées avec succès, notamment la volvaire, les pleurotes, l'agric, entre autres, ainsi que des légumes d'origine asiatique à l'instar de la momordique, le persil, le chou-fleur, le piment vert, le céleri, la ciboulette et autres.

Le 6 janvier 1996, révèle le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, la Mission technique chinoise rétrocède le Projet au Gouvernement camerounais représenté par le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture. Dès lors, une nouvelle orientation est assignée au

Projet à savoir, la vulgarisation des champignons comestibles ; d'où l'appellation de « Projet Champignons d'Obala ». C'est dans cette optique que des travaux ont été menés en vue d'adapter la nouvelle technologie à partir des essais multi-locaux dans toutes les provinces d'antan du pays, en collaboration avec les correspondants régionaux du Projet. Grâce à l'appui des producteurs pionniers et surtout à l'intellect d'imminents mycologues de l'IRAD et de l'Université de Yaoundé I, sans oublier plusieurs stages de formation et de recyclage en Chine, atteste le ministre Gabriel Mbairobe, lesdits travaux se sont concrétisés entre autres, par l'élaboration des documents de base et de vulgarisation ; l'octroi d'appuis en équipements aux premiers myciculteurs dans les régions du Centre, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Littoral. L'année 2017 a été marquée par la réorganisation du Projet champignons en Programme d'appui et de développement de la filière-champignons comestibles (PADFC).

Pour ce qui est du quatrième comité de pilotage dudit Programme, l'objectif visé est la continuation de la réflexion en vue de donner des perspectives réalistes et concrètes à ce Programme pour les années à venir.

Djaoudjaourou

Bonne gouvernance

les écoles du dispositif de formation du Minader outillées

■ Cette question importante était au cœur de la 16^{ème} rencontre annuelle entre la Division de l'enseignement et de la formation agricole, coopératif et communautaire (Defacc) et les responsables des trente (30) écoles relevant du dispositif de formation agropastoral et rural du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader).



Photo de famille

Formuler un plan d'actions relatif à l'amélioration de la gouvernance dans le dispositif de formation agricole et rurale du Minader. Tel était l'objectif global de cette traditionnelle rencontre qui s'est tenue du 12 au 13 juin 2024 à Garoua et qui avait pour cadre la salle des fêtes de l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans son allocution d'ouverture, madame Bambot Grace Annih, secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural qui représentait le ministre a tenu à rappeler aux différents participants l'importance de la bonne gouvernance pour le gouvernement camerounais, qui compte assainir tous les secteurs liés à la gestion des affaires publiques. Elle a noté pour les formateurs, qu'il était primordial d'acquiescer cette notion importante, de la mettre en pratique au quotidien, mais surtout de la transmettre efficacement aux apprenants des différentes écoles, afin d'avoir dès la formation de bons camerounais et d'excellents gestionnaires.

Concernant la formation dans les différentes écoles, madame le secrétaire général a donné plusieurs instructions aux différents responsables d'établissements présents,

mais aussi à ceux de la Defacc. La première portait sur la nécessité de mettre à la disposition des participants les documents rédigés dans les deux langues officielles du Cameroun que sont le français et l'anglais. Ensuite, elle a invité à une sensibilisation future des candidats et de l'équipe en charge de la réception des dossiers sur l'importance de la constitution et le dépôt des dossiers de concours à temps. Autres recommandations, celle faite à la Defacc de se concerter avec les directeurs des écoles du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême Nord afin d'arrêter une date favorable pour le déroulement des activités dans lesdites régions et enfin, celle très importante de la mise en place d'un cadre de réflexion approfondi afin de trouver des solutions à la problématique de la baisse drastique des effectifs dans les écoles. Elle n'a pas enfin manqué d'inviter à l'amélioration des conditions de formation, avec une meilleure pédagogie, l'insertion professionnelle des jeunes sortis des écoles, la formulation de partenariat avec d'autres organisations et l'aide au financement des projets post-académiques.

Les travaux ont commencé par une présentation du rapport annuel

des activités de la Defacc. Ainsi, comme actions majeures, on peut noter la signature d'une convention Minader/Campost qui facilitera les procédures de paiement au sein des différentes écoles. Une plateforme numérique a également été conçue. Elle devrait permettre de réduire les procédures et de mieux suivre les dossiers et le suivi-évaluation dans les différents établissements. Concernant la formation en elle-même, les résultats dans les différentes écoles sont jugés globalement satisfaisants.

Au terme des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées. En plus de l'insistance sur l'importance de traduire l'ensemble des documents dans les deux langues officielles, il a été retenu que toutes les écoles doivent se conformer aux exigences de la circulaire du ministre du 1^{er} avril 2024 relative au nouveau mode de paiement des frais d'inscription, de scolarité, de concours et autres recettes des écoles relevant du dispositif de formation du Minader. Autre élément important, un accent particulier doit désormais être mis sur la sensibilisation à travers les médias avant l'organisation du concours d'entrée dans les écoles. Celle-ci doit présenter les avantages de la formation professionnelle développée dans les écoles. Une formation régulière et continue des formateurs et du personnel administratif des structures de formation doit être initiée plus régulièrement par la Defacc et un manuel de procédures de gestion administrative, matérielle, financière et comptable doit être élaboré afin de veiller à la bonne gouvernance dans les écoles par la Defacc. Concernant l'audit interne, un renforcement des capacités des personnels de la Defacc doit être fait dans les prochains jours. Des recommandations importantes, dont le suivi devra être fait régulièrement. Rendez-vous a été pris pour l'année prochaine à Bafoussam.

Yvan Njuplong

Convention Minader-Guichet Unique du Commerce Extérieur Un Accord de partenariat scellé entre les deux entités

■ Après une douzaine d'années environ de cheminement en commun dans le cadre du Projet de dématérialisation des procédures du commerce Extérieur porté par le Gouvernement camerounais sous le financement de la Banque Mondiale, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le Guichet Unique des Opérations du Commerce Extérieur viennent de signer une Convention de partenariat.



Poignée de main entre le DG du GUCE et le ministre Gabriel Mbairobe

C'est en effet l'arrêté n° 094 du Premier ministre, Chef du Gouvernement en date du 23 mai 2012 qui consacre la mise en place des organes du projet portant création, organisation et fonctionnement du comité de pilotage du Projet de mise en œuvre de la dématérialisation des procédures du Commerce Extérieur. Les activités au niveau stratégique ayant permis la validation des études, la réception des livrables du projet et le démarrage effectif des premières procédures dématérialisées des différentes administrations. Pour ce qui est du ministère de l'Agriculture et du Développement rural,

sur une douzaine de procédures à dématérialiser, c'est essentiellement la procédure du certificat phytosanitaire électronique (ePhyto) et deux procédures connexes qui ont été parachevées avec succès et permettent au Cameroun, depuis le 1er juin 2022, d'être cité parmi les premiers pays africains échangeant les certificats phytosanitaires électroniques avec leurs partenaires commerciaux dans le cadre du commerce des végétaux et produits végétaux. A la date de février 2024, plus de 8 560 certificats phytosanitaires électroniques sécurisés ont été échangés avec les partenaires du Cameroun disposant d'un

système informatique compatible à l'ePhyto de la FAO. Au-delà du continent africain d'ailleurs, le Cameroun a une longueur d'avance sur certaines grandes puissances dans ce domaine.

Après l'année 2016 qui marquait la fin du financement d'amorce fourni par la Banque mondiale pour réaliser les études, développer la version de base de la plateforme Système d'Information des Administrations Techniques (SIAT) et commencer son exploitation, indique le ministre Gabriel Mbairobe, le Guichet Unique des Opérations du Commerce Extérieur



Photo de famille

(GUCE) a toujours depuis belle lurette assisté le Minader à travers l'investissement des centaines d'heures de travail de ses ressources humaines pour développer, paramétrer les versions des procédures; l'organisation des concertations avec les parties concernées; l'organisation des formations pour la prise en main par les usagers et les responsables du Minader.

Après la dématérialisation réussie du certificat phytosanitaire à l'exportation, fait savoir le ministre, de nombreux pays signataires de la convention internationale pour la protection des végétaux sont intéressés de basculer avec l'Etat du Cameroun sur le mode électronique pour les végétaux et produits végétaux à l'importation sur le territoire camerounais. D'où l'impérieuse nécessité de rattacher à cette procédure de réception des certificats phytosanitaires à l'importation, la procédure de délivrance des permis d'importation des semences végétales, d'une part, et des végétaux et produits végétaux, d'autre part. D'autres documents, à l'instar des certificats phytosanitaires de réexportation, le certificat phytosanitaire en transit, pour sécuriser les transac-

tions des partenaires de la CEMAC qui transitent par nos ports doivent également entrer dans ce registre. Tout comme les procédures de délivrance des déclarations d'importation des pesticides, des engrais et des appareils de traitement phytosanitaires, ainsi que les procès-verbaux d'inspection à l'importation correspondants qui deviennent une urgence pour lutter contre le contournement des opérateurs et les conséquences évidentes sur la qualité des intrants distribués sur le marché national.

Un accord de partenariat fort bénéfique

Comme le relève si bien le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le chantier de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur du Minader reste immense, avec à la clé, de nombreuses urgences dictées par les partenaires commerciaux de notre pays ou la nécessité de protection du tissu économique local contre les intrants et produits agricoles contrefaits, frauduleux ou de mauvaise qualité.

A nos jours, le ministre Gabriel Mbairrobe relève pour s'en réjouir le fait que le GUCE et le départe-

ment ministériel dont il a la charge soient parvenus à un accord sur tous les points, y compris les modalités de prélèvement et de reversement des différentes contributions. A travers cette convention, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pourra bénéficier de l'expertise du GUCE en la matière, qui en quelques années a aidé l'Etat du Cameroun à sécuriser plus de 8 000 milliards de droits de douane grâce à sa plateforme électronique. Et le ministre Gabriel Mbairrobe de signifier au directeur général du GUCE que son département ministériel fonde beaucoup d'espoir sur son institution pour parachever ses autres procédures du commerce extérieur et sécuriser les documents y afférents afin de combattre le contournement de la législation par les importateurs. Bien plus, renchérit-il, cette collaboration aidera le Minader à lutter contre la fraude et la falsification documentaire, à collecter efficacement les recettes de service et les sécuriser en vue d'une meilleure contribution de son système d'inspection et de certification des intrants et produits agricoles au développement du Cameroun.

Djaoudjaourou

Centres d'Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire

Le Projet dédié dresse le bilan de ses activités

■ *Le comité de pilotage du Projet y relatif a tenu le 23 février 2024 à Yaoundé son ultime session au cours de laquelle il a été question de présenter le bilan des activités dudit Projet ainsi que les mesures relatives à la consolidation de ses acquis.*

appelant le contexte qui a donné lieu à la mise sur pied du Projet-Centres d'Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire (ProCISA), le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a fait savoir qu'il est né du constat selon lequel la faim frappe un nombre croissant de personnes. Les principaux facteurs étant le changement climatique, les conflits et la pandémie de la Covid-19. Ces personnes touchées sont majoritairement des petits agriculteurs qui vivent en situation de pauvreté en Afrique et en Asie du Sud. Leurs maigres récoltes ne suffisant pas à nourrir leurs familles ou à leur garantir un régime alimentaire équilibré. Une grande partie des denrées alimentaires produites se gâte avant d'atteindre les consommateurs et consommatrices à cause des problèmes de stockage, de transformation et de commercialisation. C'est dans ce cadre que le ProCISA a été mis sur pied, dans le but d'y remédier par le biais des innovations dans le secteur agricole et agroalimentaire ; en contribuant à accroître les revenus des petites exploitations agricoles, à créer des emplois et à améliorer l'approvisionnement en produits alimentaires locaux dans les régions rurales sélectionnées par le Projet. Il importe de relever que le secteur rural au Cameroun reste encore en grande partie dominé par une agriculture familiale. Les petits producteurs étant à la recherche constante



Photo de famille

des intrants agricoles, des services financiers et techniques, de formation et d'accompagnement pour aider à améliorer les itinéraires techniques, afin d'intensifier la production et répondre aux besoins du marché de plus en plus exigeant en termes de qualité et normes.

De nombreuses réalisations effectuées

Le ProCISA a contribué, tout en améliorant les revenus des producteurs, à augmenter durablement la productivité des exploitations agricoles, et ainsi, accroître la production nationale dans les filières importantes que sont la pomme de terre et le cacao pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et l'aviculture pour le ministère de l'Élevage, des Pêches et Industries animales. S'agissant de la filière pomme de terre, les activités réalisées ont consisté en la mise en place de serres pour la production des semences ; l'appui à l'élaboration du document de Stratégie Nationale de la Filière Pomme de terre ; l'appui à la création des Associations nationales et régionales des producteurs de pomme de terre ; l'amélioration du système d'irrigation traditionnelle ; la mécanisation à petite échelle ; la pratique des techniques de produc-

tion durables et agro-écologiques ; la sélection de 12 multiplicateurs de semences formés et appuyés pour la production des semences certifiées et la construction de plusieurs magasins de stockage.

Dans la filière cacao, elles se sont déclinées en l'amélioration des méthodes de fermentation en cascade ; l'introduction du séchage solaire des fèves de cacao ; le renforcement de la mécanisation dans la transformation ; l'introduction de la certification ; la vulgarisation du matériel végétal amélioré et les bonnes pratiques agricoles. Pour ce qui est de la filière aviculture, les réalisations se sont traduites par les bonnes pratiques d'élevage ; l'installation de nouveaux cabinets vétérinaires et les campagnes de vaccination des poulets contre la maladie de Newcastle.

La mise en œuvre du ProCISA n'aura pas été un long fleuve tranquille. Elle a, souligne-t-il, fait face à certaines contraintes majeures, notamment, la faible organisation-structuration de certaines organisations professionnelles ; l'acceptation difficile de certaines innovations ainsi que le retard accusé pour la livraison de certains biens. Fort heureusement, le Projet est bel et bien arrivé à son terme.

Djaoudjaourou

Chaînes de Valeurs agricoles

Des résultats et performances remarquables

■ *Le Comité de pilotage du Projet de Développement des Chaînes de Valeurs agricoles que préside le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a tenu le 20 février 2024 à Yaoundé sa 8^{ème} session évaluative des avancées de la mise en œuvre de ce Projet, dans la perspective de lui donner, en cas de nécessité, une orientation nouvelle.*

Le Cameroun a adopté en 2009 une vision qui ambitionne de renforcer son rôle de puissance agricole dans la sous-région Afrique Centrale. Une vision qui est opérationnalisée depuis 2020 à travers la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30), ayant suivi le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) dont les piliers sont la croissance, l'emploi, la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat.

Les sessions du comité de pilotage du PD-CVA, a tenu à souligner le Minader, sont pour ses membres, non seulement une occasion à la fois pour échanger sur les problématiques majeures du développement des filières palmier à huile, ananas et bananier plantain, mais aussi, pour définir des perspectives nouvelles pour ces filières porteuses, afin d'amorcer effectivement le développement agricole et rural de notre pays à l'horizon 2035. Ce qui confirme la place que le Projet occupe de plus en plus importante de ce Projet comme outil de développement agricole et rural de notre pays.

Des performances réelles et appréciables

Les performances du PD-CVA n'ont sans cesse de s'améliorer d'année en année. Elles se caractérisent par un état d'exécution physique de 63,48%, un taux d'engagement financier - Fonds Banque Afri-



Une attitude de Minader pendant sa prise de parole

caine de Développement (BAD) de 89,09%, un taux de décaissement – Fonds BAD de 55,77, un taux d'engagement sur Fonds de contrepartie (FCP), certes très faible de 32,2% et un taux d'encaissement sur Fonds de contrepartie (FCP), également très faible de 12,54%.

Au titre des activités engagées, l'on peut citer les travaux de réhabilitation des pistes rurales exécutés à plus de 65% ; la fourniture et l'installation des unités de transformation d'huile de palme, dont les travaux de fabrication des machines et équipements sont réalisés à plus de 60%. Les travaux de construction des infrastructures communautaires, quant à eux, sont en cours, notamment les systèmes d'adduction d'eau potable dans certains bassins agricoles.

Le Fonds de Facilitation de l'Offre de Crédit, quant à lui, est en cours d'opérationnalisation et l'entreprenariat-jeune, redynamisé. Plusieurs autres activités sont par ailleurs en cours au sein des filières. Il en est

ainsi des unités de transformation de l'ananas et de la banane plantain, des laboratoires d'analyse ou, de la structuration des acteurs des chaînes de valeurs ciblées en interprofessions.

Des contraintes enregistrées

Malgré ces résultats encourageants enregistrés au fur et à mesure et d'année en année, il importe de relever que quelques contraintes sont survenues au cours de la mise en œuvre de ce Projet. Les plus significatives concernent les contraintes liées à la passation des marchés, notamment la lenteur dans le traitement des dossiers d'acquisition ; la situation sécuritaire dans la région du Sud-Ouest ; le faible taux de décaissement des fonds de contrepartie et l'abondante pluviométrie dans la zone d'intervention du Projet, rendant à certaines périodes les sites inaccessibles, entre autres.

Djaoudjaourou

Vœux de nouvel an 2024 au ministre Gabriel Mbairobe

■ Pour la deuxième fois d'affilée, en sa qualité de chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, le ministre Gabriel Mbairobe a reçu les vœux de nouvel an 2024 de la part des membres de la grande famille de ce département ministériel. C'était le 31 janvier 2024 à l'issue de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés de ce ministère et des organismes sous-tutelle, tenue au Palais des congrès de Yaoundé.



Mme le SG du Minader présentant les vœux au ministre au nom de tout le personnel

C'est à madame la secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Bambot Grâce Annih, née MBONG, qu'est revenu l'honneur d'ouvrir le bal de cette cérémonie des vœux en portant la voix de tous les membres de la grande famille du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour exprimer les vœux les meilleurs de nouvel an 2024 au patron de ce département ministériel.

Répondant à ces vœux, le ministre Gabriel Mbairobe a, d'emblée, fait part de toute sa profonde gratitude et ses sincères remerciements pour les mots aimables et les vœux qu'au nom du personnel du Minader et

en son nom propre, madame la Secrétaire Générale a formulé à son endroit et à l'endroit des familles respectives des collaborateurs et partenaires du Minader. En retour, le ministre Gabriel Mbairobe a formulé pour sa collaboratrice, ses collaborateurs, ainsi que pour leurs familles respectives, ses vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour cette nouvelle année 2024.

Le ministre a, par la suite, dit avoir écouté avec un intérêt soutenu le bilan des activités menées par le département ministériel dont il a la charge tout au long de l'année 2023 et, relevé que c'est grâce à l'engagement de tout un chacun, que son département ministériel a pu s'acquitter honorablement de

ses missions en 2023 ce, malgré les nombreuses difficultés rencontrées. Le ministre a tenu à les féliciter et s'est réjoui des espoirs et de l'optimisme suscités par ce bilan. Il a par ailleurs dit avoir pris acte des différentes observations et suggestions formulées et promis qu'ensemble, ils s'attèleront à y trouver des réponses en tenant évidemment compte des moyens mis à disposition. L'agriculture, a tenu à souligner le ministre, est aujourd'hui, plus que par le passé, au centre des préoccupations, tant au niveau mondial que national, eu égard aux changements climatiques et à la croissance démographique, influencée par le flux des populations en interne et en externe. Tout



Photo de famille

ceci, dit-il, impactant de manière significative les domaines alimentaire, économique, environnemental et même sécuritaire.

L'agriculture, moteur de croissance du Cameroun

C'est fort de cette réalité, renchérit-il, que compte tenu des ambitions de développement et de croissance qu'affiche notre pays, ambitions impulsées par la volonté politique réelle et manifeste du sommet de l'Etat, notre agriculture constitue aujourd'hui un des axes majeurs de la politique de croissance du Cameroun. En effet, l'orientation du président de la République, Paul BIYA, de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de seconde génération, obéit à l'impérieuse nécessité, pour notre pays, d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires de ses populations, d'une part, et de faire de l'agriculture un moteur de croissance pour l'émergence du Cameroun d'ici l'horizon 2035, d'autre part. L'implémentation de cette approche stratégique continue d'être le leitmotiv du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Celui-ci se déploie à

la lumière des référentiels stratégiques et opérationnels consacrés à cet effet, notamment la Stratégie de Développement du Secteur rural et le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). A ceux-ci s'ajoute l'existence d'un dispositif institutionnel adéquat mis en place par le Gouvernement, constitué des organismes spécialisés, notamment les structures sous-tutelle, les démembrés régionaux, les Projets et Programmes, sans oublier les sociétés coopératives, les groupements d'initiatives communes (GICs), et bien d'autres acteurs encore. L'on ne saurait ne pas évoquer l'accompagnement et l'appui constant de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, en termes d'allocations budgétaires, d'assistance technique, de renforcement de capacités, de fourniture en matériels et en intrants agricoles. Et les résultats qui en découlent ne sont que le reflet d'une collaboration faisant de notre pays, le grenier de l'Afrique Centrale au travers de son économie diversifiée.

Le ministre Gabriel Mbairrobe ne manquera pas d'attirer l'attention des ordonnateurs délégués sur l'impérieuse nécessité de ration-

naliser la dépense publique à travers une meilleure priorisation de la dépense. Dans un contexte de reprise économique modérée, recommande-t-il, les ambitions du Gouvernement en ce qui concerne le domaine de l'agriculture doivent essentiellement être orientées vers la promotion de l'import-substitution à travers la promotion de nos produits locaux, l'attraction des investisseurs privés, l'adaptation de nos saisons culturelles aux changements climatiques, la promotion et l'utilisation des engrais biologiques par les producteurs, l'accompagnement des petits et des grands producteurs à l'utilisation des engins adaptés à leurs espaces, entre autres. A chaque responsable en effet, chacun dans son domaine et à son niveau de compétence, le ministre a, en définitive, tenu à faire des recommandations et exhortations spécifiques, tout en leur réitérant sa profonde gratitude pour leur dévouement, leur travail acharné et leur contribution à la performance du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural dont il a la charge.

Djaoudjaourou

Conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Minader

D'importantes réalisations enregistrées au cours de l'année 2023

■ Comme il est de coutume, les responsables des services centraux et déconcentrés du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, des institutions sous-tutelle auxquels se sont joints les représentants des organismes-partenaires au développement, se sont retrouvés les 30 et 31 janvier 2024 à Yaoundé autour du chef de ce département ministériel dans le cadre de leur traditionnelle conférence annuelle.



Travail en commission

C'est le Palais des congrès de Yaoundé qui a servi de cadre aux travaux de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés et des organismes sous-tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Les cérémonies d'ouverture et de clôture de ces travaux ont été présidées par le chef de ce département ministériel en personne, le ministre Gabriel Mbairrobe et, placés sous le thème : « Projet Plaine centrale : vecteur d'accélération de la politique de l'import-substitution ».

En ouvrant les travaux, le ministre a tenu à porter à la connaissance de ses hôtes que la campagne agricole 2023, lancée en mars de la même année, a permis de mettre en évidence les efforts du Gouvernement et de ses partenaires pour accroître la production agricole et consolider le statut du Cameroun

comme grenier de la sous-région. Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a révélé Gabriel Mbairrobe, a accompli d'importantes réalisations au cours de l'année 2023 à travers les différents axes déployés par le biais des trois Programmes techniques mis sur pied à cet effet, notamment, la production et la productivité des filières agricoles ; la gestion durable des systèmes de production agricole et de sécurité alimentaire et le développement des infrastructures agricoles et rurales et la mécanisation agricole.

S'agissant particulièrement de la production et de la productivité des filières agricoles, les actions menées ont essentiellement porté sur la fourniture des engrais, des semences et des plants améliorés aux producteurs. A ce sujet, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a bénéficié d'un financement d'environ

42 milliards de francs CFA du Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC), soutenu par la Banque Africaine de Développement et dont l'objectif principal est d'augmenter la production des principales spéculations agricoles du Cameroun que sont le riz, le maïs, le sorgho/mil, le soja, la pomme de terre, le palmier à huile et les cultures maraîchères, à court et moyen terme pour atténuer l'impact de la crise russo-ukrainienne et les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19, en soutenant les agriculteurs par la fourniture des intrants agricoles ainsi que le renforcement du dispositif d'appui-conseil.

Une diversité d'actions menées

Des conventions ont été signées



Une vue des participants

entre le ministère de l'Agriculture et des agro-dealers pour un montant d'environ 11,5 milliards de francs CFA pour la mise à disposition de 45 682 tonnes d'engrais minéraux et organiques, subventionnés à hauteur de 30%. De même, des semences certifiées des filières ciblées dans le cadre du P ARPAC ont été acquises et mises à la disposition des producteurs des dix régions du Cameroun. Des actions ont par ailleurs été engagées en faveur de la gestion durable des systèmes de production agricole et de sécurité alimentaire que sont la construction et les aménagements des infrastructures destinées à la gestion des ressources naturelles. En ce qui concerne la situation alimentaire des populations et des ménages, les résultats de l'analyse Cadre Harmonisée menée dans le cadre de la Stratégie de veille du Minader concernant l'insécurité alimentaire révèlent que 11% de la population sont en insécurité alimentaire aigue au Cameroun, soit près de 3 millions de personnes, dont 1% en phase d'urgence, représentant 253 853 personnes et 10% en phase de crise, soit plus de 2,5 millions de personnes. Au total, plus de 6 millions de personnes se trouvent en phase sous pression, soit 23% de l'ensemble de la

population. Une situation qui s'est améliorée au cours de la période d'octobre à décembre 2023 ainsi que pour la période projetée de juin à août 2024. Aucune personne n'a été enregistrée en situation d'urgence. Pour ce qui est de la mise en place d'un dispositif national de réponses aux crises alimentaires, un Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire de 100 millions de dollars USA a été mis sur pied. Son objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'augmenter la résilience aux chocs climatiques des ménages et producteurs ciblés. Il vise principalement les communautés affectées par la crise dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua et de l'Est. Le choix du thème qui sous-tend les travaux de cette conférence annuelle, à savoir : « Projet Plaine centrale : vecteur d'accélération de la politique de l'import-substitution », tient sa source, a indiqué le ministre Gabriel Mbairrobe, sur les enjeux que revêt la politique d'import-substitution dans l'économie camerounaise en général et dans le secteur rural en particulier. Quant à ce qui est de la politique de l'import-substitution, l'action publique au Cameroun fixe les enjeux, les défis et les perspectives, en

clarifiant le rôle des acteurs aussi bien du secteur public que du secteur privé dans le cadre de l'implémentation de cette politique, ainsi que les axes, les programmes et le plan d'actions desquels sont tirés les projets d'import-substitution. En clôturant les travaux de cette conférence annuelle, le ministre, tout en exprimant son entière satisfaction pour les résultats obtenus ainsi que pour la pertinence des recommandations faites au terme des travaux, n'a pas manqué d'interpeler les différents participants et parties prenantes afin que le projet mis sur pied ne connaisse pas le sort qu'ont connu certains autres projets. Sa mise en œuvre, a-t-il prescrit, doit obéir aux canons d'exécution de référence d'un projet pour qu'il produise les fruits escomptés. La réalisation et la réussite de ce projet, exhorte-t-il, appelle également, de la part des uns et des autres, une rupture, un changement de comportement et de mentalité, un sens élevé du devoir, un esprit d'équipe et de collaboration, la primauté de l'intérêt général au détriment de l'intérêt personnel, une probité morale, une recherche permanente de l'efficacité et de l'efficience dans la gestion des ressources.

Djaoudjaourou



Representing the Plant Science Industry



NOS MESSAGES CENTRAUX

● Growing food

- Protect against pests and diseases
- Innovative technology grows more crops per hectare
- Plant science provides secure, varied, affordable and healthy diets

● Creating renewables

- Agriculture grows much more than food
- There is a growing need for food, feed, fibre and fuel
- Plant science enables crops to be the ultimate renewable resources

● Supplying sustainably

- Protect natural habitats by improving production
- Preserve soil and water
- Plant science improves life quality in developing nations



AGROCHEM



Arysta LifeScience



FIMEX INTERNATIONAL S.A.



BORDON PETTO FLUID S.A.



JACO S.A.
La qualità è un atto?

LDC Cameroun



syngenta



www.croplife-cm.org

Alhadji Bouba Sindo

De l'élevage à l'agriculture de grande échelle

■ *Eleveur d'essence, puisqu'étant de la tribu bororo, Alhadji Bouba Sindo, la quarantaine révolue, a depuis près d'une quarantaine d'années environ déjà, jeté son dévolu sur les activités agricoles auxquelles il consacre aujourd'hui l'essentiel de son temps.*



Du manioc à perte de vue dans le champ de Alhadji Bouba Sindo

C'est en effet en 1986, après avoir pris conscience de la rentabilité des activités agricoles, que Alhadji Bouba Sindo prend l'engagement de se lancer dans l'agriculture. Et pour ce faire, il n'y va pas de mains mortes. Il va, dans un premier temps, solliciter et se faire attribuer par l'autorité traditionnelle de la localité de Gumbela, localité de l'arrondissement de Meïganga, chef-lieu du département du Mbéré, région de l'Adamaoua, située à 25 km de la ville éponyme, sur la Nationale n° 1 - Meïganga-Ngaoundéré, d'importantes superficies arables. Alhadji Bouba Sindo démarre, dans un premier temps, par la culture du manioc. D'une dizaine d'hectares au départ, il en est aujourd'hui à 15 hectares de champs de manioc. Durant la dernière campagne agricole 2023, il dit avoir atteint la production record de 270 sacs de manioc en cosettes séchées. Ce qui lui a rapporté la rondelette somme de 5,67 millions de francs CFA, à raison de 21 000 francs le sac de manioc de 100 kg. Cet argent lui a permis de s'offrir une habitation moderne du côté de la localité de Meidouko, située à une dizaine de kilomètres de Meïganga, sur l'axe Meïganga-Ngaoundal, où réside le gros de sa grande famille.

A la culture du manioc, Alhadji Bouba Sindo a adjoint, entretemps, celle du maïs. Pour la présente campagne agricole 2024, il en est à 10 hectares de superficies emblavées. Sa production moyenne annuelle de maïs, tel qu'il l'a déclaré, tourne aujourd'hui autour de 70 sacs de 100 kg. En 2018, il dit avoir atteint une production record de 150 sacs. Et si l'on prend en compte le fait qu'en période de soudure (juillet-octobre) le sac de 100 kg de maïs se vend à environ 20.000 francs, l'on peut bien évaluer ce que cela lui a rapporté comme revenu, c'est-à-dire une bagatelle somme de 3 millions de francs CFA. Outre le manioc et le maïs, il vient d'ajouter une corde supplémentaire à son arc en s'essayant aussi dans la culture du macabo-taro. Il a démarré avec une superficie de 1,5 hectare.

Pour s'arrimer au temps et bénéficier de certains avantages qu'offrent l'Etat, les pouvoirs publics et autres organismes de développement, Alhadji Bouba Sindo s'est associé à quelques partenaires et proches pour créer un Groupement d'initiative commune (Gic) ; le « Groupement d'Initiative commune des Producteurs de Manioc de la Vallée du Mbéré », dénommée « Gic Or blanc de la



Alhadji Bouba Sindo utilise la charrue attelée au cheval pour ses labours.

Vallée du Mbéré ». Ce Gic aujourd'hui légalement reconnu car ayant obtenu sa certification le 24 juin 2024, avec siège à Gumbela, son lieu d'implantation. Alhadji Bouba Sindo en est d'ailleurs le délégué. Le Gic compte 8 membres dont 1 délégué, 1 secrétaire, une trésorière, 2 commissaires aux comptes et 3 conseillers. Grâce aux revenus issus de leurs activités et dans le but d'accroître substantiellement leurs productions, les membres du Gic pratiquent la culture attelée. Pour ce faire, le Gic a acquis une charrue et un cheval utilisés pour les labours. Les membres prévoient d'en acquérir d'autres eu égard à leur désir d'augmenter davantage les superficies emblavées.

Bien que louant les actions et sollicitudes dont le Gic a fait ou continue de faire l'objet de la part de l'Etat et des pouvoirs publics, à l'instar de la création d'une piste rurale pour la facilitation de l'écoulement de leurs productions, les membres du Gic déplorent néanmoins certains phénomènes et actes néfastes auxquels ils font face, parmi lesquels l'envahissement de leurs plantations par les bêtes de certains éleveurs, en dépit de la délimitation des zones d'activités (élevage et agriculture) ; la pratique

de la carbonisation à laquelle se livrent depuis un certain temps déjà certains concitoyens à proximité de leurs plantations et qui a des effets néfastes sur la productivité des sols, particulièrement pour ce qui est de la culture du manioc. Les membres du Gic souhaitent des interventions plus coercitives et des actions répressives de la part des pouvoirs publics compétents. Le Gic lance par ailleurs un vibrant appel vis-à-vis de l'Etat et du Gouvernement en vue de la mécanisation de leurs travaux via l'obtention de tracteurs par exemple pour leur permettre d'accroître substantiellement leurs productions. Tout comme ils souhaitent qu'il soit mis à leur disposition des kits agricoles modernes complets allant de la production, la transformation à la commercialisation de leurs productions en passant par la conservation, afin d'éviter ou du moins de limiter les pertes post-récoltes actuellement enregistrées, particulièrement en ce qui concerne la culture du manioc. Les membres du Gic souhaitent également bénéficier de quelques facilités en termes d'accès et d'obtention de financements de la part d'institutions bancaires ou de microfinance.

Djaoudjaourou

Dieudonné Tirboui

L'étudiant devenu agriculteur

■ Trente-un ans à peine sonnés, Dieudonné Tirboui, aujourd'hui nanti d'un master, a compris qu'à défaut d'être fonctionnaire ou de travailler dans une administration quelconque, l'on peut bien réussir sa vie en pratiquant de l'agriculture. Ce à quoi il s'adonne depuis bientôt une décennie déjà.



Dieudonné Tirboui fait également dans la culture du maïs et des arachides?

Après avoir déjà, à plusieurs reprises, présenté sans succès les concours d'entrée dans l'administration publique, Dieudonné Tirboui a fini par comprendre qu'on peut également réussir sa vie en s'essayant dans d'autres activités. Ayant aujourd'hui après ses études académiques, pris ses quartiers dans la localité de Malang, dans l'arrondissement de Ngaoundéré III, département de la Vina, région de l'Adamaoua, c'est vers l'agriculture qu'il a pris la résolution de s'orienter. Aidé en cela par son frère cadet qui, lui, aujourd'hui exerce dans le corps de la Police, ils ont, petit à petit, pu acquérir des parcelles de terre cultivables. Avec de l'argent issu de leurs tontines, ils disposent ensemble aujourd'hui d'une grande parcelle d'une superficie de 6 hectares. Ne disposant pas encore d'assez de moyens financiers, Dieudonné Tirboui a commencé par la culture de maïs. Activité à laquelle il se livre depuis environ une décennie déjà. 1,5 hectare de cette superficie est donc consacré à la culture du maïs. Parallèlement, il cultive aussi de la patate, des pommes de terre, des légumes et autres. Ne pouvant pour

l'instant, faute de moyens financiers nécessaires, exploiter la totalité de la parcelle acquise, le reste est cédé à des connaissances et autres amis qui l'exploitent. Etant encore sans emploi, c'est donc grâce aux revenus issus de ses activités agricoles que Dieudonné Tirboui subvient à ses besoins. Ses productions de maïs, patates, légumes, pommes de terre et autres sont écoulées sur le marché hebdomadaire local.

Tirboui nourrit néanmoins l'ambition de diversifier à l'avenir ses activités. Il vient ainsi, dans cette foulée, de se lancer dans la plantation de bananiers plantains. Aujourd'hui, il en est déjà à un demi hectare de bananiers plantains. Et il envisage d'étendre davantage cette exploitation de bananeraies, eu égard à la forte demande sur le marché local. Il envisage d'ailleurs, pour ce faire, de créer à la longue un groupement d'initiative commune (Gic) afin de pouvoir bénéficier de certains avantages de la part de l'Etat ou de certains organismes internationaux de développement.

Djaoudjaourou

UPPER NUN VALLEY DEVELOPMENT AUTHORITY (UNVDA)



REVAMPING RICE PRODUCTION IN THE UPPER NUN VALLEY AREA

The Upper Nun Valley Development Authority was created in 1970 as a development mission by Presidential Decree N° 70/DF/529 of 29th October 1970 and later on in 1978, it acquired the status of a state Corporation when its scope of action was redefined by Presidential Decree N°78/157 of 11th May 1978, to include direct involvement in rice production, the provision of various forms of assistance to the farmers of the Upper Nun Valley Development area, and the transformation as well as commercialization of farmers' rice products. Her statutory area of intervention today covers Bui, Mezam and Ngoketunja divisions in the North West region and the Bamboutos and Noun divisions in the West region of Cameroon.

After a long period of recession due to the famous outbreak of the economic crises that rocked all spheres of economic life around the world, today thanks to enormous state assistance, the Corporation is in force in her domain of activities despite the current challenges of the COVID-19 pandemic and the socio-political tension in the North West Region.

UNVDA's fundamental objectives are to:

- Reduce poverty in her area of intervention,
- Contribute to food security in the area in particular and the country in general,
- Facilitate access to rural infrastructure for the farmers,
- Increase agricultural production and productivity in the area,
- Facilitate the processing and commercialization of farmers' produce,
- Ensure the sustainable management of the natural resources of the area,
- Facilitate the organization of farmers into professionally empowered groups.

UNVDA has a target population of over 450000 inhabitants, with a rice farming population of over 14000 farm families as of 2019/2020 cropping season. The future perspective is to raise this farming population in the new horizon substantially.

Within the framework of the 'second generation' agricultural policy of the

Ministry of Agriculture and Rural Development and the Government's emergency plan, new agricultural equipment have been acquired. The major activities of the Corporation in the new horizon focus on the rehabilitation of the farm infrastructures, within the framework of the greater realizations program of the government geared toward increasing rice production in Cameroon to reduce dependence on importations.

UNVDA thus is embarking on an aggressive marketing strategy aimed at reaching out to all and sundry in the national territory with her rice products.

NDOP RICE is a delicacy. In its natural bio form. No additives, no preservatives. It has a high nutritive value, endowed with natural aroma, delicious and easy to cook.

NDOP RICE carries the NAME and LOGO of UNVDA on the packages .

You can have NDOP RICE in many forms:

- Natural White Rice;
- Parboiled Rice
- Brown Rice

Byproducts:

- Broken Rice
- Rice Bran

Le Cameroun et la FAO tracent les sillons d'une nouvelle coopération



Sur invitation du Président de la République Paul Biya, Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a effectué du 20 au 22 avril 2024 une visite de travail au Cameroun. Ce séjour de 72 heures dans notre pays a permis au haut-responsable onusien d'échanger avec les autorités camerounaises sur la longue et fructueuse coopération entre le Cameroun et la FAO. C'était également l'occasion d'ouvrir de nouveaux axes de coopération avec le lancement officiel de l'initiative « Villes vertes », de signer avec le Cameroun un contrat d'assistance technique pour le compte du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (Pulcca) et enfin de prendre un engagement ferme en faveur de l'accès à une alimentation de qualité pour tous, avec l'ensemble des bailleurs de fonds. Dans ce dossier, Minader Infos vous propose un focus sur cette visite qui devrait améliorer les rapports entre le Cameroun et la FAO, densifier notre collaboration afin de dynamiser le secteur agricole de notre pays et lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dossier réalisé par Djaoudjaourou, Heris Nange Tohnain et Yvan Njuplong

Cameroun-FAO

Un nouveau contrat d'assistance technique signé



Echange de parapheurs

■ *La République du Cameroun à travers le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture viennent de signer un contrat d'assistance technique pour le compte du Projet d'Urgence de Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun.*

Déterminés à renforcer leur coopération et à consolider davantage leurs liens, la FAO dont le Cameroun est membre depuis 1960, et le Gouvernement camerounais viennent de signer le 22 avril 2024 un nouveau contrat d'assistance technique en faveur du Projet d'Urgence pour la Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun (PULCCA). Les documents y relatifs ont été paraphés, côté Gouvernement camerounais, par le ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, et côté FAO, par son directeur général, QU Dongyu. C'était à l'hôtel Hilton de Yaoundé et en présence du ministre camerounais de l'Élevage, des Pêches et Industries Animales, Dr Taïga; du coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale et représentant du Bureau de la

FAO au Cameroun; du directeur des Opérations de la Banque Mondiale; de l'ambassadeur, représentant du Cameroun auprès des institutions des Nations Unies à Rome, entre autres. Le directeur général de la FAO, faut-il le relever, effectuait une visite officielle au Cameroun sur invitation du président de la République, Paul Biya.

Et le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, représentant du Gouvernement camerounais, de rappeler d'emblée dans son allocution de circonstance que l'agriculture au Cameroun constitue l'une des priorités dans sa marche vers l'émergence et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, l'un de ses piliers. Le Cameroun, fait-il savoir, s'est en effet engagé en faveur des Objectifs de Développement Durables (ODD1) dont l'objectif général est « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et ODD2 qui visent à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable » pour un monde sans faim et un monde équitable.

Renforcer les capacités des petits exploitants

L'accord-cadre ainsi signé avec la FAO dans le cadre du PULCCA porte sur le renforcement des capacités



Une vue de la table d'honneur

de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. D'un coût estimé à environ 1,7 milliards de francs CFA, soit plus de 2,7 millions de dollars américains, il couvre les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Il se décline en trois volets, notamment, l'appui au développement des petites unités de production agricole consistant en l'acquisition et la distribution de 3 950 kits d'intrants dans les filières banane-plantain (1 500), igname (1 000), manioc (1 000) et cultures maraîchères (450) dans la région de l'Est; l'appui au développement des petites unités de production animale, aquacole et halieutique axé sur les acquisitions et distributions de 900 kits d'intrants de production dans les filières lait (100), volaille traditionnelle (200), poulet de chair (100), œuf de table (100), porc (100), petits ruminants (200), miel (100) et la vaccination de 150 000 volailles traditionnelles et l'assistance technique aux pratiques de gestion durable qui portera sur la promotion de l'agriculture intelligente face au changement climatique dont 8 000 bénéficiaires à former dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Puis, le renforcement des capacités techniques de 4 100 éleveurs à travers l'approche champs-école paysans et de production climato-intelligentes. Et enfin, la mise en place de 20 champs fourragers et de 20 km de

balisage des couloirs de transhumance et des pistes à bétails pour la région de l'Est.

S'agissant du Projet d'Urgence de Lutte contre les Crises Alimentaires au Cameroun (PULCCA), le Cameroun a bénéficié pour sa mise en place du concours financier de la Banque mondiale dans le cadre du Programme National de Résilience (PNR) 2021. Le but du Projet est de contribuer à atténuer les impacts à court terme de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones ciblées, tout en renforçant simultanément la résilience économique, climatique et communautaire à long terme dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua et de l'Est. D'un coût global cent millions de dollars américains, le PULCCA s'organise autour de 5 composantes dont le soutien à la stabilisation alimentaire et nutritionnelle de la réponse rapide en vue du relèvement rapide et d'un renforcement de la résilience; le renforcement des capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience climatique et nutritionnelle; l'appui au renforcement de la capacité gouvernementale de suivi des crises de sécurité alimentaire, des systèmes d'information et des services agro-météorologiques; la gestion, le suivi et l'évaluation du Projet et, l'Intervention d'Urgence Contingente (IUC).

Djaoudjaourou

Visite du DG de la FAO au Cameroun

Le forum des ambassadeurs s'engage à soutenir la sécurité alimentaire

■ C'est l'engagement pris au nom de tous les diplomates présents dans la salle de conférences de l'hôtel Hilton de Yaoundé le 22 avril 2024 par son Excellence Patrick Paul Biffot, Haut-commissaire de la République gabonaise, doyen du corps diplomatique accrédité au Cameroun.



Une vue de la table d'honneur

La faim reste un défi majeur pour notre planète. Selon les chiffres des Nations Unies contenus dans le Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2023, entre 691 millions et 783 millions de personnes ont souffert de la faim en 2022. Si l'on considère la moyenne qui s'établit à 735 millions, cela représente une augmentation de 122 millions par rapport à 2019, date du dernier pointage, avant la pandémie de covid-19. Au Cameroun, selon les résultats de l'Analyse Cadre-harmonisé des zones à risque et d'identification des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle publié en décembre 2023 par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, 10,6 % de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle, soit 2 940 807 personnes. Un chiffre alarmant, qui s'est amplifié avec les différentes crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, dans l'Extrême-Nord, mais aussi par des facteurs exogènes comme la covid-19 et la crise russo-ukrainienne.

Des solutions endogènes pour contrer le problème. Pour contrer la crise, le gouvernement camerounais a mis sur pied des mesures considérables, avec l'appui et l'assistance de ses partenaires techniques et financiers dont la FAO en première ligne. Au-delà du soutien à la production des différentes spéculations et des multiples importations de produits agroalimentaires visant à réduire la pression, de nombreux projets à l'instar du Programme national de veille et de renforcement de la sécurité alimentaire (PNVRS), du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA) ont été mis sur pied et permettent de surveiller et d'assister les populations en situation de crise alimentaire.

La FAO, soutien par excellence de la sécurité alimentaire

La visite au Cameroun de Qu Dongyu, directeur général de la FAO, invité par le président de la République, Paul Biya est loin d'être hasardeuse. Depuis plusieurs décennies, l'organisme onusien travaille



Signature de l'accord cadre entre le Minader et la FAO

continuellement à l'amélioration de la situation de la faim dans notre pays. Durant son séjour, Qu Dongyu a lancé officiellement l'initiative « Villes vertes » mais a aussi assisté à la signature d'une convention d'une valeur de 1 617 616 433 francs CFA entre le Cameroun et l'Organisation qu'il dirige, visant à renforcer les capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. Au terme de ces travaux, il a présidé, en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et du ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales au forum des ambassadeurs, qui réunissait les différents diplomates accrédités au Cameroun, des représentants des partenaires techniques et financiers et des universitaires. Cette rencontre visait à mobiliser les différents acteurs internationaux et les bailleurs de fonds pour le financement des initiatives en faveur de la recherche agricole, sans oublier celles favorables à la lutte contre la famine, au soutien à la production agricole et à l'élevage.

Dans son discours de circonstance, Qu Dongyu a signalé que la solidarité est la matrice principale des relations internationales depuis 1945. Aux ambassadeurs, il l'a notamment précisé cela en ces mots : « votre soutien est important pour la FAO pour atteindre ses objectifs de sécurité alimentaire. La FAO vient d'ailleurs ici de signer une convention allant dans ce sens. Nous comptons en obtenir rapidement des fruits, avec le concours de la Banque mondiale ». C'est par la voix de Patrick Paul Biffot, haut-commissaire de la République gabonaise et doyen du corps diplomatique au Cameroun que les diplomates accrédités au Cameroun ont pris après avoir vanté leur contribution à la modernisation des structures de l'agriculture camerounaise à travers une coopération revue et renforcée à travers le financement de nombreux projets et programmes, ont pris l'engagement de rester ouverts aux sollicitations de l'État du Cameroun en matière de soutien à la production et de lutte contre la crise alimentaire et nutritionnelle.

Yvan Njuplong

Cameroun-FAO

La recherche agricole pour booster la lutte contre l'insécurité alimentaire

■ *En marge de sa visite au Cameroun, Qu Dongyu, directeur général de la FAO a lancé un appel à densifier la collaboration avec les instituts et laboratoires de recherche afin de bénéficier de l'apport de ces derniers dans la maîtrise du climat, des pertes post-récoltes et de la destruction de plantations par les animaux.*



Une attitude du DG de la FAO

cultures. Tout ceci dans l'objectif d'assurer l'objectif majeur de la FAO, la disponibilité d'une alimentation de qualité, « sans laisser personne de côté ». Dans son discours durant le forum des ambassadeurs, Qu Dongyu a d'ailleurs martelé ceci : « il est urgent d'engager une synergie pour améliorer la capacité des sites de production, former efficacement les producteurs, maîtriser les changements climatiques et la bonne utilisation des ressources en eau. Pour réaliser ces objectifs, la contribution de la science sera un élément essentiel ».

Durant cette rencontre, le professeur Thomas Ndjotchio, représentant des chercheurs a insisté sur le fait que la recherche fait des efforts importants chaque jour pour adapter ses résultats et apporter des solutions aux problèmes que rencontre notre agriculture. Il affirme ainsi que : « l'agriculture de précision est une solution pour améliorer la production, réduire les pertes ». Aussi, invite-il à une utilisation progressive de l'intelligence artificielle pour « analyser les données et fournir des recommandations précises aux producteurs ». Enfin, il a appelé les gouvernants à « faire usage du savoir-faire et la disponibilité des chercheurs qui peuvent aider dans la recherche, mais aussi dans la formation aux agro-technologies, à l'agro-business en conformité avec les réalités locales ».

Cet appel a été largement applaudi par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et le ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales qui étaient présents, mais aussi par un ensemble d'acteurs de la recherche et de diplomates, qui ont convenu de poursuivre la synergie pour garantir in fine, la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous.

Yvan Njuplong

Le cadre stratégique de la FAO qui s'étend sur la période 2022-2031, considère la technologie comme un élément fondamental, qui permettra de parvenir à un monde libéré de la faim et de la malnutrition. Dans ce texte important qui définit la stratégie d'action de cet organisme des Nations Unies sur cette période décennale, il est noté que « les innovations technologiques, institutionnelles, stratégiques et financières dans les systèmes agroalimentaires sont considérés comme des accélérateurs à même de renforcer l'efficacité et l'impact des domaines prioritaires du Programme (DPP) de la FAO dans le cadre des quatre améliorations ». Pour contrôler

cela, un bureau de l'innovation a été mis sur pied avec pour mission de veiller à ce que la FAO intègre systématiquement l'innovation dans ses programmes, favorise la collaboration croisée entre ses différentes unités et contribue à établir et à renforcer des partenariats porteurs de transformation.

C'est fort de ceci que Qu Dongyu, directeur général de la FAO a durant la visite qu'il a effectuée au Cameroun du 20 au 22 avril 2024 réaffirmé la nécessité de « développer la recherche et la coopération agricole », afin d'augmenter les capacités de production, de réduire les pertes post-récoltes, de maîtriser les effets des changements climatiques et les attaques des animaux sur les

MIDENO

40 Years of Unexpected Commitment in the Pursuit of Excellence in Rural Development

The North West Development Authority (MIDENO) was created by the Government in 1981 as a Development Instrument for the Region. The motto of MIDENO is "Excellence in Rural Development". Since creation, MIDENO has been committed uninterrupted in the pursuit of excellence in the rural development of the Region. As a secular Arm of the State in the Agro pastoral and Rural Development, MIDENO has the mandate to plan, support, coordinate and supervise the agro pastoral and rural development of the Region. As a decentralized Agricultural and Rural development instrument of the State in the Region, MIDENO has the mandate to plan, support, coordinate and supervise the agro pastoral and rural development of the Region.

The impact of MIDENO in the North West Region over the years has been evident through the implementation of several donor-funded rural development Projects such as:

- The North West High Plateau Integrated Rural Development Phase I at a cost of 10.2 billion F CFA and was implemented within five years starting from 1982 to 1989
- The North West High Plateau Integrated Rural Development Phase II at a cost of 3.8 billion FCFA and was implemented within five years starting from 1982 to 1989.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project Phase I implemented for a six (06) years lifespan from 2004 - 2010 worth 15.725 billion FCFA, funded by the ADB.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project GP-DERUDEP Phase II at the cost of 19 billion FCFA funded by the ADB from 2014 to 2019.
- The Grassfield Participatory and Integrated Rural Development Project (GP-IRDP) at the cost of 27 billion FCFA.
- The livestock and Fisheries development Project (LIFIDEP) funded by the Islamic Development Bank from 2014 and is expected to end in 2021 at the cost of 29 billion FCFA.

MIDENO

MIDENO

MIDENO
NORTH WEST DEVELOPMENT AUTHORITY
P. O. BOX 442 RAMONDIA
EXCELLENCE IN RURAL DEVELOPMENT

MIDENO: 39 Years of Uninterrupted Commitment in the Pursuit of Excellence in Rural Development

North West Development Authority (MIDENO)
P.O. Box 442, Bamenda, Email: midenohd@ yahoo.com, Website: www.mideno.org, Tel: 233161378, Fax: 23361461, Mobile: 677 764 388

Vergers caféiers au Cameroun

La situation de référence agronomique scrutée

■ *L'examen et la validation de la méthodologie de l'étude sur la situation de référence agronomique des vergers caféiers au Cameroun a été au centre d'un atelier y dédié, tenu le 7 mars 2024 à Yaoundé.*



En ouvrant les travaux de cet important conclave, le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural a, d'entrée de jeu, indiqué que de l'importante étude et analyse des experts sortiront les principales actions à entreprendre ainsi que les approches à mettre en œuvre pour chacune d'entre elles afin d'atteindre les objectifs de relance de la filière café, validés depuis le 5 janvier 2022. Et le ministre de préciser également qu'au terme du projet, les résultats de cette étude serviront de boussole qui permettra de mesurer le degré d'atteinte des objectifs fixés sur le plan agronomique. Au regard des objectifs poursuivis, le Gabriel Mbairrobe a invité les participants et parties prenantes de cet

atelier à travailler sans complaisance dans le but commun d'améliorer la méthodologie proposée par les experts afin que les résultats respectent non seulement les canons scientifiques en la matière, mais aussi les réalités des vergers caféiers camerounais.

Aux représentants des producteurs et organisations des producteurs, il leur a demandé de jouer le rôle de relais en sensibilisant leurs membres sur l'importance de cette étude et la nécessité d'être ouverts aux équipes d'enquêteurs. Ils ont en outre été exhortés à faire montre de transparence et de fidélité dans les informations qu'ils leur fourniront. C'est la seule façon, atteste le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, de garantir la prise en compte de toutes leurs

difficultés et d'aboutir à la formulation des solutions adéquates à leurs problèmes. Quant aux experts, le ministre les a conviés à prendre en compte toutes les observations qui seront formulées lors de cet atelier en vue d'ajuster la méthodologie proposée pour garantir la qualité des résultats.

Il est important de rappeler avec force que l'objectif de production des cafés est fixé à 160 000 tonnes à l'horizon 2030, soit 135 000 tonnes de Robusta et 25 000 tonnes d'Arabica. L'atteinte de cet objectif passera inéluctablement par de nouveaux systèmes de production à forte productivité et attractifs pour les acteurs sans qui, la filière café n'existera plus.

Djaoudjaourou

Développement de la filière blé

L'import-substitution en question

■ *En produisant localement le blé qui est l'un des aliments les plus consommés et des principaux objets de la sortie intensive des devises, le Cameroun pourrait aérer considérablement son économie, mais aussi mettre à l'abri son marché de consommation interne, face au contexte socio-politique et économique instable au niveau planétaire.*



le ministre Gabriel Mbairobe dans un champ de blé

L'invasion de l'Ukraine par la Russie à partir du 24 février 2022 a entraîné une panique sur les marchés dans le monde entier, provoquant une inflation galopante dans la plupart des pays. Le Cameroun n'a pas échappé à la spirale, avec la hausse des prix des produits de première nécessité tels que l'huile, le riz, la farine etc. Cette dernière produite essentiellement à base de blé, s'est faite rare, au point de faire courir le risque de rendre encore plus cher des produits dérivés comme le pain, consommé par toutes les franges de la population. Ceci est le fait des sanctions occidentales contre la Russie, et du blocus par cette dernière de la production céréalière ukrainienne. Important une partie essentielle du blé consommé localement de ces deux pays, le Cameroun s'est donc retrouvé en situation d'urgence, devant miser rapidement sur la production locale d'aliments riches en farine panifiable comme

le manioc, la banane-plantain ou encore la patate.

La politique d'import-substitution, l'un des axes majeurs de la Stratégie Nationale de Développement (Snd30) a donc connu une certaine accélération sur le plan politique. Plusieurs actions ont été pensées, en vue d'accroître la production locale, de l'essentiel des produits d'importation. Comme les autres produits de substitution à sa farine, le blé n'a pas été lésé. Des moyens considérables ont été mis par le gouvernement camerounais pour des études techniques en vue d'évaluer les possibilités de viabilité de la production locale de cette céréale. Une fois celles-ci concluantes, des semences de qualité ont été sélectionnées et améliorées par l'Iraq. La troisième étape a vu la mise sur pied d'unités importantes de production de semences améliorées à Wassandé dans l'Adamaoua ou à Dschang dans la région de l'Ouest. La quatrième devrait donc voire d'ici 2024, la

mise effective en champ de grande étendue de cette production, et sa disponibilité sur le marché camerounais.

En visitant les champs semenciers de blé de Wassandé le 22 décembre 2023, Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a rappelé à cet effet que « La question du blé au Cameroun ne se limite plus à un simple impératif économique, mais elle devient un enjeu crucial pour notre souveraineté alimentaire. Les chiffres d'importation que nous avons connus ne sont pas seulement des statistiques, mais des opportunités manquées pour nos agriculteurs, des ressources qui auraient dû rester dans notre économie. Le Cameroun, importateur significatif de blé, se trouve à un tournant majeur de son histoire. La politique d'import-substitution prônée par le Gouvernement vise à émanciper notre pays de cette dépendance extérieure ».

Yvan Njuplong

Sociétés coopératives et organisations faîtières L'harmonisation des modèles de textes organiques en examen

■ *Au regard de nombreuses disparités observées jusque-là dans les contenus des textes organiques des différentes sociétés coopératives exerçant sur l'ensemble du territoire national, un atelier d'examen et de validation de modèles de textes a été organisé à l'effet de les harmoniser et d'arrimer ces différentes structures.*



Une coopérative de la région du Centre en séance de travail

C'est l'hôtel Dajooll de Mbankomo, localité située dans la banlieue-Sud de Yaoundé, sur l'axe routier Yaoundé-Douala, qui a servi de cadre, le 13 mars 2024, aux travaux de l'atelier d'examen et de validation de modèles de textes organiques des sociétés coopératives et de leurs organisations faîtières, organisé par les soins du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Les travaux étaient présidés par Gabriel Mbaïrobo, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Cet atelier vise à examiner et amender les drafts de textes organiques des coopératives, unions de coopératives, fédérations et confédérations de coopératives dans la perspective de disposer des documents consensuels devant servir de guide tant pour les membres des coopératives existantes, les promoteurs de coopératives et leurs faîtières, que pour les structures d'accompagnement que sont

les administrations compétentes et les cabinets notariaux. Cette opération est d'autant importante car le Gouvernement camerounais est engagé dans un processus d'accompagnement des acteurs des filières dans la mise en place des organisations interprofessionnelles dont les membres à la base sont des sociétés coopératives dans la majorité des cas. C'est dire quelle est la portée de cette assise quant à son impact, non seulement dans le regain du mouvement coopératif camerounais, mais également dans le renforcement de la dynamique interprofessionnelle dans notre pays. Le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural a, à l'occasion, rappelé que l'adoption de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives et son entrée en vigueur le 15 mai 2011, avaient modifié de manière significative le cadre juridique de l'ensemble des structures came-

rounaises à caractère coopératif. L'objectif était de permettre à ces structures d'intégrer les dispositions de ce nouveau cadre juridique dans leur organisation et leur fonctionnement; le cadre institutionnel de cette forme d'organisation ayant connu un certain nombre d'innovations majeures dont la plus importante a été l'adoption d'un nouveau manuel des procédures d'immatriculation et de tenue du Registre des sociétés coopératives. Pour permettre aux structures inscrites audit Registre de se mettre en conformité avec la nouvelle norme juridique, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avait en effet décidé de la reprise effective des immatriculations harmonisées à travers un communiqué de presse datant du 25 avril 2016. Et le ministre Mbaïrobo de relever pour le déplorer que depuis la date butoir qui courait du 15 mai 2011 au 15 mai 2013 accordée à ces sociétés coopératives, bon nombre d'entre elles figurant dans le registre du Minader sont en situation irrégulière. La numérisation du processus d'immatriculation et d'inscription des sociétés coopératives et Groupes d'Initiative Commune en cours de finalisation permettra ainsi dans un proche délai de lancer l'opération de mise à jour de ce fichier pour n'y garder que celles des structures qui, non seulement se seront arrimées au nouveau cadre juridique, mais qui respectent les dispositions relatives à la bonne gouvernance dans leur management, notamment leurs obligations en matière de transparence dans la gestion et de publicité.

Djaoudjaourou

Développement des chaînes de valeurs agricoles, de l'élevage et de la pisciculture

Les banques commerciales informées sur le Guichet «Fonds de Garantie»

■ C'était à la faveur d'un atelier qui était coprésidé par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et son homologue de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales.



Photo de famille

A l'entame de son discours d'ouverture des travaux de cet atelier d'information et de sensibilisation, le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a d'entrée de jeu éclairé la lanterne des parties prenantes sur le fait que la majorité des acteurs ruraux ne disposent pas de moyens fiables et sûrs pour épargner, protéger et développer leurs actifs, ou transférer des fonds. Situation, dit-il, particulièrement vraie et accentuée chez les groupes vulnérables que constituent les femmes, les jeunes et les personnes déplacées. Cette situation complexe et préoccupante, atteste le ministre, est imputable aux infrastructures déficientes, aux capacités restreintes des institutions financières et au faible niveau d'éducation de la clientèle rurale. Néanmoins, rassure le ministre Mbairrobe, le Gouvernement du Cameroun et ses partenaires techniques et financiers sont bien conscients du vaste potentiel dont recèle la finance rurale pour améliorer les moyens d'existence de

la population rurale.

Au cours des trente dernières années, le développement des systèmes financiers a eu des retombées remarquables sur les moyens d'existence en milieu rural. Grâce aux institutions novatrices et aux nouveaux instruments, les services financiers se sont développés et atteignent désormais davantage de personnes. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Dans une économie mondiale en pleine mutation, confrontée aux crises financières, à la volatilité des prix des denrées alimentaires et des produits agricoles, ainsi qu'aux changements climatiques, la finance rurale inclusive demeure un moteur essentiel de la transformation du monde rural.

Dans ce cadre, le Gouvernement du Cameroun et la Banque Africaine de Développement ont signé deux accords de prêt dans le secteur rural pour la mise en œuvre de deux grands projets ; notamment le Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles et le Projet de Développement des Chaînes de

Valeurs de l'Élevage et de la Pisciculture. Projets concrétisés par l'Arrêté du Premier Ministre, chef du Gouvernement, n° 025/CAB/PM en date du 22 mars 2023 créant un «Fonds conjoint (PDCVA et PDCVEP) de Facilitation de l'offre de crédit pour le Développement des Chaînes de Valeurs agricoles, de l'Élevage et de la Pisciculture : «2FC – CVAEP». Initié dans le cadre de la coopération entre le Gouvernement du Cameroun et la Banque Africaine de Développement, le «2FC-CVAEP» se veut un dispositif de financement de l'Agriculture dont la mise en place sonne comme une réponse ciblée aux difficultés d'accès du secteur rural en général et agricole, en particulier, aux services financiers. Ce Fonds vise à impliquer davantage le système financier national dans l'accompagnement du secteur agricole, en mettant à la disposition des institutions de crédit, des ressources longues pour le financement des chaînes de valeurs agricoles, de l'élevage et de la pisciculture au Cameroun.

Djaoudjaourou

Le document de la stratégie coton-textile-confection validé

■ *L'examen et la validation dudit document ont été au centre de l'atelier y relatif tenu le 30 octobre 2023 à Garoua, le chef-lieu de la région du Nord, et ayant connu la participation de tous les acteurs et partenaires tant techniques, que financiers de la filière coton.*



La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 présente le coton comme l'une des filières prioritaires du développement agro-industriel. Le Gouvernement envisage en effet d'atteindre une production de 400 000 tonnes de coton-graines à l'horizon 2025 et, de 600 000 tonnes d'ici l'horizon 2030, afin de porter la transformation industrielle de la fibre à un taux de 50% à l'horizon 2030.

S'agissant de l'actualisation de la stratégie coton-textile-confection, le ministre Gabriel Mbairrobe a rappelé avec force que c'est un processus qui a commencé par le bilan de la mise en œuvre de la précédente stratégie qui couvrait la période allant de 2015 à 2020. Le bilan de ce document de référence a, entre autres, révélé des résultats mitigés en termes d'atteintes des cibles ; un regain d'importance sur la période 2016-2020 pour les exportations de coton ; des emplois liés à la chaîne de valeur coton qui profitent essentielle-

ment aux acteurs des zones rurales ; une contribution de la filière coton au Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année 2020 d'environ 0,4%. Si certains indicateurs tels que la production ont enregistré un taux de réalisation de plus de 80% à l'échéance de cette stratégie, d'autres par contre, tels que le taux de transformation sont restés très faibles.

Néanmoins, le Cameroun figure parmi les pays africains ayant les meilleurs rendements ; à savoir, environ 1,5 tonne à l'hectare en 2022. Pourtant, la production de coton-graine est réalisée par des producteurs qui sont majoritairement des petits producteurs, avec des superficies inférieures à 5 hectares. La transformation reste en outre très faible, car correspondant à moins de 2% de la production totale de fibre.

C'est fort de toutes ces insuffisances et de ces résultats loin d'être satisfaisants que le Gouvernement s'est résolu à revoir sa stratégie. La

nouvelle stratégie, dite de « développement durable de la filière coton pour la période 2024-2030 », doit servir de cadre d'orientation et d'intervention de la filière afin d'assurer une meilleure adéquation entre ressources et priorités pour les interventions des différents acteurs de la filière. Elle doit être en cohérence avec les orientations de la SND30, de la SDSR/PNIA 2020-2030 et du PDI. Elle doit positionner la filière coton comme un levier important de création de richesses et d'emplois dans la perspective d'un Cameroun émergent en 2035. Elle doit prendre en compte les challenges tels que les changements climatiques auxquels nous sommes de plus en plus confrontés. Le nouveau document de la stratégie coton-textile-confection se veut intégrateur de toutes les prescriptions nationales et internationales en matière de développement durable et économique des différentes couches sociales.

Djaoudjaourou

Coopération Cameroun-PAM

Un contrat de partenariat signé entre les deux entités

■ *Dans l'optique de réaffirmer et de consacrer sa ferme volonté de soutenir l'amélioration des conditions et du cadre de vie de nos populations, le Gouvernement camerounais à travers le Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise alimentaire (PULCCA) a signé un contrat avec le Programme Alimentaire Mondial.*

Dans son allocution de circonstance, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, souligne que la signature de ce contrat constitue un maillon important de la riche chaîne de coopération entre le Cameroun et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Un acte qui consacre la volonté sans cesse réaffirmée du Cameroun de soutenir l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations camerounaises. Avec l'accord du Chef de l'Etat, a-t-il fait savoir, le Cameroun a, en novembre 2021, signé avec la Banque Mondiale un accord de financement d'un montant de 100 millions de dollars US, soit l'équivalent de 59,23 milliards de francs CFA, en vue de la mise sur pied du PULCCA.

Sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et avec l'appui financier de la Banque Mondiale, le PULCCA est mandaté par le Gouvernement pour renforcer les institutions étatiques en charge des questions de fragilité et de développement durable avec le soutien technique de nombreuses institutions publiques, semi-publiques et privées. Pour son exécution, ce sont 42, 420 millions de dollars US, soit 25,125 milliards de francs CFA que le PULCCA met à la disposition du PAM.

Cette organisation internationale de l'Organisation des Nations



Le Minader et le PAM main dans la main

Unies à l'expérience avérée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité alimentaire est chargée en trois ans, de soutenir la stabilisation alimentaire et nutritionnelle de la réponse rapide en vue d'un relèvement rapide et d'un renforcement de la résilience; renforcer les capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience climatique et nutritionnelle et, de renforcer les capacités des institutions gouvernementales de suivi des crises de sécurité alimentaires, des systèmes d'information et des services agro-météorologiques. Ainsi, les opérations du PAM soutiendront, entre autres, les transferts monétaires conditionnels (TCE) pour les activités de relèvement rapide en faveur des ménages les plus vulnérables et pauvres pour 33 490 ménages bénéficiaires ; l'alimentation scolaire d'urgence d'origine locale pour le traitement et la prévention de la malnutrition chez les enfants, les femmes et filles allaitantes. 50 écoles, 35 000 enfants dans les communautés, 50 petites unités d'élevage, 50 petites unités agricoles, 30 000 femmes et filles allai-

tantes sont visés en fin de compte. Par ailleurs, ce contrat engendrera des offres d'emplois temporaires pour les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) pour la construction de 200 petits magasins communautaires, l'aménagement de 300 points critiques, la réhabilitation de 50 marres, la construction de 100 biefs pour la rétention d'eau et la conservation des sols, la construction de 400 étangs piscicoles communautaires, la restauration de 230 hectares de pâturages et l'aménagement de 150 marres de retenue d'eau ; l'acquisition et la distribution de 15 000 kits des équipements post-récoltes et de valeur ajoutée, avec un accent particulier sur les équipements à énergie solaire ; le développement d'infrastructures communautaires post-récoltes pour une acquisition de 167 kits des équipements pour les magasins de stockage ; l'appui au développement de la gestion post-récolte et de la transformation des produits pastoraux et de la pêche pour l'acquisition de 1 000 kits de « transport-conditionnement-stockage ».

Djaoudjaourou

Filière huile de palme

La mise en place d'une organisation interprofessionnelle en concertation

■ *Un atelier national de concertation et de cadrage y dédié a regroupé, le 25 octobre 2023 à Douala, autour du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, des autorités administratives et politiques, des responsables régionaux des chambres consulaires ainsi que des organisations faïtières.*

On ne dira jamais assez : la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 a identifié l'agriculture comme l'un des piliers principaux de la transformation structurelle de notre économie. Une transformation qui passe par le développement des activités de production, de transformation et de commercialisation de nos différents produits agricoles et pastoraux pour créer la richesse et des emplois. Pour permettre à notre agriculture de jouer un rôle moteur dans cette transformation, il faut créer un cadre institutionnel et organisationnel pour permettre à ces filières d'être plus productives de manière à permettre à tous les acteurs de la chaîne de valeur de bénéficier de manière équitable des retombées du développement de la filière.

Revenant sur le principal point à l'ordre du jour du conclave du 25 octobre 2023, notamment la loi régissant les organisations interprofessionnelles, le ministre Gabriel Mbairrobe relève « qu'il n'est pas osé d'affirmer sans équivoque que c'est une réponse pertinente à la restructuration et la modernisation de l'agriculture dans notre pays ». C'est le vecteur par lequel les filières de productions s'organisent, se régulent, organisent leur compétitivité, administrent la concurrence pour porter l'économie camerounaise vers les cimes qui peuvent permettre de développer des courants d'échanges susceptibles de produire des devises



si importantes pour notre balance de paiements. La question de la restructuration des producteurs et de tous les acteurs du secteur productif constitue une question centrale qui a un impact certain sur la compétitivité des filières de productions. Ce, d'autant plus que jusque-là, les acteurs des filières de productions ne disposaient pas d'un cadre de concertation pour améliorer la fonctionnalité des dites filières. Conséquences : des inégalités importantes se sont révélées entre les acteurs et professionnels des filières de productions.

Dans cette lancée, le Gouvernement camerounais envisage aujourd'hui de changer la donne en introduisant formellement dans le corpus législatif un nouveau modèle d'association, que l'on désigne sous l'appellation « d'Organisations interprofessionnelles ». Les organisations interprofessionnelles sont le stade ultime et supérieur de la structuration des filières de productions, en ce sens qu'elles sont des organisations qui rassemblent toutes les associations professionnelles d'une filière intégrant ainsi le secteur primaire, le secteur secondaire et le

secteur tertiaire pour promouvoir la valeur ajoutée et la compétitivité des filières de productions. « L'interprofession est une modalité d'atténuation de la rudesse du capitalisme au sens pur du terme ». Dans cette perspective, les organisations interprofessionnelles sont un modèle élaboré de l'organisation économique des acteurs d'une filière qui repose sur l'économie contractuelle et la concertation. Les deux piliers des interprofessions étant l'économie contractuelle et la concertation. L'atelier ainsi organisé vise à mettre en synergie les acteurs directs de la filière, les partenaires institutionnels, les programmes et projets et le secteur privé, pour accompagner le processus de mise en place des interprofessions dans la filière huile de palme. Le but poursuivi, pour les parties prenantes, étant de fixer les bases d'une mutualisation des ressources de toutes natures afin de parvenir à la création d'une interprofession représentative, forte, dynamique et à même de répondre tant aux attentes de ses membres, qu'aux aspirations gouvernementales pour la filière.

Djaoudjaourou

Sous-secteur Engrais

Net regain d'intérêt observé de la part des acteurs

■ C'est l'état des lieux du sous-secteur au moment où s'est tenue le 9 avril 2024 la cinquième session ordinaire du Comité d'évaluation y dédié sous la présidence de M. Gabriel Mbaïrobe, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural,

La 5ème session ordinaire du Comité d'évaluation des engrais s'est tenue dans un contexte marqué par un net regain d'intérêt observé dans le sous-secteur Engrais. Ceci est le fruit de plusieurs actions gouvernementales conduites aux fins d'améliorer le climat des affaires du secteur agricole au Cameroun, notamment les subventions des prix d'intrants au travers du Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole au Cameroun (PARPAC). Ce Programme a permis, dans un premier temps, d'obtenir des importateurs d'engrais un achat aux prix de grossistes, assorti d'une réduction de 30% du prix négocié. Cette bonne négociation des prix a facilité l'élargissement de l'action de l'Etat dans toutes les 10 régions du territoire national. On a constaté les effets bénéfiques engendrés aussi bien chez les fournisseurs d'intrants qu'à l'endroit des producteurs agricoles. Fort de ces faits et facteurs encourageants, plusieurs promoteurs ont entrepris d'investir dans le sous-secteur Engrais. Cet accroissement d'investisseurs ayant permis de tirer les plus grands bénéfices de la compétitivité des prix.

Au demeurant, ces actions gouvernementales ont amélioré de manière significative l'accessibilité des engrais en milieu rural tant en matière de prix que de disponibilité. D'où le constat fait de la nette amélioration de la consommation des engrais par les producteurs agricoles avec pour principal corollaire, une augmentation de la production des agriculteurs bénéficiaires.

C'est fort des résultats et performances ainsi atteints que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a, au titre de la présente campagne agricole 2024, instruit un élargissement de cette action et la mise en œuvre des mesures visant à améliorer les manquements observés au cours de l'exercice 2023.



Cette revitalisation du sous-secteur Engrais a permis à la faveur de la tenue de cette 5ème session ordinaire du comité d'évaluation, d'enregistrer 105 demandes d'autorisation de mise sur marché d'engrais. Ce taux de demande n'a été observé qu'à la première session du comité d'évaluation des engrais. Et lorsqu'on sait que cette 1ère session imposait aux promoteurs de mettre en conformité leurs marques d'engrais commercialisées sur le marché camerounais depuis des décennies, l'on ne peut que se féliciter et encourager les efforts consentis à ce jour.

Une institution multisectorielle

A titre de rappel, le Comité d'évaluation des Engrais qui en est ainsi à sa 5ème session, a été créé par arrêté conjoint des ministères de l'Agriculture et du Développement rural, du Commerce, de l'Environnement et du Développement durable et de la Santé publique le 29 août 2019 fixant les conditions de commercialisation des engrais au Cameroun. Il est constitué des experts émanant des différents ministères et institutions que sont le Minader, le Mincom-

merce, le Minepded, le Minsanté, le Minfi, le Minepia, le Minresi et l'ANOR. Le comité d'évaluation des Engrais est chargé de statuer sur les dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché ainsi que ceux relatifs à leur renouvellement, leur transfert, leur suspension et leur retrait; donner un avis sur la restriction ou l'interdiction de l'utilisation d'un engrais; valider les protocoles d'expérimentation et, donner un avis technique sur tout dossier relatif aux engrais à lui confié.

Lors des précédentes sessions ordinaires et extraordinaires, le comité a eu à octroyer l'autorisation de mise sur marché de 256 fertilisants et biofertilisants. Et pour cette 5ème session ordinaire, il est revenu aux membres du comité de délibérer sur 105 dossiers de demandes d'autorisation de mise sur le marché dont 80 engrais minéraux, 07 engrais organiques, 06 biostimulants organiques et 12 amendements organiques. Au regard des enjeux en perspective, le ministre Gabriel Mbaïrobe a attiré l'attention des membres statutaires sur la lourde responsabilité qui est la leur, gage de la garantie de la qualité des engrais autorisés au Cameroun.

Djaoudjaourou

Filière Banane-plantain

Les enseignants et étudiants de l'université d'Ebolowa formés à l'acquisition des bonnes pratiques culturelles

■ Au cours du workshop scientifique qu'a accueilli la faculté des sciences de cette prestigieuse institution universitaire le mercredi 08 mai 2020, les participants ont été formés par *Éric Avom Alara*, coordonnateur du *Projet national de développement des cultures fruitières (PNDCF)* à l'acquisition de la *mallette pédagogique FABA*, pour une meilleure rentabilité des cultures.



Exercice pratique entre les responsables du PNDCF et des étudiants

Le bananier plantain est l'une des cultures prioritaires ciblée par le Gouvernement de l'Etat du Cameroun dans sa Stratégie nationale de développement 2020-2030. Utile pour l'autoconsommation, pour le marché à l'échelle nationale, sous régionale et l'industrie agro-alimentaire, la banane plantain peut même devenir une des cultures principales de la politique d'import-substitution que le Cameroun a adopté pour faire face au déséquilibre de sa balance commerciale. Un problème cependant, la faible maîtrise des itinéraires techniques dans la conduite et la gestion d'une bananeraie par les acteurs rend la filière moins attractive pour les petits producteurs. Pour pallier à cela, la solution toute simple selon le *Projet national de développement des cultures fruitières* est la formation des acteurs de la filière à travers les ressources pédagogiques FABA.

La vulgarisation de la mallette pédagogique FABA par l'université l'équipe du *Projet national de développement des cultures fruitières (PNDCF)* a officiellement fait sa première présentation de la mallette pédagogique FABA dans une université du Cameroun en présence de responsables, enseignants et étudiants

de la Faculté des sciences de l'université d'Ebolowa. Cet événement parrainé par Madame le Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université d'Ebolowa, Pr Edima-Durand Hélène Carole a réuni près de 35 personnes. Pour le PNDCF, il était question de : (1) Présenter le projet FABA et l'approche méthodologique de co-construction des ressources pédagogiques FABA ; (2) Présenter le siteweb fabacirad.fr ; (3) Présenter 06 vidéos pédagogiques sur les grains disponibles ; (4) Présenter la fiche pédagogique « Augmenter sa production par l'œilletonnage précoce » ; (5) Présenter la fiche producteurs « Augmenter sa production par l'œilletonnage précoce ». Pour la Faculté des Sciences de l'Université d'Ebolowa dont l'un des challenges est la professionnalisation des formations, il était question de : (1) renforcer les capacités entrepreneuriales des formateurs ; (2) impliquer les professionnels dans la formation des apprenants.

Alliage savoir et pratique pour mieux vulgariser

Cinq temps forts ont meublé cette rencontre à savoir : la présentation de la Faculté des Sciences de l'Université d'Ebolowa par Madame le Doyen de la Faculté des Sciences de

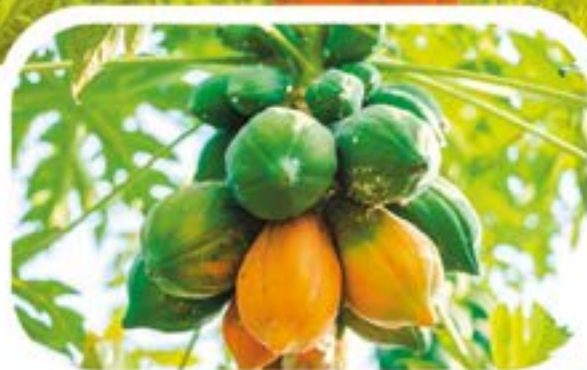
l'Université d'Ebolowa qui compte aujourd'hui 13 départements dont 9 fonctionnels dont celui des sciences biologiques appliquées à l'agriculture et 4 non fonctionnels (Biologie des Organismes animaux, Biologies des Organismes végétaux, Mathématiques, Physiques) ; (2) la présentation du PNDCF, du *Projet FABA*, de la *Mallette pédagogique FABA* dans sa globalité, des ressources pédagogiques déjà disponibles par le *Coordonnateur National du PNDCF*; (3) Une phase pratique qui consistait à montrer aux différents participants comment réaliser un bon planting ; (4) la projection des vidéos pédagogiques. Au total, cinq vidéos pédagogiques ont été projetées sur les thématiques suivantes : «augmenter sa production par l'œilletonnage précoce», «le charançon noir du bananier : prévention et lutte», «prévenir et gérer les nématodes», « fertiliser le sol pour des bananiers en bonne santé, « prévenir et gérer l'enherbement » et «Protéger et planifier la récolte » et (5) les moments d'échanges ont été consacrés aux différents participants permettant ainsi de recueillir un certain nombre de préoccupations dont les réponses ont été données soit par les vidéos visionnées, soit par le *Coordonnateur National* et le *Coordonnateur Régional* pour le Sud du PNDCF.

Au terme des échanges fructueux, les perspectives suivantes ont été faites : D'abord la poursuite de ces conférences sur d'autres thématiques notamment celles liées à la transformation des fruits ; ensuite l'utilisation de cette mallette pédagogique par les enseignants de la Faculté des Sciences lors des cours magistraux et leurs retours devront être capitalisés ; puis l'accueil des étudiants de la Faculté des Sciences par le PNDCF pour contribuer à la professionnalisation des enseignements voulue par la Faculté des Sciences ; et enfin le suivi conjoint des plants mis en terre lors de la conférence.

Yvan Njuplong



AGRICULTURAL INFRASTRUCTURE AND VALUE CHAIN DEVELOPMENT PROJECT



E-mail:

aivdp.buea@gmail.com

aivdp-buea@hotmail.com

Tél./Fax: 233323411/12

P.O. Box: 336 Buea



THE CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC)

The Cameroon Development Corporation, CDC, is an Agro-Industrial enterprise that was created in 1947. It was transformed to a Public Corporation by Decret N°2016/031 of 19th January 2016. It operates extensive plantations of Rubber, Banana and Oil Palm. The Corporation grows these there tropical crops in the South West and Littoral Regions. From these crops, the Corporation produces semi-finished high quality rubber, palm oil and top grade edible banana both for the local and international market. The Plantations for these three crops cover a total area of 39.118 hectares. The Corporation is the second largest employer of labour after the State with a total workforce of 16,974 as at 18yh December 2020.



The Corporation has however, witnessed one of its worst moments with the advent of the socio-political crisis rocking the South West and North West Regions as well as the recent outbreak of the COVID-19 pandemic. These have negatively affected the overall production and performance of the Corporation at different levels and capacities. Prior to the crisis, the Corporation produced 18.000 tons of natural Rubber, 110.000 tons of Banana and 22.000 tons of Palm Oil. At the peak of the crisis in 2019, the Corporation barely produced 2,135 tons of Rubber, 3.825 tons of Oil palm zero tons for Banana. The Corporation has been indexed for Reconstruction and Development under the Presidential Plan for the North West and South West Regions.

Franklin Njoni Njio

